



PB-PPIB-00802
BELGIE(N)-BELGIQUE
P913840
BUREAU DE DÉPÔT
CHARLEROI X

Journal
belge
mondial !

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

État des lieux sur l'utilité et l'innocuité du masque

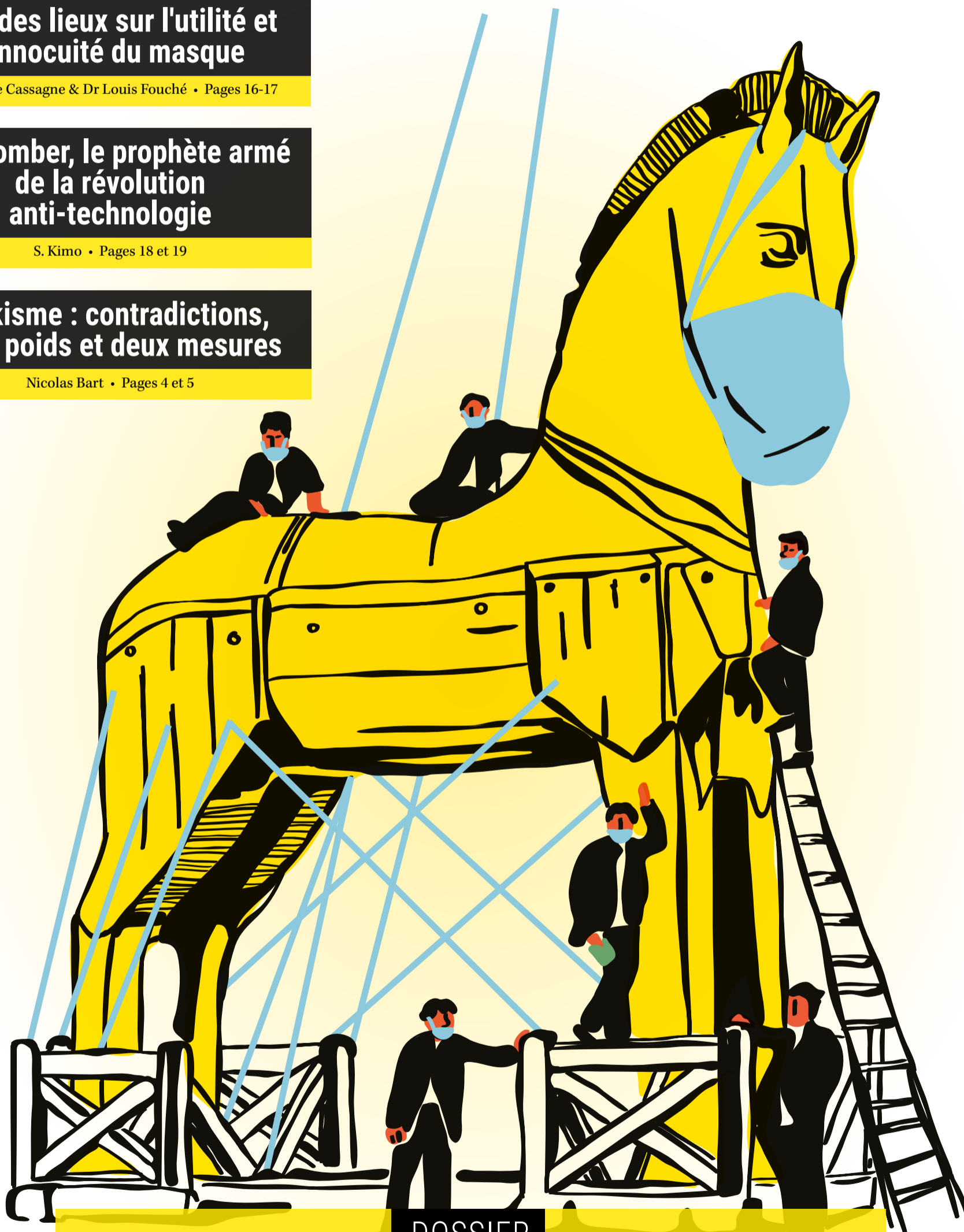
Dr Carole Cassagne & Dr Louis Fouché • Pages 16-17

Unabomber, le prophète armé de la révolution anti-technologie

S. Kimo • Pages 18 et 19

Wokisme : contradictions, deux poids et deux mesures

Nicolas Bart • Pages 4 et 5



DOSSIER

**École du masque :
fermeture définitive**

Pages 10 à 17

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue des Bégonias, 32 - 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



9 772294 082000

13

Illustration : Aurélie Garnier

SOMMAIRE

Lutter, vivant

Alexandre Penasse / Page 2

Et si on reparlait du Pacte d'excellence ?

Jean-Guy Divers / Page 3

Wokisme : contradictions, deux poids et deux mesures

Nicolas Bart / Pages 4-5

Totalitarisme et pédophilie

Propos recueillis en direct par Alexandre Penasse / Pages 6-7

Ukraine et ailleurs : des causes souterraines et une puissante alternative

Daniel Zink / Pages 8-9

DOSSIER

École du masque : fermeture définitive

Dossier coordonné par Alexandre Penasse et Bernard Legros / Page 10

Politique du masque

Philippe Godard / Page 11

« Protège-toi, protège-moi »

Psychopathologie d'une masque-(p)arade

Kenny Cadinu / Pages 12-13

Nos résistances ont fait reculer le Léviathan

Propos recueillis par l'équipe "Laudatosi" / Pages 14-15

État des lieux scientifique sur l'utilité et l'innocuité du port du masque facial pour la prévention du Sars-Cov2 en population générale.

Dr Carole Cassagne, PharmD, PhD & Dr Louis Fouché, MD / Pages 16-17

Theodore Kaczynski, alias Unabomber, le prophète armé de la révolution anti-technologie

S. Kimo / Pages 18 à 19

Le retour du Droit ?

Propos recueillis en direct par Bernard Legros et Alexandre Penasse / Pages 20 à 21

Fils de pub

Alain Adriaens / Page 22

Vu, lu, entendu

Pages 22-23

Autonomie ou dépendance ? L'exemple maltais

Olivier Rouzet / Page 24

Lutter, vivant

Nous sommes sûrs d'une chose : un jour ou l'autre, nous ne serons plus. C'est le principe de la vie, il n'y a là aucune appréciation morale, jugement de valeur ou croyance : c'est un fait, indubitable. « *Nous naissons sur des tombes* », dès le 1^{er} jour, un sablier égraine le temps, sorte de compte à rebours dont nous connaissons tous le point de départ mais ne savons jamais *apprécier* la fin, sauf pour ceux qui choisissent le moment de celle-ci. Cette vérité est là quelque chose de radicalement violent pour le sujet dès qu'il en prend conscience, dans son enfance, obligé de penser qu'un jour il ne pensera plus, mais c'est aussi cette fragilité qui donne à la vie toute sa puissance et sa beauté.

Ce sort commun est aussi ce qui rétablit au moment ultime une forme d'égalité entre les êtres humains. Tous, un jour ou l'autre, rempliront une dernière fois leur poumon et pousseront un dernier souffle : que ce soit Klauz Schwab ou un enfant hirsute des favelas. Mais c'est une forme de consolation bien maigre pour ceux qui auront toute leur existence tenté de survivre pour retarder leur fin, alors que d'autres auront par leur mode de vie œuvré à la précipiter. Pourtant, pour ces derniers, cet acte final commun avec la plèbe qu'ils ont exploitée leur vie durant, est un affront inacceptable : s'ils ont toutes ces décennies vécu comme des Élus au-dessus de la masse, des « dieux », ils ne peuvent supporter que leur vie s'interrompe de la même façon que ces « *inutiles* » : ce serait là une forme de retour à la case départ, une ultime mortification mettant à plat tout le pouvoir accumulé pendant une vie - transmis le plus souvent par héritage².

Voilà donc pourquoi *la mort de la mort*³ est l'objectif principal du transhumanisme. Entendez bien : la négation de la mort étant aussi celle de toutes les valeurs qui font l'existence⁴, celui qui se sent élu n'en a que faire d'interrompre provisoirement son état vivant, ou de télécharger son esprit sur un ordinateur : ce qu'il désire par dessus-tout, c'est que sa conscience ne disparaisse pas comme c'est le cas pour le « commun des mortels ». C'est là une négation de la nature, de la vie et de tout ce qui la constitue. Un pur délire. Le psychologue Erikson voyait par exemple dans la vie une succession de stades qui, s'ils étaient correctement dépassés devait mener à l'acceptation du dernier : la mort, donc à la sagesse et à l'intégration de son passé.

Difficile de ne pas penser que tous les moments de bonheur ne sont que des instants furtifs dans l'éternité, qu'un jour plus aucun des protagonistes présents ici et maintenant, ne sera là, l'oubli déposant son voile sur ces bribes existentielles. C'est là une évidence, direz-vous peut-être. Certes. Mais si Thanatos ne doit pas demeurer trop prégnant dans les esprits, au risque de la dépression, il devrait toujours rester en toile de fond de nos vies. Ce n'est pourtant pas ce qu'il se passe habituellement, au vu des vilenies, égotismes, jalousies et autres « *narcissismes des petites différences* » qui rythment aussi la vie des groupes de dissidents, qui devraient pourtant être des exemples. Alors que ceux qui dirigent le monde et se rencontrent à Davos ou aux réunions de Bilderberg, s'entendent apparemment entre eux, au-delà de leurs désaccords, sachant bien que leur essence commune qu'est la soif de pouvoir, la domination à tous prix, est plus importante que tout le reste qui les dissocie, superficiel, qui se mettrait en travers de leur dessein commun.

L'an O de Covid-19 a ainsi marqué le début d'une résistance qui, si elle n'a jamais été vraiment réunie, n'a fait que s'étioler avec le temps, chacun créant ses chapelles, se voulant le porte-parole unique de la lutte, conservant pour lui des informations importantes, œuvrant sur tous les fronts, même ceux où il n'avait aucune compétence, quitte à le faire mal plutôt que de le laisser faire à un autre ; les egos surdimensionnés ont vu dans l'époque une occasion de briller : ils voulaient dès lors faire partie de toutes les scènes, toujours détenteurs du dernier scoop, de l'info qui « *allait tout faire tomber* » ; voyant dans un oubli accidentel et anodin d'un des « *leurs* » une humiliation

volontaire. Certains dès lors n'appréciaient guère que d'autres prirent l'initiative, organisant colloques, rencontres, débats... ils voulaient être à la manœuvre, partout, quitte à ne rien faire s'ils n'en avaient pas le temps et l'énergie, plutôt que de voir un autre le réaliser. D'autres exigeaient de leur pair une pureté sans compromis, faisant le jeu d'un pouvoir cherchant à diviser en stigmatisant. Après la sidération politique du Covid, ils se sont en effet découverts différents, un peu comme des mariés qui, la passion passée, ne parvenaient plus à voir que ce qui les distingue, plutôt que leurs valeurs communes et desseins identiques.

Ceux qui disent lutter contre le système de domination reconnaissent généralement deux des trois sources que Freud identifiait comme à l'origine de nos souffrances, constituant les affres de nos existences : « *En provenance du corps propre qui, voué à la déchéance et à la dissolution, ne peut même pas se passer de la douleur et de l'angoisse comme signaux d'alarme; en provenance du monde extérieur qui peut faire rage contre nous avec des forces surpuissantes, inexorables et destructrices* »⁵. Ils nourrissent pourtant trop souvent la troisième source des souffrances de l'homme : celle issue de nos relations avec les autres. Ils reproduisent donc, dans leurs mouvements qu'ils disent « *alternatifs* » les mêmes bassesses que l'on retrouve dans les milieux conformistes bourgeois, fidèles serviteurs de l'ordre établi.

La caste médiatico-politique doit bien rire en assistant au spectacle d'une contestation qui, plutôt que de s'allier pour lutter verticalement contre elle, s'épuise dans des conflits horizontaux longs et inutiles.

Alexandre Penasse

ABONNEZ-VOUS À KAIROS*

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement
Abonnement belge à partir de 30 € pour 5 numéros, 53 € pour l'europe (frais de ports de 23€ inclus, sauf Suisse 30€)
Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER ! PARTAGER !

- Propos tenus par Laurent Alexandre, fondateur de Doctissimo, médecin, transhumaniste, lors d'une conférence.
- Dans un système inique, l'inégalité démarre à la naissance, même dès la création.
- Laurent Alexandre, *La mort de la mort*, JC Lattès, 2011. Extrait du quatrième de couverture : « *Que deviendra notre système de retraites actuel quand l'espérance de vie atteindra cent quatre-vingts ans ? L'homme changera-t-il de nature ? Les religions seront-elles anéanties ou revivifiées ? La mort de la mort préfigure-t-elle la mort de Dieu ?* ».
- Il n'y a pour eux rien de plus grand que le pouvoir, auquel l'argent leur permet d'accéder. La proximité humaine, qu'elle soit sociale, amicale, intime, peut donc être bannie. Il préfère la « *vie nue* » à une véritable existence qui comporte inévitablement du risque. Distanciation sociale, confinement, GPA, utérus artificiel... tout ce qui éloigne du contact charnel, est ce qui pour eux assure l'atomisation de la société.
- Sigmund Freud, *Malaise dans la culture*, Quadrige/PUF, 1995, p.19.

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente
Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub
Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre ISSN : 2294-0820
Imprimé en Belgique
Imprimeries Havaux s.a.,
Rue de l'Artisanat, 1
B - 1400 NIVELLES

Tirage : ce numéro a été tiré à 6.500 exemplaires
Routage : Cambier
Editeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue des Bégonias, 32
1170 Watermael-Boitsfort,
Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be
M. (00 32) 472/560 724

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse (ap@kairospresse.be)
Graphisme : Studio Noir & Clair
Relecteurs
Janine, Nadia, Alain, Stéphane, Annie, Colette.
Pour commander des numéros :
commande@kairospresse.be

Chroniqueurs / Rédacteurs
Alexandre Penasse (A.P.), Bernard Legros (B.L.), David Tong (D.T.), Michel Weber (M.W.), Alain Adriaens (A. A.) François Massoulié (F.M.), Daniel Zink (D.Z.), Kenny Cadinu (KC), Kaarle Joonas Parikka (KJP).
Ont contribué à ce numéro
Marie-Ange Herman, Philippe Godard, Olivier Rouzet, Louis Fouché, Carole Cassagne, Martin Steffens, Jean-Guy Divers, Thierry Vanderlinden, Paul Willems, Bruno Lionnet, S. Kimo, Nicolas Bart.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber !

Illustrations :
Aurélien Garnier, Philippe Debongnie, Louise Hendrickx, Lara Pérez Dueñas, Cassou, Antoine Demant, Nathalie Roba, Christophe Nottet, Léandre, Mickomix, Chanic

Nos copains de la presse libre en Suisse et en France

-Moins!

LA DÉCROISSANCE
Le journal de la joie de vivre

Et si on reparlait du Pacte d'excellence ?

Avouons-le : l'idée de se pencher sur ce trésor d'intelligence administrativo-financière-pédagogique ne nous emballait pas. Mais il nous a semblé opportun, à la fin de cet été 2023, de récapituler ce que l'on doit savoir sur ce « monstre ». Ce sera technique, mais (forcément !) utile. Alors, heureux ?

Les référentiels (donnant le cadre général) et les programmes (listant les activités pour chaque branche) sont publiés sur le site *ad hoc*¹ ; les directions d'écoles, gratifiées de jours de formations, sont armées (elles ont ajouté deux piles de documents, sous les piles « recherche professeurs désespérément » et « recherche motivation désespérément »). Le Pacte pour l'enseignement d'excellence fête bientôt ses 10 ans, célébrés en grande pompe par la presse² qui nous donne l'occasion d'un bilan contrasté et le plus lucide possible.

EX-FAN DE 2014

Nous sommes en l'an 6 avant J. C³. Une ministre décide de s'emparer d'un problème récurrent, appuyé par les études PISA (et sur une judicieuse observation d'un de ses amis, par hasard directeur du bureau d'études McKinsey⁴) : le niveau des élèves francophones. Niveau bas et inégalités criantes. Inefficacité de l'école. L'Association pour une école démocratique (APED) s'en était fait l'écho, avec d'autres associations, en janvier 2014⁵. Ce que ministre pense, ministre fait : voici le Pacte pour un enseignement d'excellence.

Autour de cinq piliers, on veut *revaloriser* les filières techniques et professionnelles⁶, accentuer le travail aux bases (lecture, écriture, calcul), allonger le « tronc commun » (formation commune à toutes et à tous) jusqu'à la 3e année secondaire, en lui donnant une coloration plus polytechnique, afin d'aider les élèves à s'orienter. On veut favoriser une école inclusive, tout mettre en place pour le bien-être des élèves, par la création d'un Daccé, Dossier d'accompagnement de l'élève. On veut anéantir le mouton noir du redoublement, qui coûterait, au dire de la ministre, 400.000.000€ par an. Tant de réformes à faire !

Ladite ministre part en 2016, remplacée par une autre, puis par l'actuelle, Caroline Désir (PS) en 2019. De (très nombreux) décrets abrogent certains éléments, en modifient d'autres, intègrent de nouvelles revendications, se succèdent.

LES DESSOUS CHICS

Les ministres passent, le projet d'associer tous les acteurs en place (d'où le terme « pacte », imagine-t-on) pour un enseignement de (très) grande qualité, reste, comme les cabinetards qui y ont pensé, en concertation constante avec les représentants du terrain⁷. Tables rondes, conférences, appels à participation, demandes d'avis, consultation d'experts et de pro : tout est prêt pour lancer les hostilités ... pardon, les démarches. À chaque phase, nouvelle étape de concertation, nouvelle discussion au Parlement, nouveaux compromis et blocages potentiels. Nous parlons du 10^e anniversaire du Pacte ; 9 années scolaires se sont donc déjà écoulées. Nonobstant le covid, il faut remarquer la nécessité du temps long dans le processus d'évolution de la société. Que cela aille dans un bon ou un mauvais sens, d'ailleurs, nous n'en parlerons qu'en présence de nos avocats.

Des établissements participent dès 2019 à la première vague d'écoles participantes aux « plans de pilotage », autour d'objectifs à respecter dans les 6 ans. Une 2^e vague a commencé en 2021, puis une 3^e en 2023. À terme, toutes les écoles des réseaux publics seront *gouvernées* grâce à l'ambitieuse machine de guerre destinée à faire évoluer le mammoth scolaire : après tout, comme le proclame le slogan du Pacte, « Le monde évolue, l'école aussi. ». Dès la rentrée 2022-2023, de nouveaux rythmes scolaires, s'adaptant davantage aux rythmes biologiques de l'enfant (et des adultes aussi...). Dès 2023-2024, transformation de la filière technique-professionnelle avec l'adoption progressive du PEQ (Parcours de l'enseignement qualifiant) et l'extension de la tant gratuité de l'enseignement, jusqu'au milieu du primaire.

On nous proclame qu'il est temps de revaloriser le métier de prof, de remettre de l'ordre et de la cohérence dans les apprentissages, de la rigueur dans l'enseignement. Louable objectif, pour lequel les moyens seront mis. Fort bien ! Ce ne sont pas (ou plus) que de belles paroles, destinées à calmer à la fois un public cible et un électoralat précieux. Mais...

RIEN POUR RIEN

La difficulté ne réside pas vraiment dans les constats (partagés par la communauté éducative)⁸, plutôt dans les processus. Il s'agit d'établir une sorte de *leadership* pédagogique, à la forme douce (il semblerait que la méthode dure, celle qui prévaut aux États-Unis, n'entraîne pas des résultats satisfaisants)⁹. Il s'agit de *responsabiliser* tout en laissant l'*autonomie*, nous assure-t-on ; dans les programmes et référentiels, laissant soi-disant une liberté pédagogique, dans le projet d'évaluation des enseignants, décrié par (presque) tous les syndicats¹⁰, ou dans les plans de pilotage, articulés autour d'objectifs (entre 3 et 5) à atteindre dans un laps de temps de 6 ans *maximum*. Une fois ce plan accepté et validé, il devient *contrat d'objectifs*. Il nécessite beaucoup de moyens humains. Ainsi, outre les enseignants, directions et personnels administratifs des écoles, une multitude d'acteurs extérieurs apparaissent, DCO (Délégués aux Contrats d'Objectifs) ou DZ (Directeurs de Zone). « *Vous voulez des moyens ? D'accord, mais laissez-nous donc fouiller dans vos affaires et vous imposer des mesures de bon management. Les moyens ? On en parle après, d'accord ?* » L'idée de départ est louable (sans doute, si elle vient bien de politiques préoccupés par le niveau et le bien-être des jeunes, sans que cela leur ait été soufflé par un cabinet de consultante qui a bradé ses prix grâce à du mécénat privé !). La méthode pose question sur beaucoup de points, dont le contrôle renforcé des pouvoirs publics sur les lieux d'enseignement et l'évaluation-sanction des enseignants qui « dysfonctionnent ».

AMOURS DES FEINTES

La ministre claironne qu'un grand nombre d'enseignants ont été embauchés, pour le co-enseignement (notamment en maternelle)¹¹, elle occulte (ou omet ?) le fait que des postes disparaissent en même temps dans le secondaire, provoquant des classes chargées et l'impossibilité pour les acteurs de l'enseignement d'assurer correctement leur tâche première : enseigner. Elle balaie le fait que le professeur doive, sans arrêt, compléter des documents administrativement incontournables, mais lourds et souvent redondants. Mettons donc cela en lien avec deux chiffres. D'une part, le taux de professeurs qui se sont absentés, au cours de l'année scolaire 2022-2023, à la limite plus haut que durant les années du covid. On peut formuler l'hypothèse que ces absences frappent un corps professionnel qui, à l'instar de bien d'autres professions du lien social, a été fortement marqué — psychologiquement autant que physiquement — par la pandémie¹². D'autre part, le taux de professeurs qui sont partis à la retraite anticipée¹³ a augmenté. Quelle est la signification de cette augmentation, sinon la potentielle usure, par des réformes à répétition et un rythme d'adaptation extrême ? Il faut enchaîner les réformes, il faut s'adapter, il faut être productif. Est-ce envisageable avec la charge monumentale de travail, à l'école comme à domicile, le tout à une époque en perte de repères, que l'école pourrait donner si on lui faisait *confiance* ?

RACCROCHEZ, C'EST UNE HORREUR ?

Last but not least, dans les programmes et des référentiels, un autre motif d'inquiétude réside dans l'intitulé et la description d'un des domaines autour desquels vont s'articuler les branches apprises dans le tronc commun : le domaine 6, domaine transversal qui touchera toutes les branches : « *créativité, engagement et esprit d'entreprendre* ». Sa description laisse pantois : « *Il concerne l'aptitude à associer des actes aux idées, c'est-à-dire à transformer des réflexions en actions et en projets effectifs. L'esprit d'entreprendre suppose de l'initiative, de la créativité, de l'innovation et de l'engagement, ainsi que la capacité de programmer et de gérer des projets en vue de la réalisation d'objectifs*¹⁴ ». Confrontée à ces termes, sur l'irruption du monde entrepreneurial dans l'école, la ministre rétorque que « [elle] n'aime pas qu'on dise qu'on a transformé les écoles en entreprises » mais ajoute, quelques lignes plus bas que « *ça dépend du leadership de la direction, de la façon dont les équipes sont impliquées*¹⁵ ». La prudence est donc de mise : voilà une inflexion langagière très néo-libérale, reliquat de la deuxième phase de rédaction, très « McKinsey », du Pacte...

Second point qui suscite notre inquiétude, la place désarmante accordée au numérique (intégré dans le domaine spécifique 3, « *Mathématique, sciences et techniques* »), associé à la formation manuelle, technique et technologique. Le numérique a certes pris une place considérable, il importe de lui réserver alors la place qu'il mérite, ni plus ni moins ; ce n'est franchement pas l'idée qu'on en conçoit, dans la mesure où on apprend que le numérique sera appris dès la 3^e primaire, que les écoles réclament un budget pour que les élèves aient le matériel idoine et que la Ligue des familles demande 350€ par enfant pour permettre d'acheter le dit matériel. Nous avons une suggestion : ne serait-il pas intéressant de mettre le même budget dans l'accès à la culture, ou toute initiative qui ouvre l'esprit ?

Certes, il y a de bonnes idées, des belles réformes (dont celle de la gratuité de l'enseignement), trop peut-être. L'enfer étant pavé de bonnes intentions, le Pacte pour un enseignement d'excellence ne doit pas devenir le Paris-Roubaix des acteurs de l'enseignement... Alors, marche arrière, si ça ne va pas ? Aucune évaluation du Pacte n'est fixée dans le temps. La ministre annonce : « *Celui qui veut changer de réforme doit venir avec une alternative crédible*¹⁶ parce que le statu quo de notre système d'enseignement n'est de toute façon pas une option ». Fort bien. Avançons, donc. Mais dans le meilleur sens possible.

Jean-Guy Divers

PS : Les sous-titres de cet article vous ont certainement fait penser à des chansons de Jane Birkin. Toute ressemblance ...n'est pas fortuite du tout.

1. <https://pactepourunenseignementd'excellence.cfwb.be>

2. Voyez la série d'articles, publiés du 21 au 25 août 2023, dans *Le Soir*. Chaque article, adoptant une thématique, est orné par une lettre écrite par un acteur/une actrice de l'enseignement. On en pleurerait tellement c'est émouvant. Dans le même temps, *La Libre Belgique* titrait sur l'absentéisme grandissant, entre autres dans le domaine de l'enseignement — mais pas que : tous les domaines sont impactés. Comme les journalistes sont gentils, ils nous ont gratifié le samedi 26 août dans *Le Soir* et lundi 28 août dans *La Libre Belgique* d'une interview de la ministre de l'Éducation. Que demande le peuple ?

3. Joyeux Covid, bien entendu !

4. On ne saurait trop recommander les lumineux articles de Cécile Gorré dans *L'école démocratique*, n° 68 (décembre 2016), pp. 12-17. Depuis, le gouvernement, plus précisément les deux ministres qui avaient lancé le Pacte, a été épinglé par la Cour des comptes, en lien avec ce contrat. Voir <https://www.rtf.be/article/pacte-d-excellence-l-attribution-du-marche-auc-consultant-mckinsey-biaisee-9621476> (consulté le 17 août 2023).

5. Voir l'éditorial de Jean-Pierre Kerckhofs, *ibidem*, p. 4.

6. Nous reviendrons dans une prochaine livraison sur le PEQ, qui comporte nombre d'éléments surprenants.

7. Ce qui est rappelé, abondamment, dans les référentiels du tronc commun.

8. Voir par exemple les articles du *Soir* du 24 août 2023 : les constats sont les mêmes mais les ressentis, très différents puisque les réalités vécues et les angles de vues sont très disparates, non seulement d'un niveau de pouvoir à l'autre, mais aussi d'une école à l'autre, selon qu'elle est favorisée ou pas, et encore entre les générations de professeurs, qui n'ont par exemple pas la même approche quant à l'apport éventuel du numérique.

9. Cécile Gorré, *Autonomie et responsabilisation : les deux mamelles d'une « nouvelle » gouvernance*, dans *L'école démocratique*, n° 68, pp. 16 & 17.

10. Dans un communiqué de presse publié le 27 août 2023, le front commun syndical (à l'exception du syndicat chrétien) annonce un préavis de grève jusqu'à la fin de la législature, soit en juin 2024. Ils mettent explicitement en cause le décret sur l'évaluation des enseignants, voté le 19 juillet 2023.

11. Interview accordée au journal *Le Soir*, 26 août 2023.

12. Monique Baus, « Comment la maladie décime encore les rangs enseignants », in *La Libre Belgique*, 23 août 2023, pp. 4 & 5. Le lecteur se reportera avec intérêt aux multiples interviews que Kairos a faites sur le sujet, notamment la série avec Pierre Chaillot "Fabrique de la panique, braquage des comptes publics".

13. Loïc Denis, « Le personnel de l'enseignement se rue sur la fin de carrière anticipée », in *Prof*, n° 57 (mars-avril-mai 2023), p. 31. Piquant : cette revue est l'organe officiel de communication ministérielle. L'info est donc traitée, mais les raisons sont à peine évoquées et fortement relativisées. Nulle part n'est fait mention de l'irruption du Pacte, et de ses multiples réformes, dans les motifs possibles.

14. C'est nous qui soulignons. Citation extraite du *Référentiel de français et langues anciennes*, p. 7.

15. *Le Soir*, 26 & 27 août 2023, p. 2. C'est nous qui plaçons le terme « leadership » en caractères gras.

16. Donc chiffrée par les soins d'un cabinet extérieur, peut-être ? Simple hypothèse.

Wokisme : contradictions, deux poids et deux mesures

De plus en plus implanté en Europe de l'ouest dans les institutions universitaires et artistiques, les associations, les syndicats, les entreprises, les médias¹, les réseaux (a)sociaux, jusqu'aux mouvements de jeunesse, relayé sur le mode apologétique, le phénomène woke parvient généralement à passer sous les radars d'une critique philosophique sérieuse, au-delà des postures correctes ou compassionnelles de convenance. Il n'en fallait pas plus pour que Kairos apporte sa pierre à cette tâche.



Illustration : Philippe Debongnie

Le wokisme est-il une simple mode ou une rupture anthropologique dans la postmodernité ? Ne vaticinons pas, il est à ce stade difficile de le dire. Envers lui, deux réactions sont attendues du public : *a minima* l'acceptation, ou mieux encore l'adhésion enthousiaste. Issu des rangs progressistes, antifascistes et de l'écologie institutionnelle, son comité de soutien n'admet pas son rejet ni même sa critique, qu'elle vienne d'un ministre, d'une philosophe ou d'un journaliste. Il est frappant que des associations², sévissant entre autres dans le cadre scolaire, visent *directement* à lutter contre la transphobie³, cela pour couper l'herbe sous le pied des critiques et des sceptiques, court-circuitant tout débat démocratique, rationnel et contradictoire⁴. C'est la tactique du fait accompli, l'imposition d'une nouvelle normalité et le constat de « *ce qui arrive* », comme disent avec pédanterie les adeptes de la déconstruction (Jacques Derrida) et la plupart des sociologues, toujours complaisants envers les « pratiques culturelles nouvelles » : « *Si cela advient, c'est que cela a de bonnes et légitimes raisons d'advenir, raisons qu'il faut dès lors mettre à jour, sans porter de jugement de valeur* ». Face au wokisme (entre autres), l'intellectuel postmoderne renonce à son jugement, devient « *dès lors fanatique sans conviction, il n'est plus qu'un idéologue, un penseur hybride, comme on en trouve à toutes les périodes de transition* », il s'apprête à « *vénérer n'importe quelle idole et à servir n'importe quelle vérité, pourvu que l'une et l'autre [lui] soient infligées et qu'[il] n'ait pas à choisir [sa] honte ou [son] désastre* »⁵. Dany-Robert Dufour sauve, lui, l'honneur de la gent intellectuelle ! Il a bien distingué les deux acceptions de la transphobie. La première est passive et reflète l'étymologie ; elle est perplexe et même inquiète face à un courant de pensée et d'action « révolutionnaire » puisqu'il remet en cause le repère immémorial de la différenciation sexuelle femme/homme⁶. Quoi de plus normal et sain que l'étonnement philosophique ? Mais par inversion des rôles on présente « *celui qui est terrorisé comme*

celui qui terrorise »⁷, ce qui nous amène à la seconde acception, active et non étymologique : la haine des personnes transgenres, jusqu'à les agresser de diverses manières. Faut-il préciser que seule la première acception est légitime, éthiquement et étymologiquement ? Cependant, les activistes trans se gardant bien de faire cette indispensable distinction, il n'y a donc pas de raison de les prendre au sérieux⁸, d'autant plus qu'ils ne sont pas à une contradiction près — ce que nous allons maintenant relever. Depuis que le danger pandémie (*sic*) est écarté (*re-sic*), ils mettent les bouchées doubles pour rattraper le temps perdu. Ont-ils lu Sun Tzu, pour que vaille le wokisme ?

injustes (professions essentielles/non essentielles, vaccinés/non vaccinés), en plus d'être la plupart du temps illégaux. Ceux qui l'ont fait sont d'autres « éveillés » que la clique des covidistes et des anti-complotistes a raillés, entre autres en raison de leur éveil revendiqué. Il y aurait donc des bons et vrais éveillés à respecter, admirer, soutenir — les wokes — et des mauvais et faux éveillés à mépriser, démoraliser, mettre hors d'état de nuire — les requérants contre la mystification pandémique⁹. Liberté de changer de genre ou de sexe à sa guise, mais aucune liberté de refuser de porter une muselière, de se laisser enfermer et couvrir-brûler !¹⁰ Deux poids, deux mesures, comme d'habitude, nous y reviendrons bientôt.

ILS (SE) DISENT « ÉVEILLÉS » ?

Étymologiquement, le terme « woke » vient de l'anglais argotique *to be awake*, qui signifie « être éveillé », sous-entendu à la réalité de toutes les dominations, injustices et discriminations sociales. Nous avons donc affaire à des militants plus clairvoyants que leurs concitoyens, mais qui nient appartenir à ce qu'ils incarnent : le wokisme ne serait qu'un terme péjoratif utilisé par les conservateurs. Qu'en dirait Erikah Badu, qui a chanté *I stay woke* en 2008 ? Le lien n'est-il pas également évident avec Black Lives Matter ? Alors qu'ils battaient déjà la campagne depuis quelques années, durant la covidiotie on ne les a subitement plus entendus, car il eût été inconvenant de ramener leur cause tellement particulière quand des centaines de milliers de leurs congénères risquaient de trépasser du coronavirus, comme alertait le clergé scientifico-médiatique. Les « éveillés » wokes (excusez-moi pour la redondance, nécessaire, cf. *infra*), d'habitude si réactifs, n'ont pas protesté contre des mesures politico-sanitaires indéniablement discriminatoires et

ILS DISENT « LUMIÈRES » ?

« *Mais où sont passées les Lumières ?* », chantait Gérard Manset en 1984. Aujourd'hui, il est en mesure de connaître la réponse. Les progressistes-antifascistes-woke (PAW) se réclament de l'héritage des Lumières, qu'il faudrait défendre âprement contre l'extrême droite, en focalisant sur une seule de ses composantes : l'émancipation. Soit. Mais les Lumières c'est aussi l'universalisme¹¹, que les PAW combattent au nom du respect des identités (trans) individuelles, de l'intersectionnalité et du nouvel anti-racisme racialiste et essentialiste¹². C'est aussi le libre-examen, la discussion rationnelle et la liberté de parole et d'expression, que les PAW abhorrent au nom du combat contre les idées « nauséabondes » et le patriarcat. « *L'idéal des Lumières a vu dans la Raison la base même de l'émancipation humaine. Mais, avec l'individualisme, chacun s'est pensé comme devant avoir raison et le processus s'est retourné contre lui-même* »¹³, résume le philosophe Michel Meyer. Tyrannie de l'amour-propre et des désirs-fantasmes illimités, on se conduit « *comme si*

l'on était le seigneur de sa propre existence » (Christopher Lasch), alors que « *la morale des Lumières découle non de l'amour égoïste de soi, mais du respect pour l'humanité*¹⁴ ». Sont-ce là des Lumières prises à la carte, en attendant de les éteindre définitivement ?

ILS DISENT « SOCIÉTÉ MULTICULTURELLE » ?

Ici, la contradiction atteint son comble. Car ceux qui promeuvent le wokisme et ceux qui appellent à une Europe multiculturelle (la « créolisation ») sont justement... les mêmes. Comment les PAW imaginent-ils faire coexister les deux choses ? Croient-ils que les immigrés/réfugiés/migrants du Sud global vont spontanément tomber sous le charme des transgenres, queers *gender fluid* et autres *drag queens* et *kings* qui égalaient les cités d'Europe ? Ne savent-ils pas qu'une grande partie de l'humanité est toujours religieuse et traditionnelle, que les convictions, les affects et les préjugés ne restent pas bloqués à la frontière ? Comme le souligne la philosophe Agnes Heller, « *les migrants sont des étrangers qui arrivent chez nous d'on ne sait où, ont des coutumes, des religions, des traditions, des légendes, une vision différente du vrai et du faux*¹⁵ ». Les PAW espèrent-ils les convaincre du bien-fondé moral de leur cause à coups de discours bienveillants et inclusifs ? Comment articuler wokisme et immigrationnisme ? Combattre à la fois la transphobie et l'islamophobie et la xénophobie ? Cela en deux volets à (essayer de) mener de front : faire accepter aux communautés immigrées (et à l'ensemble du corps social) le projet global du wokisme ; lutter à leurs côtés contre le « *racisme systémique* » dont elles sont victimes. Bonne chance avec ces tâches titanesques... Ici encore, c'est le règne du deux poids, deux mesures, comme le remarque Dufour : « *On stigmatise, à juste titre, les excisions pratiquées de force sur des jeunes femmes de certaines ethnies lointaines, mais pourquoi notre époque célèbre-t-elle le jeune Occidental, a priori informé, qui demande l'amputation de ses organes intimes, soit une mutilation volontaire*¹⁶ ».

ILS NOUS ACCUSENT DE « PANIQUE MORALE » ?

L'accusation revient sans cesse : face au wokisme, beaucoup de gens éprouveraient une peur déraisonnable, et même une « panique morale » qu'il faudrait surpasser pour évoluer vers l'éveil et « être de son temps ». À nouveau deux poids, deux mesures : rappelons-nous, les autorités politiques et scientifiques nous avaient instamment priés d'avoir peur du coronavirus, question de responsabilité et de solidarité (*sic*). Maintenant, elles nous enjoignent – par l'intermédiaire de leurs institutions subventionnées et des médias aux ordres – à ne pas avoir peur du grand chambardement trans et à l'accueillir inconditionnellement, question d'ouverture, de tolérance et d'éthique. Moralité : comme il y a des bons et des mauvais éveillés (*cf. supra*), il y a aussi des bons et des mauvais peureux. Mais nous ne paniquons pas, chers wokes, nous mettons votre discours et votre projet en question et ne tombons pas d'accord avec vous.

Est-ce si difficile à comprendre et à accepter ? Notre (op)position vous blesse-t-elle à ce point ? Et puis, êtes-vous démocrates, oui ou non ?

ILS NE DISENT PAS « TRANSHUMANISME »

Il y a quelques années, lors d'un échange par Internet, un homme français que je suppose d'une génération récente¹⁷ m'avait reproché de faire un parallèle, selon lui incongru, entre le mouvement LGB-TQIA+ et le transhumanisme, car il considérait ce dernier comme une idéologie d'extrême droite. Pourquoi pas, ça se discute¹⁸. Mais les wokes ne prennent pas officiellement position sur le sujet. Pourquoi ? Par embarras ou par stratégie ? La fenêtre d'Overton ne serait-elle pas encore assez ouverte ? Comme elle est la cible de sa propagande, la société civile serait en droit d'attendre une clarification de leur part. Revenons à la charge : hé, les wokes, vive ou à bas le transhumanisme ? Au-delà des trans(es), quelle différence faites-vous entre celui-ci et le transgenrisme, le transsexualisme ? Envoyez vos réponses en toute indiscretion à la rédaction de *Kairos*.

AVEC LES COMPLIMENTS/ COMPLÉMENTS DE LA BIOPOLITIQUE...

Le transgenrisme s'inscrit dans le cadre de la biopolitique que nous subissons depuis deux siècles. « Subissons », car on ne peut pas affirmer que grâce à elle la condition humaine se soit entre-temps foncièrement améliorée – sauf à toujours revenir avec ces arguments petit-bourgeois-hédonistes de la généralisation des soins de santé et de l'allongement de l'espérance de vie (dont on voit d'ailleurs poindre les limites depuis une quinzaine d'années dans les pays industrialisés). L'État biopolitique n'a cessé de renforcer son emprise en détruisant nos modes de vie traditionnels, en nous contraignant à la rentabilité économique, en assortissant notre liberté individuelle de mécanismes de contrôle toujours plus envahissants, en nous faisant basculer de sujets de droits en corps biologiques à « *faire vivre* », en remplaçant la loi par la norme, en modifiant scientifiquement et techniquement notre environnement, en gérant les masses par la statistique, en faisant régresser le politique, reformulé en problèmes moraux et médicaux à résoudre. « [...] *la biopolitique renvoie à un art particulier de gouverner, qui est tributaire des techniques libérales de contrôle social et de gouvernement de soi*¹⁹ », commente Thomas Lemke en pensant à Michel Foucault. Mesures hygiénistes collectives et revendications individuelles des trans ressortissent d'une même logique d'interventions biotechnologiques sur base de procédures administratives et légales. Voilà probablement la raison pour laquelle le wokisme s'est senti en congruence avec le covidisme, gardant un silence complice sur ses exactions. « *Le paradoxe de la biopolitique est qu'au moment même où la sécurité et l'amélioration de la vie sont devenues un enjeu pour les autorités publiques, la vie est menacée par des moyens techniques et des politiques de destruction jusqu'à alors ini-*

*maginables*²⁰ », annonce Lemke. Car c'est bien l'industrialisme et le militarisme – et non la « domination patriarcale » – qui restent notre problème n° 1. Souvent uniquement désigné comme terroriste²¹, Theodore Kaczynski alias Unabomber, récemment décédé, était aussi l'auteur d'un essai magistral, *Le manifeste de 1971. L'avenir de la société industrielle*, réédité aux éditions Climats en 2009. Sa radicalité continue à nous interpeller. (lire pp. 18 & 19)

...ET D'INTERNET

Comment dégonfler le phénomène woke, à supposer qu'il ne se dégonfle pas de lui-même ? D'abord en « décolonisant » de son influence toutes les instances mentionnées dans le chapeau, ainsi que le divertissement²². Ensuite, en débranchant Internet, principal véhicule de leur marotte. Ces deux hypothèses sont jusqu'à nouvel ordre très improbables ! Les thuriféraires du wokisme prétendent qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil, que la proportion d'individus contrariés par leur sexe « assigné » ou leur genre est la même depuis l'Antiquité, sauf que cela n'était pas connu ; la Toile ne ferait rien d'autre que de les révéler enfin au grand jour. Avançons une autre hypothèse, non exclusive de la précédente : et si c'était plutôt le web qui propulsait le phénomène hors de sa niche originelle ? Les réseaux (a)sociaux ne font pas que mettre en relation des individus ayant au départ des goûts et penchants similaires, ils influencent idéologiquement leurs usagers au moyen des « *bulles cognitives*²³ », ce que les PAW reconnaissent et déplorent à propos de la progression des idées d'extrême droite. C'est exact, mais pourquoi n'en irait-il pas de même pour leurs propres engagements ? Ou alors, c'est à nouveau deux poids, deux mesures : « Braves réseaux sociaux quand ils diffusent nos sentiments PAW, maudits réseaux sociaux quand ils rendent service aux fachos ! ». Il est à parier que sans Internet le phénomène trans ne serait pas ce qu'il est : une épidémie psychique qui touche des millions de jeunes (et moins jeunes) Occidentaux, soit dans la version forte en les incitant à « *transitionner* », à leurs dépens mais au grand bénéfice de Big Pharma (qui vendra des bloqueurs de puberté, puis des hormones) et de la techno-médecine (qui vendra des opérations chirurgicales) ; soit dans la version faible en les incitant à *minima* à l'indulgence en tant que spectateurs, ou mieux, à l'exaltation en tant que supporters – ceux-ci étant repris sous le terme d'« *alliés* ». Les voix réellement critiques, elles, restent rares²⁴. Cette épidémie-ci n'inquiète pas les pouvoirs publics, au contraire ils lui apportent leur soutien, tout comme les médias, et la justice, dans une certaine mesure. Cette « *dysphorie de genre à apparition rapide* » a été mise en évidence par la chercheuse étasunienne Lisa Littman²⁵ et les psychanalystes Céline Masson et Caroline Eliacheff²⁶ de ce côté-ci de l'Atlantique ; tellement rapide, trop rapide qu'une partie des transgenres regrettent leur choix après quelques années et tentent de revenir à leur ancienne condition en « détransitionnant » (voir les cas de Keira Bell, Layla Jane, Chloé Cole, entre autres). De toute manière, leur mésaventure laissera des traces inaltérables, au moins psychologiques, voire physiques si elles sont passées par le bistouri, et l'on peut déjà avancer que le reste de leur vie est ruinée – rappelons-nous du cas historique de David Reimer (1965-2004), victime du docteur John Money²⁷. Tout cela au nom du Progrès...

Nicolas Bart

1. Y compris la plupart des médias dits alternatifs qui se montrent complaisants, de peur d'apparaître comme ringards, réactionnaires, intolérants, immoraux aux yeux de leurs confrères et lecteurs. (Anticipons les sarcasmes de nos adversaires : « *Donc vous, à Kairos, n'avez pas peur d'apparaître comme ringards, réactionnaires, intolérants, immoraux ?* »).

2. Merhaba, GrLS Wallonie, Alter Vision, Crible, Garance, Magenta, Les Cheff, Genres pluriels, etc.

3. En l'assimilant hâtivement et stratégiquement à l'homophobie, alors que les deux « dossiers » présentent une différence majeure : par définition, les homosexuels reconnaissent la sexualité mâle/femelle. Cf. Dany-Robert Dufour, *infra*.

4. Les woke prétendent toujours qu'ils ont des vifs débats internes, dont la teneur ne percole nulle part, puisqu'ils ont lieu dans l'entre-soi. Mais face à l'opinion publique à modeler ou de laquelle se défendre, c'est le discours monolithique. Ils hurlent à la banalisation des idées d'extrême droite mais font tout pour banaliser leurs propres idées. Mauvaise et bonne banalisation ?

5. Emil M. Cioran, *La tentation d'exister* [1956], in *Œuvres*, Gallimard, 1995, p. 840.

6. Rappelons-nous que, suite à la publication de l'article « La différenciation sexuelle comme fondement » en 2018, signé par Alexandre Penasse (in hors-série n° 4 « Illimitations »), *Kairos* a commencé à avoir, auprès de la partie « éveillée » de son lectorat, cette réputation de journal « *transphobe* », avant de cumuler d'autres tares à l'occasion du covid : journal « *rassuriste* », « *complotiste* », « *confusionniste* », « *complaisant avec l'extrême droite* », entre autres inepties insultantes.

7. Dany-Robert Dufour, *Le phénomène trans. Le regard d'un philosophe*, Le Cherche Midi, 2023, p. 174. Cf. également son interview dans *Kairos*, n° 60, été 2023.

8. Intellectuellement parlant, faut-il entendre. Il s'agit par contre de les prendre au sérieux quant à leur capacité d'influence politique.

9. Cela ne signifie pas qu'une vraie pandémie ne puisse un jour survenir. Voir l'interview de Laurent Toubiana dans *Kairos* n° 59.

10. Pour rappel, nous étions officiellement libres de refuser l'injection, mais les *nudges* et le chantage du gouvernement ont poussé nombre d'entre nous à y passer. Aujourd'hui, certains le regrettent amèrement.

11. Nous supposons que ce sont ces Lumières-là qu'évoque Maset. Il est piquant de relever « en même temps » la portée universelle du wokisme, le phénomène commençant en Occident pour idéalement se diffuser ailleurs par la suite. Donna Haraway avait lancé l'idée dès 1985 avec son *Manifeste cyborg*. Nul doute que cette croisade sera ressentie comme une forme de néo-colonialisme moral.

12. Cf. Pierre-André Taguieff, *L'antiracisme devenu fou. Le « racisme systémique » et autres fables*, Hermann, 2021.

13. Michel Meyer, *Principia Moralia*, Fayard, 2013, p. 181.

14. Tzvetan Todorov, *L'Esprit des Lumières*, Robert Laffont, 2006, p. 39.

15. Agnes Heller, *L'Europe, un musée ? Et autres textes*, Albin Michel, 2022, pp. 67 & 68.

16. Dany-Robert Dufour, *op. cit.*, p. 171.

17. Que les lecteurs veuillent me pardonner cette triple discrimination, sexiste, raciste et peut-être âgiste ! L'aurais-je également mégenré ?

18. Il serait plus juste de qualifier le transhumanisme d'idéologie extrémiste, sans préciser davantage.

19. Thomas Lemke, *Biopolitique, une introduction*, EHESS, 2023, p. 48.

20. *Ibidem*, p. 54.

21. Entre 1978 et 1994, Unabomber fut l'auteur de 23 attentats à la lettre piégée contre des individus (chercheurs universitaires, ingénieurs, entrepreneurs, publicitaires, etc.) qu'il considérait comme des chevilles ouvrières de l'industrialisation du monde.

22. La société Disney est aujourd'hui entièrement acquise à la cause du transgenrisme. La production cinématographique en général lui fait aussi de plus en plus de place.

23. L'auteure transgenre Victoria Defraigne témoigne de son parcours dans *Le Soir* des 15 & 16 juillet 2023, p. 10 : « *Personnellement, je l'ai su tôt, mais je l'ai très vite refoulé. J'avais intégré que les trucs de filles, ce n'était pas pour moi. C'est en naviguant sur les réseaux sociaux et en tombant sur les vidéos d'une personne trans que je m'en suis rendu compte* » [c'est moi qui souligne]. Pour le philosophe des sciences Ian Hacking, mort récemment, les catégories nosographiques fabriquent des individus qui ensuite s'y reconnaissent.

24. Cf. Jean-François Braunstein, *La religion woke*, Grasset, 2022 ; Daniel Bernabé, *Le piège identitaire. L'effacement de la question sociale*, L'Échappée, 2022 ; Nathalie Heinrich, *Le wokisme serait-il un totalitarisme ?*, Albin Michel, 2023 ; Eric Naulleau, *La faute à Rousseau*, Léo Scheer, 2023 ; *Revue des deux mondes*, « Le bêtisier du wokisme », juillet-août 2023 ; *Franc-Tireur*, « 50 nuances de woke », hors-série n° 1, juin/août 2023.

25. Lisa Littman, « Parents Reports of Adolescents and Young Adults Perceived to Show Signs of a Rapid Onset of Gender Dysphoria », in *PLoS One*, 16 août 2018.

26. Cf. Caroline Eliacheff & Céline Masson, *La fabrique de l'enfant transgenre*, éditions de l'Observatoire, 2022.

27. On y opposera le témoignage de transgenres apparemment bien dans leur nouvelle peau, comme Chantal Gauci (in *Nexus*, n° 1946, mai/juin 2023, pp. 54-56). Avec le cas Reimer, on nous reprochera de ressasser la même histoire, tout comme les néo-staliniens ne supportent pas qu'on leur rappelle la catastrophe écologique de la mer d'Aral qui ne serait que la conséquence malheureuse et non voulue d'une planification économique pour le bien du peuple, et pas de vils intérêts capitalistes. Sur que les quelques poissons survivants font la différence... Par ailleurs, l'alternative est celle-ci : soit les propagandistes du wokisme présentent la transition de genre comme une innocente promenade de santé – dans ce cas ils mentent ; soit ils la présentent sincèrement comme un chemin de croix – dans ce cas ils poussent au crime envers soi-même. La quête de l'identité peut-elle tout justifier ?

Totalitarisme et pédophilie

Dans le cadre du colloque consacré à la dérive totalitaire sur les enfants, Alexandre Penasse s'est entretenu avec les co-auteurs de Psychopathologie de la pédophilie, Amandine Lafargue, psychologue clinicienne et sociale, et Ariane Bilheran, philosophe, docteur en psychopathologie, auteure de nombreux ouvrages dont les Chroniques du totalitarisme, L'internationale nazie et L'imposture des droits sexuels.

Illustration : Louise Hendrickx



doit y apprendre à réfléchir sur la vie, mais on n'a pas à dire comment se servir de son corps ou comment éprouver des plaisirs. Il ne s'agit pas d'éducation, mais d'initiations, qui n'ont rien à faire à l'école.

Mais de telles initiations ne sont-elles pas promues sous couvert de bienveillance ?

A.L. : C'est une logique typique du pédophile, qui prétend toujours aimer les enfants. On joue sur les mots, comme si les agressions sexuelles étaient toujours faites de manière violente. Lui va dire qu'il a approché les enfants avec des techniques douces d'initiation, pour son bien. Et souvent, ce sont des anciens abusés, parfois même violemment. On imagine bien que si on commence à éduquer les enfants, cela fera des générations d'enfants qui reproduiront les mêmes choses sur d'autres enfants. Au bout de combien de cours sexuels le grand frère va-t-il vouloir jouer avec son petit frère ?

En Belgique, le guide EVRAS (Éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle) propose aussi d'introduire la sexualité à l'école à partir d'un très jeune âge, dans « une démarche fondée sur le respect, la tolérance, l'accueil des différences et l'ouverture à l'autre. Elle vise à apporter une information fiable, impartiale et exhaustive et à participer au développement de l'esprit critique afin d'aider les gens à construire leur identité, assurer leur bien-être et à prendre des décisions éclairées ». A priori, cela semble très bien...

A.B. : La terminologie bienveillante du guide que vous citez est typique. Partout, on considère les enfants comme partenaires de l'adulte pour être éduqués. L'OMS prône d'initier les enfants entre 0 et 4 ans « au plaisir et à la satisfaction liés au toucher de son propre corps, avec la masturbation infantile précoce » ! On retrouve là cette confusion perverse. L'enfant peut certes explorer tout son corps et faire du tripotage, mais pas de la masturbation, qui est un terme de sexualité adulte. Cette confusion de termes et ces mélanges entre les générations sont la marque de processus pervers qui vont très loin. Le même texte affirme, qu'« idéalement, les différents sujets sont introduits avant que l'enfant arrive au stade correspondant du développement ».

Donc, par définition, on crée du trauma ?

A.L. : Exactement. Cette approche est par définition traumatisante puisqu'on expose des choses pour lesquelles les instances psychiques ne sont pas en place. L'esprit de l'enfant se retrouve ainsi en vrac, l'exposant ainsi à des pathologies qui attaquent le lien et affectent ses capacités d'empathie. Ces pseudo-cours d'éducation constituent en fait une effraction psychique.

On va créer des addictions et des compulsions de répétition. Si on montre quelque chose trop tôt à un enfant, il va vouloir retrouver cette vidéo, d'abord pour la digérer afin de dépasser son traumatisme, mais aussi parce que ça l'aura éveillé à des sensations nouvelles, confuses, mais excitantes. Dans sa période de latence prépubère, un enfant devrait normalement investir des espaces d'apprentissage, développer sa mémoire et sa concentration. Pour cela, il a besoin d'un espace psychique qui lui permette de se retrouver seul avec lui-même. Or, à la place, on le stimule en permanence avec quelque chose d'excitant, avec des paillettes ou de nouveaux jeux. Ce n'est pas à lui de dire non, c'est à nous de l'en empêcher.

A.B. : Comme Freud l'a montré, lorsqu'un enfant est initié à la sexualité par un adulte, il devient « inéducable », car on a réveillé trop tôt certaines pulsions. D'où une dissociation traumatique, car l'enfant ne peut plus contrôler toute cette partie pulsionnelle qui le submerge. Au contraire, l'éducation a pour rôle de construire un cadre et de la frustration.

Kairos : Quel est le lien entre totalitarisme et pédophilie ?

Ariane Bilheran : J'ai sous-titré mon livre sur l'imposture des droits sexuels *La loi du pédophile au service du totalitarisme mondial*. Tout simplement parce qu'il s'agit de programmes internationaux qui visent à imposer aux peuples l'idée selon laquelle l'enfant serait sexualisé et qu'il faudrait lui enseigner la sexualité dès sa naissance. Or, pour nous, psychologues formés au psychisme de l'enfance, nous savons très bien que vouloir sexualiser un enfant est une projection pédophile, ainsi de la Déclaration des droits sexuels du Planning familial international, qui est repris par l'OMS comme une référence pour attribuer des droits à la sexualité chez les enfants. Cette prétention n'a aucune base scientifique, mais repose sur l'imposture des fameux rapports Kinsey de 1948 et 1953 sur le comportement sexuel humain. La conclusion à laquelle je suis arrivée en écrivant ce livre, c'est que l'on cherche à provoquer un traumatisme de masse chez les enfants du monde entier. Dans la majorité des cas, le pédophile fonctionne par séduction et confusion, en projetant sa sexualité d'adulte sur un enfant dont il veut croire qu'il a une sexualité en miniature.

Et c'est cette idéologie des pseudo-droits sexuels que l'OMS prétend imposer aux États et aux parents du monde entier, au travers de textes visant à « développer le potentiel sexuel de l'enfant ».

C'est quoi, le potentiel sexuel de l'enfant ?

A. B. : Il n'y en a pas. L'enfant n'a pas de sexualité.

Amandine Lafargue : Depuis les années 1990, on prétend développer les « compétences » des individus, censées être « utiles ». On regarde le profil de chacun en termes de « compétences », d'« activités » de « flexibilité ». Et, selon cette logique, la sexualité serait une compétence comme une autre.

Comment expliquer à des parents que leur enfant n'a pas de sexualité ?

A. B. : L'enfant a une sensorialité, mais pas de sexualité. La sexualité émerge avec la puberté, tout simplement. Ce n'est pas parce que l'enfant a un zizi qu'il va s'en servir tout de suite. Il faut des conditions de maturation psychologiques, émotionnelles, intellectuelles, etc. De la même façon, on peut avoir des jambes, mais on ne marche pas immédiatement, on peut avoir une langue, mais on ne parle pas immédiatement.

A. L. : Étymologiquement, le monde scolaire est ce qui est clos : l'école est un endroit où l'on prend de la distance par rapport à son environnement culturel et où l'on n'a pas à se mêler de l'intime. On

TOTALITARISME ET PÉDOPHILIE

Propos recueillis en direct par Alexandre Penasse

Cette volonté d'exposer les enfants au sexe semble omniprésente, et se retrouve aussi de manière plus ou moins directe dans des films qui leur sont destinés.

A.B. : Il s'agit en effet d'un plan mondial. Une professeure de droit qui a travaillé pour le Département américain de la Justice a dénoncé cette idéologie promue au travers des films pour enfants, notamment ceux de Walt Disney, qui contiennent des images subliminales, lesquelles sont une effraction traumatique chez l'enfant. Or, plus une telle effraction intervient tôt, plus elle est traumatisante. Alors qu'un enfant qui n'est pas encore mûr du point de vue psychique, affectif, émotionnel, neurologique et intellectuel ne peut pas avoir de consentement libre et éclairé, cette idée du consentement de l'enfant est insinuée dans les textes de référence. C'est ainsi que l'OMS a eu cette idée extraordinaire de créer la notion de « *citoyenneté sexuelle* », et ce dès la naissance. On a là une injonction paradoxale complète : alors que la sexualité relève du registre de l'intime, la citoyenneté relève du politique. On retrouve là ce mélange des genres, cette confusion facilitée par cette novlangue qui est l'une des marques du totalitarisme. Souvenons-nous que celui-ci cherche à imposer une domination totale sur l'intime.

Vous pointez du doigt le rôle crucial d'Alfred Kinsey, lequel s'est notamment livré à des expérimentations sur des enfants de moins d'un an, chez qui il avait « stimulé des orgasmes ». Cela fait plutôt penser à de la torture. Et c'est sur ces rapports Kinsey que la Déclaration des droits de l'enfant et la « citoyenneté sexuelle » seraient fondés ?!

A.B. : Qui était Kinsey ? Un entomologiste spécialiste des insectes parasites des végétaux, tout à fait habilité donc à parler de la sexualité humaine et encore mieux, du psychisme des enfants ! Il a été financé par la Fondation Rockefeller à l'Université de l'Indiana pour effectuer des recherches sur la sexualité humaine. Son échantillon comprenait 4.120 hommes, dont 3.526 avaient des déviations sexuelles avérées, parmi lesquels 1.600 délinquants sexuels psychopathes incarcérés. Quel échantillon impartial ! L'institut Kinsey a créé le SIECUS, un organisme censé promouvoir l'information sexuelle aux États-Unis et qui a inventé ce terme de pure novlangue qu'est l'« *éducation à la sexualité* ». La première responsable de cet organisme, le Dr Mary Calderone, souhaitait favoriser la prise de conscience de l'importance vitale de la sexualité des nourrissons et des enfants et elle encourageait les élèves à utiliser des ouvrages sexuels contenant des images explicites. Délivrant des certifications en santé sexuelle un peu partout dans le monde, elle est une référence pour l'OMS ! J'ai eu accès à l'un de ces cours de certification prodigués à l'Université Laval du Québec. Le professeur y a exposé la définition de l'orgasme selon Kinsey. Accrochez-vous ! « *Un bébé agit se calme dès la première stimulation sexuelle. Il perd tout intérêt pour d'autres activités et entreprend des poussées pelviennes rythmiques. À l'approche de l'orgasme, il est pris de convulsions, de violents mouvements des bras et des jambes, et il pleure parfois au moment de l'orgasme. Il a le regard vague, fixe et vide, et est pris de spasmes soudains* ». Selon la doxa Kinsey, c'est un état euphorique de plaisir. En réalité, ainsi que nous l'a expliqué le docteur Régis Brunod lors du colloque, il s'agit d'un état épileptique provoqué.

A.L. : Des enfants qui ont été traumatisés si tôt – on parle d'un bébé de 5 mois – ne pourront plus prendre de recul et seront enfermés dans l'immédiateté. Ils vont souffrir de psychoses ou d'états dissociatifs. On crée ainsi des gens accros au système de récompense immédiate, qui privilégient des réponses rapides, des pensées rapides, de la jouissance et du plaisir rapides. Ils seront ainsi parfaitement adaptés à nos sociétés consuméristes, où ils voudront acheter des objets pour se procurer toujours plus de plaisir à très court terme. Ils vont chercher à se remplir en continu, pour tenter de combler un vide psychique profond.

De même, ils vont devenir des consommateurs de sexe.

A.L. : De sexe et d'excitations en tous genres, dont ils vont réclamer des doses toujours plus importantes, car leurs récepteurs de dopamine ont été grands ouverts dès leur plus jeune âge.

Certains consomment du porno dès 8 ans ?

A.B. : Bien sûr. Il y a aussi des intérêts marchands derrière cette promotion de la sexualité.

A.L. : Cela va jusque dans les livres pour enfants, qui contiennent des incitations insidieuses. Ainsi de certains livres destinés à des enfants de 12 ans, où l'on précise que les derniers chapitres ne sont censés être accessibles qu'aux enfants de 15 ans. Évidemment, cela va inciter les plus jeunes à s'y plonger. Toutes les techniques de psychologie sont appliquées pour pénétrer facilement le cerveau fragile et immature des enfants.

La sexualisation des enfants n'est-elle pas renforcée par l'idéologie LGBTQIA+ ? Oser la contester expose à se faire traiter de transphobes ou d'homophobes. Le guide EVRAS évoque le terme d'« hétéro-normativité », une attitude rétrograde qui consisterait à estimer que l'hétérosexualité est la norme.

A.L. : Le but, c'est le grand renversement. Notre génération a reçu l'éducation de nos parents et de nos grands-parents, qui nous protégeaient en tant qu'enfants. Aujourd'hui, on vole les parents de leur autorité parentale lorsque leurs enfants, revenant de ces cours d'éducation sexuelle prétendent savoir mieux qu'eux ce qu'il faut penser du sexe et comment on devrait en parler. Je reçois en consultation des enfants de 6 ans traumatisés par les « enseignements » sexuels explicites qu'ils ont reçus, et ce d'autant plus qu'ils contredisent les explications métaphoriques de leurs parents qui se contentent de dire que les enfants naissent grâce à une petite graine plantée parce que leurs parents s'aiment très fort. En dessous de 7 ans, on se structure avec de la pensée magique, avec de jolis mythes, comme celui du père Noël.

A.B. : Le monde de l'enfance est un monde de l'innocence et de l'imaginaire. Donc l'enfant va créer un monde imaginaire, dont il sait bien que ce n'est pas le monde réel, mais qui va lui permettre de déployer sa sécurité intérieure. Les adultes ne doivent surtout pas s'y immiscer et imposer aux enfants leurs angoisses et leurs projections d'adultes. Cela va bien au-delà de la sexualité. Il suffit de voir le désastre psychologique infligé aux enfants avec la terreur propagée lors de la pandémie. La Déclaration des droits sexuels et les standards de l'OMS reposent sur un sophisme selon lequel

- 1) les enfants sont des êtres humains ;
- 2) les êtres humains – en fait les adultes – ont une sexualité ;
- 3) donc, les enfants ont une sexualité.

Un tel sophisme est très dangereux, car il nie la différence de nature entre l'enfant et l'adulte. C'est pour cela que l'enfant a une protection légale particulière et que l'adulte a des responsabilités vis-à-vis de l'enfant.

A.L. : Toute l'éducation consiste à poser un cadre structurant et symbolique, mais qui n'a pas à être normatif. Par exemple, on peut dire à 12 ans que l'on se sent plutôt fille ou plutôt garçon, mais les choses évoluent et elles se stabiliseront sans doute tranquillement à l'âge adulte. Aujourd'hui, certains disent que si une petite fille n'a pas de petit copain à 9 ans, c'est qu'elle est lesbienne ! C'est en fait, tout simplement, qu'elle n'est pas encore assez mûre pour s'intéresser à une sexualité ou même à une sensorialité particulière.

A.B. : Une telle détermination est un déni d'enfance et du droit qu'a l'enfant de vivre dans un monde imaginaire, lequel est nécessaire à son bon développement psychique.

A.L. : Quand des adultes prennent un imaginaire d'enfant au pied de la lettre, ce sont les adultes qui sont fous, car ils confondent le fantasme et la réalité. S'ils le font à dessein, c'est de la perversion potentiellement pédophile. Dans l'enfance et à l'adolescence, le psychisme est très malléable. Il va se structurer à l'âge adulte. Au contraire, tous ces textes que nous dénonçons font fi de ces principes élémentaires du développement psychique de l'enfant et de l'adolescent.

Cette idéologie prétend qu'il faudrait répondre positivement et « accompagner » l'enfant qui demande à changer de sexe, avec un processus de prise d'hormones censé bloquer la puberté ; encore une illusion !

A.L. : En réalité, le véritable accompagnement de l'enfant, c'est de l'aider à développer son esprit critique.

A.B. : L'enfant vit dans un monde imaginaire. L'éducation consiste à l'amener petit à petit, de manière adaptée à son âge, à considérer le principe de réalité. Le principe de réalité doit être introduit dans l'éducation, c'est là la seule castration. Et là, on est en train de faire l'inverse ! Supposer que l'enfant puisse consentir à cette transition, à ces mutilations, c'est de l'anti-éducation !

A.L. : On les berce de l'illusion selon laquelle on pourrait changer de sexe alors qu'on est déterminé génétiquement. On leur ment. On leur cache même qu'ils seront stérilisés et subiront des traitements à vie.

Vous citez Rousseau qui dit que l'homme aliène une part de sa liberté naturelle à se saisir de tout ce qui le tente et, qu'en échange, le contrat social lui offre sa liberté de citoyen. N'est-on pas en train de détruire le contrat social ?

A.B. : En effet, cette banalisation de la transgression des interdits fondamentaux qui permettent de structurer une société constitue un attentat politique. C'est pour cela que j'ai parlé de totalitarisme.

A.L. : C'est la loi du chacun pour soi, là où chacun devrait avoir droit à la sécurité par l'égalité, la fraternité...

A.B. : ... et la protection de son intégrité physique, laquelle est niée lorsque l'on prétend parler de réorientation sexuelle dès l'âge de 5 ans.

En Belgique, une loi vient d'être votée : on peut changer tant qu'on veut.

A.L. : En effet, la nouvelle doxa impose d'être « *flexible* » toute sa vie, de pouvoir changer tant qu'on veut. Est-ce qu'au collège un enfant aura le droit de se faire appeler par un prénom le matin et par un autre l'après-midi, au mépris de l'état civil ou de l'autorité parentale ? Prétendre lui imposer le réel serait-il ainsi une atteinte à ses « droits » ?

A.B. : Je voudrais souligner un autre aspect de la perversion de cette idéologie : on nous explique que, pour protéger l'enfant de la violence sexuelle et de la banalisation de la pornographie et des écrans, il faudrait leur montrer très tôt de la pornographie. Ça veut dire que les adultes ne protègent pas les enfants de l'accès à ces images – Et pour se défausser de leur responsabilité de parent, l'« éducateur » prétend initier, de manière facile et douce. On rejoint là le discours pédophile. D'ailleurs, le totalitarisme repose toujours sur la division, voire la guerre entre les générations, avec l'endoctrinement de la jeunesse contre les valeurs de la génération précédente. Il s'agit de casser la transmission garante de notre civilisation.

On avait commencé avec le covid, où l'on accusait les jeunes de tuer les vieux.

A.B. : Absolument. Encore une inversion. Dans une civilisation qui fonctionne, la génération des adultes doit se sacrifier pour ses enfants. Dans une civilisation inversée, c'est-à-dire chaotique, détruite, dégénérée, ce sont les enfants qui se sacrifient pour les adultes. Le bouc émissaire est toujours le plus innocent.

A.L. : La différenciation entre les sexes et entre les générations sont deux piliers de la civilisation. Et ce sont ceux-là que les pédophiles attaquent. À l'instar des mesures totalitaires prises sous prétexte du covid, de tels cours d'éducation sexuelle auront un impact terrible sur la vie des enfants qui sont ainsi victimes d'une effraction psychique. D'ores et déjà, depuis 2020, le taux de suicide chez les adolescents a été multiplié par trois.

A.B. : Cette absence de repères, de cadre et de normes est destructrice. Vous parliez de la critique de l'« *hétéro-normativité* ». En réalité, dans toute société il y a la norme et il y a la marge. Et alors ? En quoi est-ce un problème d'être à la marge ? Au contraire, comme on le voit avec les artistes contestataires, c'est tout à fait stimulant. Or, aujourd'hui, on a l'impression que certaines marges ne supportent pas leur statut de marge, qu'elles ont pourtant choisi. Oui, qu'un adulte qui fait le choix de la marginalité veuille l'imposer comme une norme, cela pose un problème.

C'est une exception à la règle.

A.B. : En effet. Et là, c'est l'inverse. Celui qui est à la marge prétend culpabiliser, voire criminaliser la règle.

Vous dites que se prendre pour un autre sexe, c'est prendre une certitude délirante de type paranoïaque pour une réalité.

A.B. : Oui. Dans la psychopathologie traditionnelle de la paranoïa, il y a une confusion liée au délire de la toute-puissance : je suis tout à la fois, je suis Dieu, la femme de Dieu, l'homme, la femme... je suis tout à la fois et donc je ne me limite pas ! En réalité, la société se construit par les interdits. Non, on ne peut pas tout faire et c'est justement ce qui permet l'émergence du désir et sa consécration. En un mot, il est fondamental d'avoir des interdits pour assurer la protection de l'intégrité, tant de l'individu que de la société.

A.L. : Sans limitation, le désir tombe. Il n'y a plus de raison, juste un vide intérieur. D'où l'explosion des suicides chez les adolescents.

A.B. : Pour conclure, il me semble nécessaire et urgent d'arrêter immédiatement tout enseignement sur la sexualité en maternelle et primaire. Il faut aussi exiger de faire examiner par des professionnels le contenu de la prévention pour les adolescents. Il faut également abolir les standards pour l'éducation sexuelle en Europe et l'ingérence de l'OMS sur les populations en matière de « santé psychique » des enfants. Enfin, il convient de supprimer le terme « *éducation sexuelle* », car ouvrir des portes psychiques sur la pulsion nous entraîne très loin de la prévention.

Propos recueillis en direct par Alexandre Penasse

Retrouvez l'interview complète sur www.kairospresse.be

Ukraine et ailleurs : des causes souterraines et une puissante alternative

Des actes pour pacifier et transformer, à portée de main

Face à des catastrophes comme les guerres, on se sent souvent complètement impuissant. Pourtant, des moyens d'agir sont à la portée de beaucoup d'entre nous ; des moyens qui, au cas où un suffisamment grand nombre de personnes y recourraient, auraient un impact global et profond vis-à-vis de bien d'autres malheurs encore.



Illustration : Philippe Debongnie

Ces réflexions concernent tout particulièrement la guerre en Ukraine. Car même si ses causes sont multiples, l'une des plus déterminantes est manifestement la volonté de contrôler des ressources ; des ressources en particulier souterraines, en quantités massives, et essentielles pour de vastes secteurs des industries. Cela ressort notamment de deux articles du très bon média Reporterre¹ (géré, rappelons-le, par Hervé Kempf, ancien responsable des pages environnement du journal du *Monde*, et qui a quitté celui-ci du fait du manque de liberté auquel il s'y heurtait). Ces enjeux font pleinement partie de ceux que, depuis sa création, *Kairos* tente de dévoiler ; mais il s'agit d'y revenir et de les approfondir régulièrement, ainsi que de faire certaines liaisons qui sont rarement établies.

MALÉDICTIONS DU SOUS-SOL

Penchons-nous rapidement sur l'essentiel de ces deux approches de Reporterre : les ressources souterraines mentionnées sont en particulier plusieurs métaux rares ou dits de transition, du pétrole, du fer, du gaz de schiste, etc. Les puissances étrangères sont directement impliquées dans la lutte pour le contrôle de ces ressources,

depuis des années. Quelques exemples : en 2014, l'une des plus grandes sociétés gazières ukrainiennes, la Burisma Holdings, a intégré le fils de Joe Biden à son conseil d'administration ; avec l'annexion de la Crimée, le pouvoir russe a obtenu le contrôle du pétrole de cette région, liée à des projets d'extraction annuelle de trois millions de tonnes de cette ressource ; en 2021, l'Union européenne a conclu avec l'Ukraine un partenariat pour les métaux stratégiques ; etc. Le Donbass possède lui aussi des parts importantes des ressources ukrainiennes : la moitié du pétrole conventionnel du pays, ou encore l'essentiel de son charbon. Au sujet du gaz, les réserves d'Ukraine seraient les plus importantes d'Europe, après celles de la Russie. Les métaux sont eux aussi essentiels : le titane, dont l'Ukraine est le sixième producteur mondial, est indispensable à l'industrie aéronautique (le titane ukrainien est fourni notamment à Airbus) ; on trouve dans le sous-sol de ce pays beaucoup de graphite et de manganèse, incontournables pour la production de batteries électriques ; il y existe aussi d'importants gisements de lithium et d'autres métaux nécessaires à l'électronique.

Ainsi, la première observation qui s'impose est que la guerre en Ukraine est, en grande partie au moins, une conséquence des logiques du développement productiviste et industrielle, et de l'extractivisme qui s'y relie forcément. Et comme annoncé, cela fait apparaître des possibilités bien concrètes d'agir, aussi modestes

soient-elles ; puisqu'éviter autant que possible de recourir aux produits des grandes entreprises fonctionnant dans ce système, et que privilégier au lieu de cela des choix favorisant le développement d'alternatives, cela permet d'agir sur les causes non seulement de l'extractivisme, des pollutions, des dilapidations de ressources résultant des logiques mentionnées, mais aussi sur les facteurs qui mènent à des guerres.

Ces observations concernent bien sûr de nombreux domaines et productions. Mais il semble particulièrement intéressant et important de s'arrêter avant tout sur un de ces domaines : l'agriculture. En effet, celle-ci peut être développée soit d'une manière qui aggravera tout spécialement les processus destructeurs évoqués, soit d'une manière qui permettra par excellence de les éviter, et de développer des modes de fonctionnements sains. Là aussi, ces faits – c'est-à-dire, d'un côté, les dévastations entraînées par l'agro-industrie, et, d'un autre côté, les potentiels immenses de l'agriculture paysanne –, ces faits font partie de ceux que nous tentons régulièrement de mettre en valeur ; mais du fait de ce qui se joue actuellement en Ukraine, il est tout particulièrement indiqué d'y revenir à présent, en faisant les liaisons avec les événements concernés.

Avant de poursuivre, il convient de préciser que c'est bien sûr à chacun de faire les choix dont il s'agit, suivant sa situation indi-

viduelle et ses possibilités actuelles. Cette remarque est rendue nécessaire par le fait que, comme le sait toute personne s'étant intéressée au sujet, les prix des produits de l'agriculture industrielle sont maintenus artificiellement bas (ce qui fausse totalement la situation — nous y venons plus loin). Souvenons-nous aussi que de nombreuses exploitations agricoles relèvent en partie de l'agriculture industrielle, en partie de l'agriculture paysanne ; et aussi qu'il ne s'agit pas de réduire les agriculteurs industriels à ce qu'ils sont actuellement, mais de rester conscient qu'ils pourraient retourner à des pratiques bénéfiques pour l'humanité et la nature, comme une partie d'entre eux l'a déjà fait.

UNE INDUSTRIE DITE AGRICOLE

Rappelons d'abord rapidement le lien central entre extractivisme et agriculture industrielle : celle-ci nécessite une surexploitation minière constante ; cela concerne notamment les engrais azotés, dont la production nécessite en particulier du gaz, justement². Selon Eurostat, en 2021, la consommation de ces engrais, rien que dans l'UE, s'est élevée à près de 11 millions de tonnes³ (au niveau mondial, cette consommation est estimée à 130 millions de tonnes par an, actuellement⁴). Une autre ressource très présente en Ukraine est elle aussi directement concernée : le fer, nécessaire notamment à l'acier des machines agricoles, un marché immense, dont on ignore en général qu'il dépasse même celui du « phytosanitaire », pourtant déjà énorme ; car si, selon une évaluation du centre d'étude des Verts allemands, le marché mondial des pesticides pourrait s'élever, en cette année 2023, à 130,7 milliards de dollars⁵, un bureau d'étude français estime que le marché mondial des équipements agricoles, quant à lui, pourrait atteindre en 2025 plus de 252 milliards de dollars...⁶ Et précisons aussi que, comme on l'apprend dans les articles de Reporterre cités plus haut, la production d'acier est précisément la grande industrie nationale de l'Ukraine. Tout cela ne suggère pas qu'aucune machine ne peut être utile ; il s'agit surtout d'une question d'échelle, c'est-à-dire du fait d'éviter les machines grandes et lourdes, de recourir à nouveau aux animaux de trait dans les situations s'y prêtant. Plus généralement, il ne s'agit pas ici de nier ce que la technologie peut apporter, par exemple les moyens de transports modernes pourraient être très utiles en cas de mauvaises récoltes dans certaines parties du monde — grand et tragique problème de l'agriculture du passé —, mauvaises récoltes qui pourraient alors être compensées par des apports rapides en provenance de régions où la production aura été meilleure.

Ainsi, outre les destructions et contaminations provoquées par l'agro-industrie lors de l'exploitation des cultures et l'élevage (pollutions chimiques et par les carburants⁷, épuisement et dévitalisation des sols⁸, recours effréné aux antibiotiques⁹, etc.), l'exploitation minière, en amont de cette industrie, est une des activités humaines les plus nocives : cela concerne surtout, là aussi, des pollutions massives des eaux et notamment des nappes phréatiques (nous avons vu récemment ce qu'il en est, justement, de l'exploitation du gaz de schiste¹⁰), ainsi que la destruction de vastes superficies de terres cultivables¹¹. L'ensemble des activités industrielles évoquées compte bien sûr aussi parmi les causes centrales de l'orgie de consommation énergétique actuelle. Orgie qui conduit soit à en rester indéfiniment au nucléaire, soit à recourir toujours plus à de soi-disant alternatives, dont une grande partie détruisent terres cultivables, oiseaux, chauves-souris et paysages, tout en nécessitant là aussi une poursuite de l'extractivisme : forêts d'éoliennes, champs de panneaux photovoltaïques, batteries électriques, etc.

UNE PRATIQUE POUR ASSAINIR, GUÉRIR ET PACIFIER

À l'opposé de ce qui vient d'être décrit, la véritable agriculture paysanne (donc celle qui évite les intrants artificiels) fonctionne d'une manière indépendante de l'industrie, et dans une coopération constante avec la nature : ses fertilisants sont issus exclusivement des plantes et animaux avec lesquels elle travaille ; ces derniers peuvent servir pour la production de lait et de viande, mais aussi pour l'aide aux travaux agricoles ; élevés dans une telle agriculture, ces êtres vivants sont bien plus résistants aux maladies et ont donc bien moins besoin de médicaments, car ils sont adaptés à leur environnement (espèces locales)¹², tout en vivant dans des conditions plus saines et non en surpopulation ; dans le même sens, ne pas recourir à des machines trop grandes et lourdes préserve la faune souterraine, essentielle à la santé des plantes et à la fertilité des terres ; éviter les pesticides épargne également cette faune, ainsi que divers auxiliaires naturels comme les oiseaux, prédateurs d'animaux s'attaquant aux récoltes ; les savoirs paysans incluent la connaissance de médecines naturelles, indépendantes de l'industrie pharmaceutique, etc.

En outre, ceux qui continuent à relier revenu vital et travail (lien certes discutable à différents niveaux), ceux-là devraient songer aux possibilités immenses de l'agriculture paysanne en matière de génération d'emplois et, c'est le plus important d'emplois par nature écologiques et pleins de sens ; puisque, bien entendu, plus une agriculture est indépendante de l'industrie, plus elle a besoin de main-d'œuvre. Et naturellement, les travailleurs qui constituent cette main-d'œuvre ne dépendent pas, pour leurs revenus, de la possibilité de travailler dans la production des nombreux gadgets que développent tant d'entreprises actuelles (par exemple, smartphones, tablettes, voitures et avions en surnombre, etc.) ; production qui contribue, elle aussi et massivement, aux ravages évoqués ici. De plus, un grand redéveloppement de cette agriculture permettrait à bien plus d'habitants des campagnes de travailler dans les environs de leurs lieux de vie, ce qui permettrait d'éviter de très nombreux déplacements motorisés et leurs consommations de carburants. Un tel changement serait donc aussi très profitable au bien-être des personnes concernées.

En lien avec tout cela, il faut aussi revenir, comme annoncé, sur le fait que la situation est totalement faussée en ce qui concerne les prix des produits agricoles industriels : si ceux-ci sont plus bas, c'est uniquement du fait de choix désastreux comme ceux de la Politique agricole commune (PAC), menée par les États et les institutions de l'UE ; politique qui, depuis le début et jusqu'à maintenant, a toujours privilégié l'agro-industrie au détriment de l'agriculture paysanne¹³. Si ce subventionnement du modèle productiviste ne venait pas faire illusion, si les prix des produits concernés reflétaient la réalité, ils seraient infiniment plus élevés, du fait de la suractivité des industries minières, métallurgiques, chimiques, pétrolières, pharmaceutiques, à l'arrière-plan des productions dont il s'agit. Et si les coûts écologiques et sociaux des destructions et pollutions liées à cette suractivité étaient pris en compte, la hausse de ces prix serait tout simplement astronomique. Quand on tient compte de tout cela, on s'aperçoit qu'une politique comme la PAC entretient l'une des plus grandes tromperies de l'histoire, un des plus grands crimes contre l'humanité et la nature, ainsi — disons-le une fois encore — que des guerres comme celle qui, en Ukraine actuellement, tue ou mutilé des centaines de milliers de personnes.

DES CHOIX LIBRES ET INDIVIDUELS

Comme évoqué, beaucoup sont dans des situations où opter pour des produits plus qualitatifs peut être difficile financièrement. Mais l'idée est ici d'attirer l'attention sur le fait que si l'ensemble des personnes qui peuvent se le permettre faisait ce choix, l'impact serait déjà considérable. En outre, chacun peut sans doute déjà recourir à certains des produits concernés, au moins. De plus, dans divers cas, il peut suffire d'adopter un certain point de vue, pour découvrir des possibilités qu'on ignorait. Par exemple, en s'apercevant qu'opter pour les produits de l'agriculture paysanne, cela peut être considéré en partie comme une forme de don, de soutien à ceux qui relèvent le défi de maintenir cette pratique, de même qu'on peut faire un don à une association humanitaire ou écologiste ; puisque, précisément, une ferme paysanne ou agro-écologique, tout en étant une entreprise, est en même temps une initiative humanitaire et écologique, comme cela ressort clairement de données comme celles qui précèdent (Il peut aussi être intéressant, à cet égard, de remettre en question certains types de dons, par exemple ceux faits à certaines associations dont les activités servent visiblement plus telle ou telle industrie que l'humanité ; c'est en effet ce qu'on peut reprocher notamment à divers acteurs impliqués, comme dans des campagnes de vaccinations massives, opérations en partie plus expérimentales, mercantiles et nocives qu'humanitaires¹⁴).

Tout cela ne signifie bien sûr pas qu'une transformation de l'agriculture (et, tout d'abord, un arrêt de la destruction systématique, par des politiques comme la PAC, de ce qui reste d'agriculture paysanne) résoudrait tous les problèmes de l'humanité ; ni, bien entendu, que chacun devrait devenir agriculteur ; comme évoqué plus haut, de nombreux autres domaines sont bien sûr très importants, eux aussi (culture et éducation, médecine et santé, droit et justice, urbanisme et construction, etc.). Dans la plupart de ces domaines, il y a là aussi la possibilité d'opter pour des alternatives contribuant au développement d'un monde meilleur (médias indépendants ou plus indépendants, enseignements ou médecines alternatives de qualité, éco-construction, etc. Sans oublier, bien sûr, qu'on peut trouver dans l'enseignement classique, parmi les médecins classiques, dans certains médias dominants, etc., divers acteurs et initiatives de valeur). Il est clair que chacun doit pouvoir choisir librement les domaines où il souhaite être actif. Mais sans oublier ces dernières observations, il s'agit de se rendre compte qu'une pratique comme l'agriculture paysanne — ou plutôt le trésor de connaissances et de pratiques qu'elle constitue, avec toutes leurs variations suivant les régions, les pays, les cultures —, est un moyen extrêmement puissant de transformations sociales et

écologiques ; et notamment un moyen de dépasser les logiques qui mènent toujours à des guerres, qu'elles soient économiques ou militaires.

INSPIRATIONS

Pour mieux prendre conscience de ces potentiels, diverses approches et ouvrages peuvent nous aider ; mais l'un des plus importants d'entre eux est certainement le *Manifeste pour un XXI^e siècle paysan*¹⁵, de Sylvia Pérez-Vitoria, datant d'il y a quelques années déjà, mais n'ayant rien perdu de sa brûlante actualité, au contraire. Un livre où le versant critique et les horizons d'espoirs ont la même importance ; de grandes initiatives et luttes, au nord comme au sud, y sont présentées, d'une manière à la fois rigoureuse et inspirante ; les alternatives abordées concernent l'agriculture elle-même, mais aussi des modes d'organisation sociale différents qui s'y relient ; les mensonges de la PAC sont dévoilés sans concession, etc.

Il s'agit très certainement d'une des publications les plus importantes de notre époque, et le fait qu'elle ne soit pas plus connue est un symptôme particulièrement significatif. Il est grave que les divagations malsaines d'auteurs comme Yuval Noah Harari suscitent tellement plus d'attention, alors que ces gens s'obstinent à vouloir faire croire que les solutions seraient du côté du développement technologique, en ne cessant de présenter surpopulation, épidémies, besoins d'énergie, pollutions, conflits, etc., comme des défis se posant à ce développement-là ; alors que ces différents problèmes résultent plutôt, à bien des égards, du développement en question, et trouveraient une grande part de leurs solutions dans l'alternative dont il s'agit.

Pour revenir à l'Ukraine, il est interpellant de songer au fait que c'est dans ce pays, justement, qu'ont eu lieu parmi les plus importantes des expériences paysannes et libertaires, notamment autour du meneur et penseur Nestor Makhno ; des expériences qui visaient à la fois autonomie de chacun et souci de la collectivité, véritable démocratie et refus des ingérences étrangères comme des diverses tyrannies, qu'elles soient monarchistes, capitalistes ou prétendument socialistes ; le tout en basant l'économie sur ce qui nourrit vraiment la vie et reste maîtrisable par l'être humain ; c'est-à-dire une agriculture qui ne soit aliénée ni par le productivisme, ni par l'étatisation et sa collectivisation malsaine.

Il serait beau que, là-bas comme ici, le souvenir de ces mouvements donne plus d'inspirations et de forces à leurs héritiers actuels (qu'ils soient porteurs de projets paysans, d'initiatives libertaires diverses, défenseurs de ZAD) ; cela notamment pour les aider à se libérer de l'emprise des multinationales comme de celles des puissances politiques (qu'elles soient de l'Ouest, de l'Est ou d'ailleurs), ainsi que de ceux qui, tout en se prétendant leurs représentants politiques, ne sont en général que des serviteurs de ces puissances. Pour que l'inféodation aux machines de destruction qui sont devenues en grande partie les systèmes où nous vivons puissent, petit à petit et le plus pacifiquement possible, faire place à ce pour quoi luttait un Makhno : « *les relations fraternelles entre tous, l'amour de la vie, la passion de la création belle et libre*¹⁶ ».

Daniel Zink

1. Titane : comment Airbus contourne le blocus de la Russie (reporterre.net) et Un enjeu caché de la guerre en Ukraine : les matières premières (reporterre.net) (l'article le plus important est le second).
2. Hausse des prix du gaz : notre dépendance aux engrais menace notre sécurité alimentaire. | Les Amis de la Terre
3. Consumption of fertilisers in the EU down 2% in 2021 - Products Eurostat News - Eurostat (europa.eu).
4. La face cachée des engrais azotés (lemonde.fr).
5. Pestizidatlas 2022 - Daten und Fakten zu Giften in der Landwirtschaft (boell.org) - p. 10 -, aussi en français, à la même adresse.
6. Le marché du matériel agricole - France | Businesscoot
7. 64 % des terres agricoles dans le monde sont contaminées par les pesticides (reporterre.net).
8. La dégradation des terres affecte la moitié de la population mondiale (lemonde.fr).
9. L'élevage industriel consomme plus d'antibiotiques que les êtres humains | CIWF France.
10. Gaz importé : pourquoi faire simple et rationnel quand on peut faire ruineux, anti-écologique et antisocial ? - Kairos (kairospresse.be)
11. Extractivisme : un développement prédateur et écocidaire (cadtm.org).
12. Pourquoi avons-nous besoin des races traditionnelles? - SWI swissinfo.ch
13. PAC / Agriculture : l'Europe rate le train de la transition (cncd.be).
14. Voir p. ex. : Suites des vaccins : silences assourdissants - Grippe Belgique.
15. Actes Sud, 2015.
16. Makhno, N., *Mémoires et écrits 1917-1932*, Bibliothèque anarchiste, 2009, p. 690.

École du masque : fermeture définitive

« *La culpabilité est action, poussant le coupable à trouver une issue à sa mauvaise conscience, à tout faire pour se sentir mieux, quitte à se soumettre, à arrêter de se battre, à renoncer à sa liberté [...] si on est occupé à se battre pour survivre à sa propre conscience, il ne devient plus possible de se tourner vers l'autre, de construire le monde.* »¹

Elsa Godart



Illustration : Lara Pérez Dueñas

« Ben quoi, le masque?! Ça vous tuerait de mettre un petit bout de tissu sur votre visage ? Par contre, ne pas le faire tuerait d'autres personnes ! » ; « Moi, je respire aussi bien avec un masque que sans ! » ; « Donner cours avec un masque n'a posé aucun problème, ni à moi ni à mes élèves ! ». Voilà le genre d'assertions entendues pendant ou depuis l'épisode covidien. À l'entame de celui-ci, Aurélien Barrau, astrophysicien engagé dans l'écologie, s'était lancé dans un plaidoyer à coloration plus morale que scientifique, en 14 points, pour le port du masque², une grosse déception venant de la part d'un esprit que l'on avait d'emblée considéré comme brillant et critique. Il ne fut bien sûr pas le seul dans le cas parmi les « people » ; Pierre Palmade avait aussi prononcé sa petite leçon d'hygiénisme masqué, avant de provoquer un accident mortel. Comme quoi...

Alors que la liberté individuelle chérie par les « hommes économiques »³ sous le néolibéralisme consistait jusque-là à rejeter tout ce qui pouvait apparaître comme une contrainte, subitement, quasi du jour au lendemain, par l'effet de la propagande, une écrasante majorité d'électeurs-consommateurs a accepté de bonne grâce de s'amputer le visage et de s'auto-asphyxier, à l'intérieur comme en plein air, « pour soulager le personnel des soins intensifs et sauver des vies ». Si la culpabilité *ex ante* était le sentiment dominant, émanait également de certains de ces muselés cet « orgueil d'obéir » que pointait Cioran. Lors d'une manifestation contre Ali Baba à Liège à l'automne 2020, tous les participants avaient la bouche et le nez couverts, à l'exception de trois personnes⁴, aussitôt mal vues des autres. Combattre la tyrannie économique chinoise en reprenant sans sourciller un de ses codes du moment... étrange, n'est-il pas ?

« Est-ce vraiment utile et nécessaire de revenir sur le masque en 2023 ? », nous dira-t-on aussi. Eh bien, oui ! Kaarle Joonas Parikka a lancé les amabilités dans *Kairos* n° 60, et son article « La banalité du masque » aurait pu faire partie de ce dossier. La presse fonctionne parfois à contretemps ! Le masque est, phénoménologiquement parlant, pour le moins devenu un des symboles de la société disciplinaire telle que l'avait décrite Michel Foucault. Mais probablement est-il bien plus que cela : un cheval de Troie parmi d'autres vers les étapes suivantes, la société de contrôle (Gilles Deleuze), et pire encore la société de contrainte telle que l'avait annoncée Pièces et Main d'œuvre il y a une dizaine d'années⁵. Pendant deux ans, il fut l'élément visible, quotidien, omniprésent de la guerre psychologique menée aux populations par la classe dominante et relayée par les médias serviles. Il fut le nouvel accessoire chic et choc du conformisme pour « une foule complexée qui cherche à plaire par la quête du consensus, coûte que coûte⁶ ». En résumé, le masque sanitaire est un instrument de la biopolitique. Prophétisons un peu : il est presque certain que les autorités chercheront à nous le réimposer⁷ dans un futur indéterminé, le premier galop d'essai ayant été très concluant. Mais alors ne nous y laissons plus prendre ! L'autonomie que nous revendiquons en tant qu'anti-productivistes a comme condition nécessaire, et non suffisante, de vivre sans masque-muselière, en sujets politiques libres et identifiables par leurs pairs, pas en zombies à maintenir en survie connectée.

Nous reconnaissons à quiconque le droit de voir d'un bon œil l'État thérapeutique « qui a augmenté notre espérance de vie à travers les progrès de la médecine ». C'est aussi notre droit d'estimer que son extension sans fin, sous la forme du psychobiopouvoir – pou-

voir totalitaire sur les esprits et les corps –, n'est pas une option anthropologiquement désirable ni socialement viable. Notre dossier ne se limite évidemment pas à la défense d'une liberté individuelle, mais prend la hauteur nécessaire pour resituer le masque dans un contexte large, à la fois scientifique (avec Louis Fouché et Carole Cassagne), politique (avec Philippe Godard), psychosocial (avec Kenny Cadinu), philosophique et spirituel (avec Martin Steffens). Soyons anti-masques, plus que jamais !

Dossier coordonné par Alexandre Penasse et Bernard Legros

Addendum : à l'heure de mettre sous presse, le narratif covidien fait son retour dans les médias dominants. Nous les avons pourtant exhortés à faire leur examen de conscience et à rectifier le tir, en vain.

1. Elsa Godart, *En finir avec la culpabilisation sociale... pour être enfin libre !*, Albin Michel, 2021, p. 17.

2. <https://www.oui-ensemble.org/blog/un-message-detonnant-aux-anti-masques-par-lastrophysicien-aurelien-barrau>.

3. Cf. Christian Laval, *L'homme économique. Essai sur les racines du néolibéralisme*, Gallimard, 2007.

4. Elles se reconnaîtront !

5. Cf. Frédéric Gaillard & Pièces et Main d'œuvre, *L'industrie de la contrainte, L'Échappée*, 2011.

6. Elsa Godart, *op. cit.*, p. 170.

7. Il n'a par contre jamais cessé d'être recommandé dans divers endroits, comme les TGV.

Politique du masque

Depuis le masque de Guy Fawkes et des Anonymous jusqu'à celui qui fut censé nous protéger du covid-19, se déploie tout l'éventail politique qui sépare l'émancipation de l'oppression et de l'abrutissement généralisés. Se cacher du pouvoir est la meilleure des choses ; nous dissimuler parce que le pouvoir nous l'ordonne n'exprime que notre soumission. Et ce n'est qu'une étape sur la pente de cette « politique du pire » globale et toujours plus intense...

Loi de constituer une barrière sanitaire, la politique du masque covid a d'abord été un sujet de discordes. De ces disputes, dans le climat de chaos, d'incohérences et de peurs qui fut celui des années 2020-2022, sont nées des oppositions pouvant aller jusqu'au schisme. Les idéologies y retrouvent leurs petits, ce qui est bien dommage car nous avons manqué là une occasion de dépasser les divisions que le pouvoir politique, médiatique, médical et pharmaceutique (donc le capital dans toute son horreur) s'ingénie chaque jour à créer entre nous. Là est le coup de maître des dirigeants. D'un côté, les adeptes de la politique des États et des trusts pharmaceutiques, ainsi que ceux qui y consentent à contre-cœur mais qui finissent quand même par accepter le prétendu vaccin (la plupart d'entre eux ne l'ont fait que forcés par la nécessité de travailler). De l'autre, ceux qui ne croient pas aux vertus du masque comme outil permettant de sauver l'humanité de la contagion, et pas davantage à celles du prétendu vaccin. Les derniers sont vus par les plus radicaux du premier groupe comme des ennemis du genre humain. voire de la Vie. Car en plus d'instaurer une division, celle-là a été « radicale » : on ne parlait pas simplement d'« ennemis » politiques, mais d'« ennemis du genre humain ». Tout cela à cause d'un petit masque et d'un prétendu vaccin...

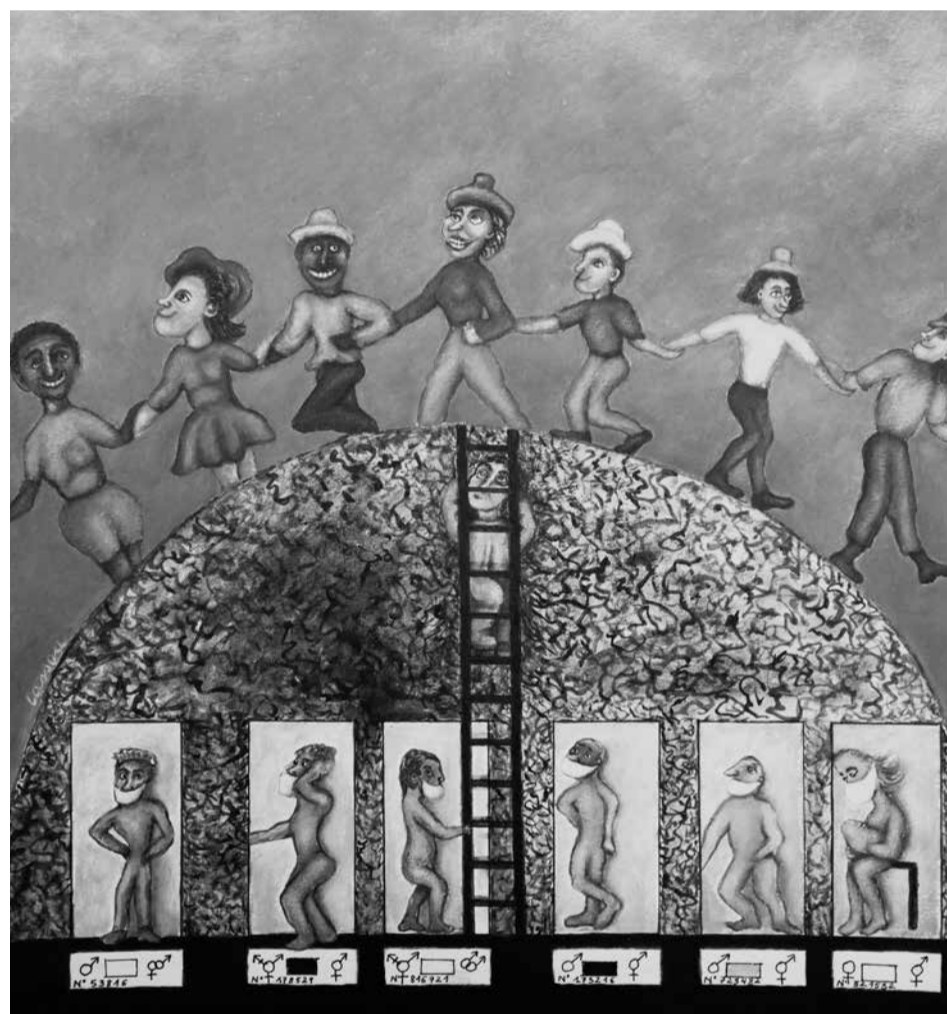
Comment sortir du traquenard dans lequel nous sommes tous plus ou moins englués ? L'exclusion des « autres » (convaincus de l'efficacité du masque ou au contraire de sa toxicité, vaccinés contre non-vaccinés...) est devenue très en vogue. Nous retrouver pour lutter sur l'essentiel et non sur la superficialité : est-ce encore possible ? Des réponses à ces questions dépend l'avenir immédiat de notre efficacité politique. À moyen terme, sans doute les divergences s'éteindront-elles, de même que nous avons fini par oublier les schismes dus à l'affaire Dreyfus ou aux indépendances coloniales (pour la Belgique et la France), par exemple. Il faut laisser du temps au temps.

Sans doute, mais si nous considérons la politique de ces dernières années, une évidence saute aux yeux. Nos adversaires, les tenants du capitalisme, du productivisme, de l'extractivisme, de l'aliénation par l'industrie des médias et du divertissement, sont sans cesse en train de nous mettre des bâtons dans les roues. Notre carriole de la contestation brinquebale au hasard des « combats » pour lesquels nous nous enthousiasmons, sans axe fort, et elle tombe dans tous les chausse-trappes qu'invente l'ennemi — le vrai. Nous luttons au coup par coup, pour ou contre le masque, pour ou contre les Gilets jaunes, pour ou contre l'accueil des réfugiés ukrainiens (néo-nazis ou pas ?), et ainsi de suite. Nous n'avons pas d'axe. Et eux ? Ils avancent ! Ainsi, Eric Schmidt et Jared Cohen, deux des principaux idéologues de Google, dans leur ouvrage *The New Digital Age*, paru en 2013, annonçaient que le monde digital ne serait pas autorisé « aux personnes qui se cachent », qui refusent de participer à la numérisation de la planète et à la virtualisation des liens humains. Schmidt et Cohen, et avec eux tous les tenants du profilage des populations, les Macron, Bolloré, Biden, Musk, Xi Jinping, Poutine et tous les autres, détestent en effet que nous ne nous soumettions pas à leurs nouvelles règles. Nous ne devrions même pas avoir le droit de ne pas adhérer à leur vision du futur. Peut-être sont-ils convaincus que leur politique est la meilleure — ils déploient beaucoup d'efforts pour nous le faire penser, et certains parmi les dirigés finissent par croire à la profonde honnêteté intellec-

tuelle et morale des dirigeants, ce qui nous semble une erreur. Peu importe, car ce qui compte est que le monde qu'ils nous vendent

gés par des chefs militaires qui changent d'avis quasiment chaque semaine), en plus d'utiliser la répression de manière de plus en plus ouverte (sans oublier tout ce qui relève de la toxicité endémique du système capitaliste). La position « anti-soumission », anti-pouvoir, anarchiste en un mot, apparaît alors comme très cohérente — elle n'est sans doute pas la seule, ne tombons pas dans un nouveau piège ; mais rendons-nous compte que cette politique du masque est une affaire de pouvoir et rien que cela. De santé, il n'en a pas été question, sauf de manière spectaculaire et médiatique, en transformant la santé en une affaire de peur et de propagande d'experts choisis par le pouvoir. Dénonçons ce qui, dans la politique du masque, relève de la pure tactique d'aliénation : abrutir les citoyens par la peur, non pas tant de la maladie que de l'incohérence des gouvernants, qui semblent eux-mêmes dépassés et ne nous donnent plus les moyens de nous situer face au « défi » global qui engage désormais la survie de cette planète. Car il existe bien d'autres défis, à coup sûr bien plus globaux que ces histoires de masques et de prétendue pandémie. Au lieu de nous diviser sur des questions secondaires, pourquoi ne pas mettre en avant les seules questions qui soient vraiment fondamentales et essentielles ?

Nous avons pour cela un argument de plus : le pouvoir ment effrontément et manœuvre de manière odieuse ses propres citoyens. Cela, nous pourrions presque tous le reconnaître (à part un quarteron d'ultras totalement obnubilés par les dirigeants et leurs médias), ce qui permettrait, non pas de nous retrouver tous unis, mais au moins de recommencer à parler de politique plutôt que de quinquillerie pharmaceutique...



est, en premier lieu, sans avenir, et qu'il est, en outre, celui qui leur permet de rester aux commandes. Nous devrions donc nous cacher (sous le masque) ou nous montrer (sur les réseaux sociaux) selon ce qu'ils auront décidé, eux et eux seuls. L'obligation du port du masque, même momentanée, revêt donc un caractère symbolique très fort, pour le pouvoir en tout cas.

La véritable politique imposée dans les années 2020-2022 devrait se dire, du point de vue des dirigeants : « Le monde dans lequel nous nous précipitons sera interdit à ceux qui, parmi vous, ne l'aiment pas ; les récalcitrants seront vus, de manière automatique, comme des ennemis ». Tel est le fond d'un ouvrage comme *The New Digital Age*, et bien entendu de la politique d'interdiction d'accès à certains lieux de tous ceux qui ne disposaient pas d'un QR-code covidique en 2021-2022. Nous nous sommes laissés prendre, pour nombre d'entre nous, à la superficialité du débat sur l'utilité du masque : nous avons discuté, parfois à perte de vue, sur son efficacité ou pas dans la lutte contre le covid, alors que le vrai enjeu était tout simplement de savoir qui adhérerait ou non au monde que les dirigeants façonnent sous nos yeux. La politique du masque, jusque dans ses incohérences, apparaît comme une marionnette qu'agitent les prestidigitateurs. Il y a autre chose de bien plus important derrière le fait de le porter ou pas, de son efficacité ou pas.

Mais renversons cette vision des dernières années : les incohérences du pouvoir quant à sa politique du masque ne seraient-elles pas une aubaine, après tout ? Car elles offrent la possibilité d'un bilan politique, et il est entièrement négatif du côté du pouvoir : ses volte-face incessantes démasquent (!) sa volonté de gouverner par la peur (car rien n'effraie davantage que d'être « en guerre » et diri-

Depuis 2020-2022, de nouvelles étapes sont franchies chaque mois dans cette politique dont le masque ne constitua qu'un palier. Ainsi, l'omniprésence, dans les conversations de bistrot, du discours mensonger du pouvoir devrait nous mettre en alerte. L'utilisation médiatique et politique, désormais banale, du terme d'« écotoriste » signe par exemple un nouveau glissement, qu'il serait bienvenu de contrer le plus rapidement possible. Le terrorisme est le fait de terroriser une population — nous finirions par l'oublier. Or, qui sont aujourd'hui les terroristes ? Aucun doute : ce sont les gouvernants qui se sont servis, entre autres, du masque, pour terroriser leurs propres populations. Le masque est ainsi la cristallisation d'une politique d'État de caractère terroriste. La gravité de plus en plus évidente des défis en matière d'écologie, dont relève, au moins en partie, une éventuelle multiplication des pandémies, pousse les États à intensifier la répression. Ce risque est désormais là. Face à cette réalité, réapproprions-nous les mots qui structurent la pensée émancipatrice et permettent de la faire vivre ! Et luttons par tous les moyens pour ne pas sauver ce système qui nous broie.

Philippe Godard

« Protège-toi, protège-moi » Psychopathologie d'une masque-(p)arade

Il y a 122 ans fut publiée Psychopathologie de la vie quotidienne, œuvre de référence en psychanalyse. Les actes manqués, lapsus et autres joyeusetés du quotidien y sont étudiés par Sigmund Freud comme l'expression d'un désir inconscient. Et si le masque chirurgical (qui n'a jamais été véritablement abandonné par la population) n'était pas, contrairement aux apparences, juste un masque et avait, lui aussi, quelque chose à nous dévoiler sur les parties les plus obscures de nous-mêmes ?

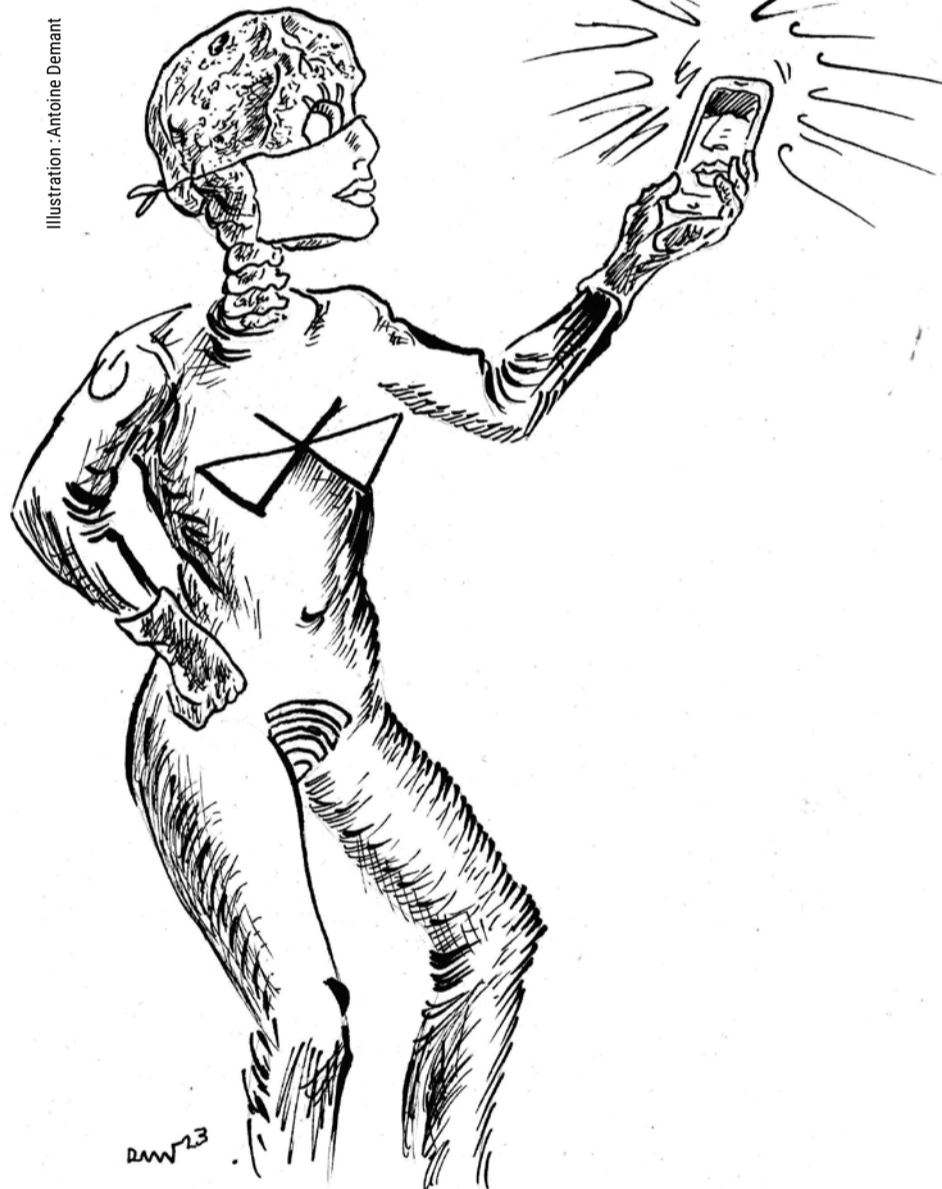


Illustration : Antoine Demant

Les affres que le monde a connues lors de la pandémie de Covid-19 semblent désormais bien loin. Toutefois, leurs effets se font encore ressentir, tant ce funeste épisode a précipité l'entrée de l'homme dans une ère ultra-numérique qui était jusque-là en gestation. En outre, les prescriptions distillées par les différents gouvernements du globe semblent avoir été introjectées dans la durée par une partie de la population impactée depuis lors au plus profond de sa chair par la folie de l'Autre. C'est ainsi que le masque est aujourd'hui encore adopté par certains. Il n'est pas rare en effet d'apercevoir, ici et là, des personnes arborant ce fétiche aux propriétés prétendument magiques, tandis que l'État n'oblige plus quiconque à respecter cette mesure qui était autrefois sanctifiée. D'où notre désir, matérialisé par l'écriture de ces lignes, de réfléchir avec le lecteur sur la nouvelle dimension psychique que le masque a pris au sein du social.

Qu'est-ce qu'un masque au juste ? Il est nécessaire, afin de répondre à la question, d'établir une distinction entre la *représentation de chose* et la *représentation de mot*¹. Lorsqu'il entend le

mot « masque », différentes associations germeront à la conscience du lecteur, celles-ci le menant à des images aussi variées que le carnaval et son folklore ; à l'expression « *se cacher derrière un masque* » ; ou encore au fameux masque chirurgical qui a envahi les espaces lors de la crise sanitaire, tandis que la visualisation explicite de l'objet le renverra à d'autres modalités, telles que les soins médicaux ou encore à la mort. Que cela soit sous la forme de la *représentation de mot* ou de la *représentation de chose*, un masque n'est par conséquent pas juste un masque². La psychanalyse a pour habitude de s'intéresser à la racine des phénomènes qu'elle étudie. Il s'agit en substance – c'est-à-dire lorsqu'elle n'est pas détournée à des fins d'adaptation de l'âme humaine à la logique du Marché – d'une discipline radicale³ qui aime s'inspirer de l'étymologie des mots afin de dévoiler leurs potentielles significations inconscientes.

« Masque » vient de l'italien « *maschera* ». La racine de ce terme n'est pas certaine et renvoie à trois hypothèses⁴ :

- 1) la plus courante remonte à la racine préromane « *maska* », qui signifie « noir », soit l'idée de tache ou de salissure (voir l'espagnol « *maskara* »), ou encore à l'idée de sorcière, de démon.
- 2) Le vocable pourrait provenir de l'arabe dans lequel on retrouve les mots « *sakhira* » (« rendre ridicule », « se moquer ») ; « *maskhara* » (« comédie », « déguisement », « métamorphose ») ; ou encore « *masakha* » (« transformer », « falsifier »).
- 3) Il existe enfin une hypothèse latine dans laquelle le mot « *masque* » viendrait de « *masca* », dérivé lui-même de « *massica* » qui signifie « de pâte », « fait en pâte ». Alors que le masque chirurgical⁵ suggère initialement l'idée de soins médicaux, il figure depuis peu deux particularités de l'âme humaine en fonction de son absence sur le visage ou non, à savoir l'altruisme et l'égoïsme. Il est en fin de compte fort probable que ce morceau de tissu caresse des dimensions variées de l'inconscient. Nous croyons avoir repéré 9 de ces dimensions que nous allons maintenant analyser.

1) MASQUE ET ANGOISSE (MASKA)

Porter un masque peut être l'indice d'une angoisse qu'un sujet éprouve face à l'idée de la mort, laquelle aura, au travers du signifiant « *virus* », particulièrement taquiné la civilisation capitaliste

pendant près de 3 années. La violence du choc fut d'autant plus intense que celle-ci repose sur la mise en acte d'un fantôme de toute-puissance bâtie sur la sacralisation du Marché et de la Croissance infinie, tandis qu'elle découvrit avec dépit qu'elle était, en réalité, belle et bien mortelle, c'est-à-dire non omnipotente. Au-delà du geste purement conscient de se protéger de l'agent pathogène, le port du masque constituerait un agir ayant pour but de défendre la psyché du trauma suprême, à savoir de la perte de l'illusion de maîtrise. Il s'agira dès lors pour le sujet de passer d'un mode passif à un mode actif afin d'atténuer l'impact traumatique de l'évènement. Ce que nous tentons de faire émerger à l'entendement du lecteur a quelque chose à voir avec les observations que Freud fit sur un de ses neveux (le petit Ernst) lorsque la mère de celui-ci s'absentait du domicile familial⁶, ou encore avec les conclusions que l'inventeur de la psychanalyse tira de l'étude réalisée sur des soldats revenus du front après la guerre 1914-18⁷, moment où fut théorisée la compulsion de répétition, celle-ci étant intimement liée à la pulsion de mort⁸.

2) MASQUE ET EMPATHIE (MASKHARA)

Le masque permettrait de protéger autrui du virus⁹. Ce faisant, le porter serait une marque de solidarité particulièrement bien perçue et le témoignage d'une empathie tout à coup glorifiée par la société capitaliste (celle-ci s'efforce pourtant depuis des temps ancestraux à chosifier les individus jusqu'à la moelle), tandis que ne pas le vêtir fut pendant toute une période perçu comme un acte potentiellement criminel. Le masque redore le blason de l'omnipotence infantile en donnant l'illusion au sujet qu'il protège l'autre (dont il n'hésite pourtant pas à jouir¹⁰) de soi-même, c'est-à-dire – sinistre ironie que l'imaginaire pandémique nous a légué – de la mort. En clair, il rend fantasmatiquement *Tout-puissant*.

3) MASQUE ET CONFORMISME (MASAKHA)

La psychanalyse définit la normopathie comme un mode de fonctionnement psychique au travers duquel le sujet aura tendance à se conformer aux normes sociales sans exprimer sa propre subjectivité. En recouvrant le visage de celui qui le porte, le masque constitue une entrave à la pleine reconnaissance d'autrui, noyant celui-ci dans une masse informe lorsque la mesure est collectivement adoptée. Mais qu'en est-il de celui qui le porte aujourd'hui lorsqu'il se balade seul dans la rue ? Peut-être s'agit-il d'un symptôme qui indique que l'hygiénisme est devenu une signification centrale ayant colonisé les imaginaires de beaucoup d'hommes¹¹, un type de conformisme avant-gardiste. Ce faisant, cette signification vectrice d'hétéronomie clôt tout questionnement et s'apprête à rejallir en bloc à la moindre occasion¹².

4) MASQUE ET COMMUNICATION (SAKHIRA)

Le 30 septembre 2020, soit en plein milieu de la pandémie, la RTBF eut l'audace de soutenir au travers de l'un de ses écrits publié sur Internet (port du masque : et si cela améliorerait notre communication avec les autres) que le masque avait un effet positif sur les communications humaines¹³. Il s'agit bien évidemment de propos tout à fait grotesques tenus par le journal, tant il paraît difficile de ne pas discerner dans cet accoutrement un obstacle à l'expression des émotions, si ce n'est celle d'une mélancolie uniformité. Loin de favoriser le langage du faciès, le masque évoque plus volontiers l'image d'un visage mort-né que celle d'un regard flamboyant.

5) MASQUE ET CULTES DU PARAÎTRE (MASKHARA)

Le faux-self, concept forgé par le psychanalyste britannique Donald Winnicott, se caractérise par une posture de sur-adaptation que l'individu épouse mécaniquement afin de suppléer aux carences de l'environnement primaire¹⁴. Lorsqu'il tapisse l'intégralité de la personnalité¹⁵, il laisse à son interlocuteur un étrange sentiment de fausseté évoquant quelque chose de l'ordre d'un comportement de façade, opératoire. L'extrême docilité dont la population fait preuve lorsqu'elle adopte le masque, alors même qu'elle n'y est plus obligée, atteste l'existence d'un faux-self occultant non seulement les visages mais aussi la spontanéité du vivant. Quelque temps avant la pandémie, des activistes ayant fait d'Internet (et du masque) leur terrain de jeu favori (tels que le mouvement Anonymous, ou encore Mr. Mondialisation¹⁶) mettaient déjà en scène un symptôme pétri de paradoxalité qui allait pleinement se déployer lors de la crise sanitaire : le développement concomitant du culte du paraître au travers du *Spectacle* (dont les émissions de télé-réalités, mais aussi les réseaux (a)sociaux en sont les représentants les plus distingués) et de la fétichisation de l'anonymat dans le but de lutter contre l'individualisme qui gangrènerait prétendument la Cité¹⁷.

Symbole de mort, le masque chirurgical a évolué sur une courte période en tant que marque d'altruisme d'une société libérale ayant sacralisé l'égoïsme depuis belle lurette. Inquisiteur autoproclamé de ce que constitue ou non un bon sentiment et chantre de la dévotion aveugle envers le prochain, il agit *in fine* comme un faire-valoir qui permet à celui qui l'adopte de se « voiler la face » et d'entretenir l'illusion d'un réel souci de l'autre à l'endroit où l'être n'a jamais été si peu apprécié, laissant au seul paraître le gouvernail exclusif de l'âme.

6) MASQUE ET SENTIMENT DE CULPABILITÉ (MASCARA)

En appuyant sur les cordes sensibles de la culpabilité, les gouvernements ont suscité l'adoption massive du masque en période de pandémie et son maintien par une frange de la population hors crise sanitaire. Quelques semaines après l'émergence du virus,

chacun fut en effet identifié comme un vecteur de mort potentielle, le nouveau « *Ministère de la Vérité* », aiguillonné par les journalistes de plateaux, n'ayant plus qu'à distribuer les bonnes et les mauvaises notes à ses élèves : c'est ainsi que toutes les personnes masquées reçurent les plus belles mentions du jury et le titre honorifique d'administratrices de vie, tandis que ceux refusant l'accoutrement devinrent des agents de la mort. À cet égard, le port du masque –, mais aussi, à vrai dire, et d'une manière peut-être plus limpide encore, la désinfection frénétique des mains – dépeint une forme originale de compulsion de répétition au travers de laquelle il s'agit pour le sujet d'absoudre d'une façon magique une mauvaise pensée ou action¹⁸. Mais de quels penchants la civilisation capitaliste voudrait-elle se repentir, pardi, elle qui ne fait qu'encourager la réification des richesses naturelles et des hommes (elle confond par ailleurs les deux) afin de maximiser *ad vitam aeternam* (et *ad nauseam*) l'accroissement exponentiel des profits et des *Jouissances* personnelles ?

Si nous désirons être plus pointilleux dans l'élaboration de notre pensée, nous ne devrions pas uniquement nous référer à la culpabilité inconsciente des hommes pour expliquer le phénomène du port du masque¹⁹, mais aussi faire un détour vers la honte qui les ronge au plus profond de leur être. Là où la culpabilité est le résultat d'une tension entre désir et interdit (conflit entre le *Moi* et le *Surmoi*), la honte relève plus spécifiquement d'un conflit entre le *Moi* et l'*Idéal du moi* lorsque le sujet n'arrive pas s'élever à la hauteur du sublime qu'il se croit obligé d'atteindre pour se reconnaître en tant qu'existant. La honte est par conséquent reliée à l'amour que le sujet se porte ou non à lui-même, c'est-à-dire au narcissisme²⁰. Il est donc plausible que le port du masque soit non seulement une réponse à une culpabilité inconsciente²¹, mais aussi le signe apparent d'une honte s'agitant dans les soubassements de l'âme en conséquence d'une mauvaise image que le sujet a intégrée de lui en tant que vecteur potentiel de transmission d'un virus, et donc de mort.

7) MASQUE ET JOUISSANCE (MASKA)

Dans la mesure où le port du masque s'amarre à la compulsion de répétition, nous devons admettre qu'il existe une forme de *Jouissance* chez celui qui l'arbore à cet égard. La *Jouissance* en effet n'est pas simple satisfaction immédiate de la pulsion, mais aussi quelque chose de l'ordre du retour au même, un irrépressible élan qui pousse le sujet à retrouver l'état d'indifférenciation qui régnait autrefois dans le *Sein* maternel. Tout comme la *Jouissance*, le masque a pour effet d'enrober le sujet d'une douce asphyxie.

8) MASQUE ET PULSION DE MORT (MASKA)

Freud enseignera dans la deuxième partie de son œuvre qu'il existe d'impétueuses forces pulsionnelles internes à l'organisme qui tendent à faire retourner le sujet dans ce lieu où le manque est manquant. Il s'agit des pulsions de mort (*Thanatos*), en opposition constante à l'*Eros* éternel. Adopté massivement lors de la période

pandémique dans le but apparent de sauvegarder la vie, le masque dévoile au grand jour la grégairisation d'une société dans laquelle les singularités sont liquidées. Il procède à un subtil effacement des limites entre ce qui constitue le monde extérieur et le monde intérieur et accentue de fait la révocation de l'individu que le modèle capitaliste avait initialement mis en œuvre. Utilisé à plus petite échelle, le masque n'en demeure pas moins un moyen pour le sujet de se rayer encore un peu plus qu'il ne l'était du paysage, signe manifeste qu'il a intériorisé au plus profond de lui les préceptes qui lui enseignent qu'il n'est rien d'autre qu'un simple rouage juste prompt à faire gonfler les avoirs de la machinerie.

9) MASQUE ET CAPITALISME (MASSICA)

Contrairement aux apparences, le capitalisme n'est pas qu'un modèle économique dans lequel les moyens de production sont détenus par une frange restreinte de la population, mais aussi (et surtout) un modèle social auquel chacun collabore plus ou moins activement et qui étend partout dans les espaces le tentaculaire procès de chosification des corps et des esprits. Le masque est un fétiche parmi d'autres de cet ordre particulier. Saccageur de l'amour de soi et du semblable, il participe au déni de l'altérité initié par le procès capitaliste sous couvert d'une prétendue reconnaissance d'autrui. Soyons sûrs que, dorénavant, chacun sera exhorté à embrasser à la moindre occasion la logique initiale du dogme qui consiste à faire fructifier son *capital humain* et à devenir l'*auto-entrepreneur* de la lutte contre les maladies.

« *Nous sommes en guerre !* », clamèrent à l'unisson les différents empereurs du globe. Le front n'est pourtant pas le lieu dans lequel la singularité du sujet est la plus appréciée. Au contraire, en transformant les êtres en chairs à canon, il représente la quintessence du processus de réification déployé par le modèle capitaliste. Certains, que l'on croise parfois dans la rue avec un masque sur le visage, portent encore les stigmates de ce discours belliqueux. Tels les névrosés de guerre dont Freud fit autrefois la brillante analyse, ils nous enseignent que la compulsion de répétition ainsi que la pulsion de mort s'agitent toujours tant et plus à l'intérieur de chacun des hommes.

Kenny Cadinu

1. Dans la terminologie psychanalytique, la représentation est l'une des deux expressions de la pulsion (l'autre étant l'affect). Plus spécifiquement, la *représentation de chose* est reliée à l'aspect visuel, tandis que la *représentation de mot* est plus de l'ordre acoustique. Voir l'ouvrage du psychanalyste autrichien Sigmund Freud *Métapsychologie*. Nous n'employons pas ici ces concepts d'une façon strictement analytique.

2. Pour s'en convaincre, le lecteur pourra également se référer à l'excellent article des sociologues Jean-Claude Paye et Tülay Umay écrit en début de pandémie, *Ceci n'est pas un masque !* <https://www.voltairenet.org/article212702.html>.

3. Du latin *radicalis*, qui se rattache à la racine. Contrairement à ce qu'enseigne la novlangue capitaliste (voir à ce sujet l'excellent ouvrage *La novlangue néolibérale : la rhétorique du fétichisme capitaliste* rédigé par le sociologue français Alain Bihl), le terme radical n'est pas un vilain mot. Le terme extrémiste, bien.

4. <https://dictionnaire.orthodidacte.com/article/etymologie-masque>.

5. Dès que nous écrivons le mot masque dans la suite de ces lignes, c'est du masque chirurgical dont il sera question.

6. Les conséquences de ces observations ont été théorisées sous le nom de « jeu de la bobine » ou encore « jeu du fort-da ». Lorsqu'il jetait la bobine en dessous de son lit, l'enfant s'écriait « oooooo », ce qui représente l'ébauche du mot « fort » en allemand (qui signifie « loin »). Ensuite, l'enfant tirait la ficelle vers lui pour faire réapparaître la bobine en s'exclamant « da » (mot allemand qui signifie « là »). Pour Freud, l'enfant symbolisait par ce jeu les mouvements d'absence et de présence de sa mère. Bien que cette absence soit perçue comme désagréable à l'origine, l'enfant, en la jouant, la met en scène d'une manière active afin d'en atténuer le caractère désagréable. Il s'agit d'une compulsion qui octroie illusoirement au sujet la possibilité de sortir d'une situation passive potentiellement traumatisante (l'absence de la mère) en jouant ladite scène traumatique d'une manière active sur le terrain du jeu.

7. Le psychanalyste remarquera en effet que les soldats revenus du front reproduisaient chaque nuit la désagréable expérience vécue sur les champs de batailles sous forme de cauchemars répétitifs. Bien que déplaisants, ces cauchemars auraient pour fonction de lutter contre le trauma en faisant passer le sujet d'une situation passive (celle effectivement vécue sous le feu des bombes de l'ennemi) à une situation active (dans la mesure où, bien que désagréable, c'est le rêveur qui met inconsciemment mais tout de même activement en scène, tel un réalisateur, son rêve). Ceci viendra ébranler toute la théorie mise en place dans la première topique et sonnera le début de la deuxième, avec la théorisation du dualisme pulsionnel (pulsion de vie-*Eros*/pulsion de mort-*Thanatos*), la pulsion de mort désignant la tendance interne au sujet à retourner à l'état inorganique.

8. Voir Sigmund Freud, *Au-delà du principe de plaisir*.

9. L'efficacité du port du masque dans la protection effective de soi et d'autrui est pourtant quelque peu bancal : voir, entre autres, l'article de Kaarle Joonas Parikka *La banalité du masque* paru dans le 60^{ème} numéro de ce journal.

10. Nous entendons par jouissance la satisfaction immédiate de la pulsion et la tendance du psychisme à retourner au même, à savoir dans le *Sein* maternel. Intimement liée à la pulsion de mort, elle s'oppose au désir qui repose sur la reconnaissance du manque.

11. Voir l'œuvre du philosophe et psychanalyste Cornelius Castoriadis.

12. Nous ne croyions pas si bien dire. *Eris*, nouveau variant du Covid, vient de voir le jour alors que nous terminions l'écriture de cet article. Logiquement, l'obligation du port du masque refait son apparition dans certains hôpitaux français : https://www.bfmtv.com/sante/covid-19-face-a-la-recrudescence-cas-l-hopital-d-arcachon-retablit-le-port-du-masque-obligatoire_AN-202308110580.html.

13. <https://www.rtf.be/article/port-du-masque-et-si-cela-ameliorait-notre-communication-avec-les-autres-10596910>.

14. Voir deux des ouvrages de D. Winnicott, *La mère suffisamment bonne* et *Jeu et réalité*.

15. Il existe en effet un faux-self chez chaque individu, qui se caractérise notamment par les attitudes polies et courtoises que chacun adopte en société.

16. <https://magazine.laruchequiditoui.fr/mr-mondialisation-tombe-le-masque/>.

17. En réalité, l'individu est une œuvre qui n'a jamais véritablement accouché. Il est par conséquent erroné de prétendre que nous vivons dans une société individualiste étant donné que l'individu n'est pas encore advenu. Voir à ce titre l'œuvre du philosophe Dany-Robert Dufour, en particulier *L'individu qui vient... après le libéralisme, La cité perverse* et *Le divin marché*.

18. Étant donné que la névrose obsessionnelle a été abolie depuis plusieurs dizaines d'années du manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DSM) et donc de l'imaginaire collectif, le lecteur peu familier avec le jargon psychanalytique comprendra peut-être mieux ce que nous souhaitons lui transmettre si nous le renvoyons aux fameux TOC (trouble obsessionnel compulsif).

19. Comme chaque été, le Tour de France de cyclisme a eu lieu récemment. Il était quelque peu amusant de constater que c'est dans le sport le plus officiellement dopé que le masque est le plus porté.

20. Que le lecteur comprenne bien que le narcissisme, entendu comme une forme raisonnable d'amour de soi, n'est pas une mauvaise chose, tant il constitue la précieuse base de l'individualité et du sujet pensant. Ce que nous nommons généralement dans le jargon psychanalytique personnalité narcissique souffre en réalité d'un défaut fondamental de narcissisme. En somme, il s'agit d'un sujet qui ne s'aime point.

21. Sans oublier que certains l'on porté en période pandémique dans le simple but de ne pas recevoir d'amende.

Nos résistances ont fait reculer le Léviathan

Martin Steffens se retrouve dans les colonnes de Kairos pour la troisième fois. Philosophe humaniste français, né en 1977, il s'inspire beaucoup de Simone Weil et s'exprime souvent en intégrant le message de Jésus et de la Bible dans ses réflexions.

Pourriez-vous nous raconter quand et comment votre passion pour la philosophie et la pédagogie vous est venue ? Et peut-être aussi votre foi, si cela n'est pas trop intime...

MS : Ma passion de la philosophie et la manière dont j'ai attrapé la foi sont liées. Cela fait 20 ans que je me suis converti, l'année où à Strasbourg je préparais l'agrégation de philosophie. Avant, j'avais une vie intense : étudiant en philosophie, j'étais surtout batteur dans un groupe de punk et travaillais à côté. Mais cette année de préparation, je l'ai vécue seul. C'était une période... mariale. L'impression que quelque chose s'enfantait en moi. À Noël, je me vois encore confier à ma mère que je ressentais alors les joies qu'ont les femmes quand elles sont enceintes ! En un mot, j'ai été saisi par la joie, surpris par la joie pure, enfantine, de vivre, d'exister.

Mais si la vie est un cadeau, à qui dire merci ? Le dieu des chrétiens m'est alors apparu comme celui qui donne. Il chérit ses créatures et renchérit sur leurs égarements, il donne et pardonne... J'étais converti.

Avant ma conversion, j'avais déjà donné quelques cours de philosophie. Je croyais alors que mon boulot, c'était seulement de maltraiter les préjugés de ses élèves... La foi vous incline au contraire à la patience, à l'écoute. Non pas mépriser les préjugés des élèves, comme si j'en étais moi-même exempt, mais construire, à partir de leurs propres discours, une parole plus claire, toujours plus ajustée au réel.

Nous avons nommé cette rencontre « Préparer aujourd'hui pour réparer demain ». Est-ce que cela signifie que demain est déjà cassé ? Et puis, a-t-on déjà réparé quelque chose avec de la philosophie ?

Dans les pays du Nord, « riches », demain est cassé. L'avenir est en panne. On sécurise le monde parce qu'on a peur de l'à-venir, de ce qui vient à nous. On s'enferme dans des nostalgies imaginaires. Le signe le plus fort, c'est la dénatalité qui nous frappe. Et même la « démortalité » au sens où on n'entend même plus que l'homme puisse être mortel. Et cela, non parce qu'on a un ardent désir d'éternité, mais parce qu'on s'accroche anxieusement à sa vie : on peine à laisser le monde à ceux qui viendront.

Ce que peut faire la philosophie est de pointer les contradictions, comme de dire « moi, par amour, je préfère ne pas mettre d'enfants au monde ». Donc, pour le bien-être de ton enfant, tu le priveras du fait d'être ? Une société sans nouveaux venus, où l'on va compter ses jours en ayant peur d'être tué par quelqu'un qui ne s'est pas lavé les mains, est-ce vraiment cela que nous désirons ?

Assez souvent lorsque nous débattons entre amis ou essayons de dialoguer entre personnes qui n'ont pas forcément la même façon de lire l'actualité, très vite le débat s'arrête avec les points Godwin : Hitler et le nazisme, le complotisme, l'anti-vax, etc. Est-ce que cela révèle quelque chose quant à notre capacité ou non de dialoguer et de réfléchir ?

Hannah Arendt parle du tour d'esprit au principe des sciences humaines : quand quelqu'un parle, en fait il ne veut jamais dire ce qu'il dit, il y a un sous-discours inconscient qu'il faut mettre au jour, qui dévoile d'autres raisons que moi, sociologue ou psychologue, je connais mieux que lui... Le diagnostic remplace l'écoute. En France, on passe ainsi notre temps à traduire les revendications sociales en termes sociétaux. Quand un Gilet jaune dit qu'il lui manque 150 euros pour finir le mois, on se demande, jusqu'à la tête du pouvoir, si ces gens ne sont quand même pas un peu antisémites, complottistes ou homophobes. Incapable de les entendre là où ils parlent, on prend des mesures pour que l'école produise à l'avenir des êtres plus ouverts et tolérants...

Abordons maintenant la question, plus théologique, du sens de la vie en tant que remède au sentiment de l'absurde. Si le sens existe déjà, s'il est seulement à découvrir, est-ce que ça signifie que j'ai encore une liberté puisque ce serait en quelque sorte déjà écrit ?

On a le sens de la vie comme on a le sens du rythme ou du partage ; « Avoir le sens de la vie », c'est ajouter de la vie à la vie, comme on ajoute un joli contretemps à un rythme ou une assiette à l'ami de passage. C'est épouser le déjà-donné de la vie pour ajouter à cet « effort offert » sa propre participation.

Si la vie a tellement de sens, pourquoi certains ne le voient-ils pas ? Sommes-nous responsables de nos frères, de nos sœurs pour qu'ils trouvent ce sens à leur vie ?

On peut montrer la joie dont on vit, mais on ne peut pas forcer l'autre à y adhérer. En français, il y a la voix active et la voix passive. Entre les deux, il y a une voix grammaticale appelée « moyenne », par exemple les verbes comme naître et mourir où il y a une part d'actif – puisque personne ne peut naître ou mourir à votre place – et une part de passivité puisque vous ne décidez ni d'être né ni d'être mortel. Ce qui se maille de plus important dans notre vie se conjugue à la voix moyenne, et je crois que pour la joie c'est la même chose : c'est la décision (voix active) de se laisser (voix passive) séduire par la vie, emporter par elle.

Dans votre livre *Faire face*, vous écrivez que nous produisons non seulement bien plus que ce dont nous avons collectivement besoin, mais que cette surproduction de biens de consommation ne suffit pas à nourrir tout le monde. Vous en concluez que le but de la production économique industrielle est de faire de l'argent. Y a-t-il le moyen politiquement et économiquement d'éviter cela ?

Question douloureuse ! Quelles sont les formes de notre action, sachant qu'elle doit être à la mesure de grands problèmes mais que le XX^e siècle nous a aussi montré qu'il fallait se méfier de cette grosse solution riche de problèmes : l'État. Le regretté anthropologue anarchiste David Graeber parlait de « *communisme spontané* », le fait que nous échangeons plein de choses gratuitement et perpétuellement, dans les familles, entre amis, entre voisins. Il détruit le mythe du troc au profit de celui du crédit, c'est-à-dire « je donne parce que je sais avoir reçu ». Autant ce communisme spontané est beau, autant le communisme d'État fut désastreux. D'autant que si l'on y regarde bien, l'État, le Léviathan de Hobbes, a dès le début servi l'individualisation de la société, cette destruction de tous les corps intermédiaires pour arriver à l'individu isolé qui lui demande de le protéger de ses propres frères.

Si nous n'avons pas la solution, avons-nous au moins le nom de notre problème ? Dans *Faire face*, co-écrit avec mon ami Pierre Dulau, on voit dans le masque sanitaire une pièce du dispositif capitaliste. Finalement cette disparition des visages convient bien au Marché, cette grande plateforme hors-sol où tout, après avoir été désincarné, privé de sa singularité et de sa consistance propre, est convertible en argent. Dirions-nous que le nom du mal, c'est « capitalisme » ? Cela m'interroge : quel nom convient à ce qu'il nous faut aujourd'hui surmonter ?

Vous dites également que le capitalisme a en propre de penser l'être comme échangeabilité, soit une chose existe si et seulement si elle peut être échangée, jusqu'aux entrailles des femmes dans la GPA. Est-ce que saint François d'Assise aurait un chemin à proposer à chacun dans cette optique-là, pour se dégager de cette contrainte ?

Oui, échangeable, c'est-à-dire transcribable dans un langage qui n'est pas le sien : transformer l'enfant, fruit d'une union, qui est déjà plus que cette union, en un produit qu'on a sous la main. Heureuse-

ment, il y a du non-échangeable, qui résiste. Prenez l'expérience du deuil. Un ami mort restera définitivement irremplaçable et insubstituable, raison pour laquelle on ne se fait jamais complètement à une disparition. Comment saint François pourrait nous aider... Je suis passionné par la puissance politique, morale et métaphysique du courant franciscain, notamment à travers Duns Scot, un franciscain du XIII^e siècle qui a pensé le beau concept d'« *ecceité* », cette singularité absolue de la personne humaine qui n'était pas donnée pour les Grecs, mais qui est venue avec le christianisme. Nous excédons chacun, individuellement et singulièrement, l'idée d'Homme avec un grand H. Dans *De la très haute pauvreté*, Giorgio Agamben relate la puissance politique du mouvement franciscain, notamment de l'« *usage pauvre* » : je ne suis propriétaire de rien, je n'en ai que l'usage.

Usage pauvre de la vie elle-même : dans son cantique, François parle de « *notre sœur la mort* ». Or, on nous a mis dans l'esprit récemment que l'homme n'était pas mortel, ce que j'ai appelé la démortalisation. Pendant la crise, une amie a vu sa mère étiquetée « *Morte du covid* » alors que, à 84 ans, elle avait surtout fini de mener un combat d'une douzaine d'années contre son cancer. Par-là, on effaçait son récit de vie et de combat par un système d'accusation : qui donc ne s'est pas assez confiné ou lavé les mains ? Car si nous sommes des mortels démortalisés, si nous ne portons pas la mort en nous comme un récit qui vient envelopper une vie qui, un jour, prend fin, eh bien, quand on meurt, c'est qu'on a été tué. Il n'y a plus des mortels qui prennent soin d'autres mortels, sous le regard de notre « *sœur la mort* ». Il n'y a plus que des criminels qui n'ont pas assez respecté les mesures de distanciation sociale.

Dans *Faire face*, vous évoquez cette « soustraction des visages » qui n'est pas une mesure de plus dans le grand arsenal de la distance sociale, et qui fait perdre la face à l'homme, via les masques. Dans la continuité d'Emmanuel Levinas, le visage apparaît chez vous comme une dimension vraiment importante dans nos relations...

Le visage est quelque chose d'extraordinaire, parce que quand je vous regarde c'est la seule partie de mon corps que vous voyez et que je ne vois pas. Je peux voir, comme vous les voyez, mes mains, mon ventre... pas mon dos, mais vous non plus. Le matin, une fois que je me suis fait un visage pour aller vers le monde, eh bien il est comme livré au monde, et la réciprocité est vraie ; votre visage, je le reçois aussi. Le visage fait de nous des êtres vraiment relationnels : je n'ai d'autre moyen de percevoir mon visage que sur l'effet qu'il a sur votre propre visage : est-ce qu'il suscite le sourire, le froncement de sourcils, la méfiance, etc. ? Je n'ai d'autre moyen de posséder mon visage que dans l'effet qu'il a sur le vôtre. C'est pourquoi avoir renoncé à lui avec le masque sanitaire était pour moi un *non possum*, un « *je ne peux pas* ». Je ne pouvais pas faire cours avec le masque. Avec Pierre Dulau, on en a déduit que le visage c'est les deux piliers de notre civilisation, qui pose que primo chaque homme est singulier, n'est pas interchangeable, les traits du visage singularisent absolument une personne ; secundo, cette singularité n'est pas exclusive de l'autre, c'est une singularité en relation avec l'autre. Donc cela même qui m'est le plus en propre, les traits de mon visage, c'est cela qui vous est confié.

D'ailleurs devant les ordinateurs, avec zoom ou en visio, on voit son propre visage. Cela tue un aspect fondamental de la relation.



Le psychologue Abraham Maslow, avec sa fameuse pyramide, nous montre quand même que la base de l'humanité, c'est le besoin physiologique, dont la santé. Ne fallait-il pas mettre entre parenthèses le visage pour justement protéger cette humanité ?

Vous connaissez cette expérience faite par le roi Frédéric II ? Vou-
lant savoir quelle était la langue que l'homme parlerait naturelle-
ment, il a choisi 7 bébés pour lesquels la consigne des nourrices
était de les nourrir, les soigner, mais pas de leur parler. Eh bien ces
enfants sont tous morts de n'avoir pas été en relation. On voit bien
que le besoin physiologique seul ne suffit pas. On peut mourir de
solitude, de n'avoir plus faim alors que notre frigo est plein, parce
que nous ne partageons jamais nos repas, qui ne sont vraiment
bons que partagés. Dans les camps de concentration, on a vu une
capacité de resurgir dans la vie parmi ceux qui justement n'étaient
pas prompts à tout faire pour la protéger, mais qui maintenaient
des formes de solidarité entre les captifs. L'essentiel n'est pas
toujours où l'on croit...

Vous écrivez que si tout devait s'arranger demain comme par miracle, ce serait de toute manière au prix déjà consenti de l'effacement de l'homme par l'homme. Si l'homme a été gommé, l'homme peut-il redessiner l'homme ? Sinon Dieu, peut-être ?

« Ef-facé », ce mot était venu à notre esprit avec la perte du visage.
Comment peut-on redessiner l'homme s'il a été effacé ? Je crois
que nous pouvons esquisser un sourire aujourd'hui : nos petites
résistances n'ont-elles pas fait reculer le Léviathan ?

Abordons justement la désobéissance civile et l'objection de conscience. En France, des soignants ont été exclus parce qu'ils refusaient de pratiquer certains actes médicaux ou parce qu'ils prenaient d'autres voies pour soigner leurs patients. Alors, ne pas porter le masque, est-ce de la désobéissance civile ? Le médecin qui, au nom de la liberté thérapeutique, prend en charge ses patients à sa manière, ne se soumet pas aux injonctions de l'Ordre des médecins, est-ce qu'il recourt à la clause de conscience ?

C'est une question un peu technique. La désobéissance civile est un terme plus général qui peut prendre la forme de l'objection de conscience. Si l'on en croit le juriste Grégor Puppincq, auteur d'un article très complet qu'on trouve sur internet (« Objection de conscience et droits de l'homme »), il faut distinguer la liberté de conscience et l'objection de conscience. La première est de pouvoir manifester dans le « for externe », c'est-à-dire dans le monde extérieur, quelque chose dans lequel je crois : c'est manifester positivement une conviction. La loi peut nous demander de tempérer ça, par exemple ne pas exhiber de signes religieux dans l'espace public. L'objection de conscience, quant à elle, arrive quand il ne vous est pas demandé de limiter l'expression de vos convictions mais de poser un acte qui va contre votre conviction. On peut interdire à une personne d'agir selon sa conscience et l'empêcher de réaliser une action que sa conscience lui indique comme bonne ; en revanche, comme l'écrit Grégor Puppincq, « Forcer quelqu'un à agir contre sa conscience, c'est le contraindre à commettre une action que sa conscience réproouve ». Car si un bien peut être réalisé partiellement tout en restant un bien, un mal, lui, est toujours total. L'objection de

conscience porte donc sur cet acte qu'on me forcerait de poser. Un exemple : ne pas être en mesure de porter le voile, même pour une musulmane convaincue, est acceptable, mais être forcé de le porter ne l'est pas. Idem avec la croix, évidemment. Un médecin qui est forcé de vacciner contre sa conviction, ou un professeur de porter le masque pour donner cours, ça relève donc de l'objection de conscience.

Lors de notre entretien de préparation, vous disiez que la joie est menteuse si elle ne repose pas sur le réel. Que voulez-vous dire ?

Si la joie c'est mettre un couvercle sur le réel, ce n'est pas la vraie joie. Simone Weil va jusqu'à dire que la joie est « le sentiment du réel ». Les croyants n'ont qu'une seule prière, non pas « fais-moi vivre autre chose que ce que je vis », mais « donne-moi assez de force, d'attention et de disponibilité pour être sur le lieu où je dois être » ; si c'est un lieu de joie, que mon cœur soit à la fête ! Et si c'est un lieu d'épreuve, que je me réjouisse alors de n'être pas ailleurs, de pouvoir vivre ce que j'ai à vivre.

Philosophie et politique est un thème qui vous tient à cœur. Un sondage en Belgique dit que les Belges sont de plus en plus favorables à un régime totalitaire pour guérir et gouverner notre société...

Un livre de Jacques Ellul s'appelle *L'illusion politique*, cette illusion qui consiste à croire au couple problème/solution. Il y a des problèmes, et si vous concentrez la puissance en un point qui s'appelle l'État moderne, eh bien à ces problèmes correspondront des solutions efficaces, ultimes, voire finales. C'est une illusion terrible, nous dit Ellul, parce qu'en réalité il y a des choses qui ne sont pas des problèmes. La condition humaine et la souffrance ne sont pas des problèmes, ce sont des mystères. Contrairement à une fuite d'eau chez soi. Ça c'est un problème, que le plombier va résoudre. La naissance, la mort, la souffrance, la pluralité des individus, l'hospitalité et l'hostilité, ce ne sont pas des problèmes à résoudre, ce sont des choses avec lesquelles il faut vivre. L'illusion politique consiste à croire que la politique peut prendre en charge tous les problèmes de notre existence et que plus l'État sera puissant, mieux ce sera. Il faut résister à cette lecture techniciste du réel, en assimilant un certain sens de la liberté et du tragique de l'existence humaine. Tout ne relève pas du schéma problème/solution, mais du mystère et comment le vivre.

En tant que pédagogue, comment diriez-vous que s'éduquent le sens du bien commun et l'esprit critique aujourd'hui ?

Le sens du bien commun s'éduque en ne faisant pas passer pour un bien commun ce qui ne l'est pas. L'épisode covid a été une sorte de prostitution du discours moral où on a fait passer pour un bien ce qui était finalement une forme de repli bourgeois sur soi. Comme le disait le président Macron : « Quand vous restez chez vous, toutes les 8 minutes vous sauvez une vie. » Le bien a consisté à un « ne pas faire » : ne pas visiter les malades, ne pas s'approcher de trop près, ne pas sortir de chez soi. C'est un comble quand on est chrétien ! Car Jésus a renversé la règle d'or païenne – ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'il te fasse – en « faites le bien que vous voudriez qu'on vous fasse ». « J'étais en prison, et vous êtes venus me visiter. » dit-il. Et nous serons jugés dans la manière d'avoir engagé nos talents, non de les avoir, par crainte de la Loi, enterrés... Avec Jésus, on passe d'une morale de la loi (ne pas...) à un bien actif.

Vous avez dit lors d'une conférence en 2020 que certaines personnes appréhendaient leur vie comme si elles étaient toujours victimes de quelque chose ou comme si elle vivaient toujours avec des menaces autour d'elles, énergétiques, sociales, financières, sanitaires, l'épouvantail de la surpopulation... Est-ce que ça nous permet de dire encore que la vie vaut la peine d'être vécue, que nous pouvons encore faire des enfants ? Est-ce qu'il y a une disposition du cœur pour oser dire chaque matin que la vie est belle ?

Je vais répondre par un adjectif, déjà. J'ai récemment lu un essai impressionnant de Jean Vioulac qui fait une description précise de notre catastrophe, et la fait remonter à une maldonne première qui vient du néolithique. C'est lucide, et désespérant. Au contraire, l'anthropologue anarchiste James C. Scott montre que, toujours déjà, même au néolithique, il y eut des formes de résistance à la centralisation et au pouvoir. « Déjà », c'est le mot clé. Au fond nous sommes déjà en vie, on se parle, on partage déjà quelque chose qui est en germe, la joie de vivre. Je dis à mes étudiants qui préparent un concours où ils jouent leur avenir : « N'oubliez jamais une chose, vous avez déjà réussi, vous êtes pensants, vous êtes debout, et le reste vous sera donné par surcroît. Votre vie est déjà une bonne nouvelle, notre présence les uns aux autres nous permettra de construire quelque chose d'encore plus fou. »

Propos recueillis par l'équipe "Laudatosi" lors de la rencontre « Laudato » si organisée par la Fraternité de Tibériade à Lavaux-Sainte-Anne, les 18 et 19 février 2023.

État des lieux scientifique sur l'utilité et l'innocuité du port du masque facial pour la prévention du Sars-cov-2 en population générale

Les autorités sanitaires à travers le monde ont imposé une obligation du port du masque facial dans les lieux publics, les écoles, les rues, les magasins, et tous les services de soins pour espérer endiguer la contagion liée au SARS-Cov 2. Le masque est devenu bien plus qu'une mesure non pharmaceutique parmi d'autres proposée pour freiner la transmission virale. Il est devenu, sans doute, le symbole de l'épidémie, l'objectivation de la présence d'un virus invisible. Mais a-t-il le moindre effet sur la transmission virale et est-il vraiment sans danger ?

Nous ne traiterons pas dans cet article des cas particuliers des patients porteurs de maladies sévères ou profondément immunodéprimés. Leur singularité échappe aux résultats formulés en population générale par les études scientifiques. Le masque pour ces patients en tant que thérapeutique préventive d'une infection respiratoire doit être discuté individuellement au cours d'une consultation médicale. Une information claire, loyale et appropriée permettra une balance individualisée des bénéfices et des risques.

Les contributeurs au Conseil scientifique indépendant (CSI) ont rédigé et publié de manière collégiale, et sans conflit d'intérêts, plusieurs articles de synthèse sur le sujet à retrouver sur les liens en note. Les études scientifiques ont permis d'apporter certaines réponses aux questions d'efficacité, d'innocuité, et de rapport bénéfice-risque, liées à cette mesure non pharmaceutique. Leurs conclusions sont sans appel.

Il existe à ce jour plus de 150 études qui montrent que le masque en population générale est inefficace pour freiner la contagion virale, et qu'il peut être même néfaste.

Il existe différents types de masques :

- Les masques chirurgicaux : dispositifs médicaux répondant à la norme NF EN 14683 qui assure l'efficacité de filtration bactérienne. Le test de filtration bactérienne consiste à exposer le masque à un aérosol de *Staphylococcus aureus* de 3µm de diamètre et à dénombrer le nombre de ces bactéries qui ont réussi à passer au travers. À notre connaissance, cette norme ne teste pas l'efficacité de filtration pour des virus. La fuite au visage est importante. Selon l'INRS, « ils n'empêchent pas l'inhalation des particules » et ne filtrent pas les aérosols de taille submicronique.
- Les masques alternatifs, généralement en textile, dont l'ANSM recommande une qualité de filtration au moins supérieure à 70% pour les particules de 3µm. Rappelons que les virus Sars-cov-2 présentent un diamètre de 60 à 140nm, soit environ 10 à 100 fois plus petit que la qualité de filtration recommandée. Selon l'avis de l'ANSM, ces masques doivent avoir une étanchéité parfaite sur les côtés (ce qui n'a bien évidemment jamais été le cas) et doivent être

Sars-cov-2



utilisés dans le plus strict respect des gestes barrières (signant l'aveu de leur inefficacité).

- Les masques de protection respiratoire considérés comme des EPI (équipement de protection individuel) consistent dans les masques FFP (1 à 3 soumis à la norme NF EN149 ou N95 des autres pays). Ces masques sont habituellement réservés aux professionnels exposés à des poussières ou des particules (BTP, métallurgistes, menuisiers). Ils arrêtent théoriquement de 78% à 97% des particules. Cette efficacité est mesurée avec un aérosol de 0.6 micron de diamètre moyen (particules de 0.01 à 1 micron). Depuis 2009, la norme implique également un contrôle du pourcentage de fuite allant de 22% (FFP1) à 2% (FFP3). Selon l'INRS, les mécanismes de filtration étant identiques pour les aérosols d'origine biologique ou chimique, les résultats chimiques sont donc extrapolés aux aérosols biologiques.

La littérature scientifique tâchant de justifier l'emploi des masques émet des conclusions souvent ténues ou contradictoires. Par exemple, dans un article concluant que le port du masque prévient l'émission de gouttelettes et d'aérosols contenant du Sars-cov-2, la lecture attentive montrait que seuls 3 à 4 sur 10 des patients positifs au Sars-cov-2 ne portant pas de masque expiraient des gouttelettes et des aérosols positifs en PCR pour le virus (ce qui ne préjuge pas de leur caractère infectieux, car cela peut être des particules non-infectieuses). Aucun virus n'a été détecté dans les gouttelettes ou les aérosols exhalés par les patients ne toussant ou n'éternuant pas. La vraie conclusion est donc que les patients asymptomatiques n'exhalent vraisemblablement aucun

virus détectable par PCR. Et parmi les patients symptomatiques, seuls 30 à 40% exhalent par toux ou éternuements des particules virales, dont il reste encore à prouver qu'elles puissent être infectieuses...

En revanche, la littérature montrant l'absence de bénéfice est abondante, malgré les obstacles éditoriaux manifestes que rencontrent leurs auteurs. La plus grosse méta-analyse sur le sujet a d'ailleurs été assortie *a posteriori* d'une mise en garde spécifique par l'éditeur en chef, pour ne pas faire conclure aux lecteurs que l'étude montrerait l'inefficacité des masques. Ce qu'elle montre très clairement ! Il existe donc une censure ou tout au moins une pression sur les conclusions des articles scientifiques allant à l'encontre de la *doxa* officielle. Malgré ce phénomène, les résultats scientifiques sont accablants. Ainsi la méta-analyse Cochrane, censée représenter le plus haut niveau de preuve, conduite par Jefferson *et alii*, a montré de manière nette qu'il n'y avait aucune preuve permettant de conclure que le port du masque chirurgical, ou du masque N95, était différent du non-port de masque dans la prévention de la contagion à Sars-Cov-2.

L'étude Danmask, conduite au Danemark par Bongaard *et alii*, a enrôlé environ 6.000 adultes dans deux groupes, masqués et non masqués, et a constaté que le port des masques chirurgicaux n'a pas réduit significativement le taux d'infection par le Sars-cov-2 à un mois. Le masque ne constituait donc pas une mesure susceptible de protéger son porteur. Une gigantesque étude de cohorte espagnole sur près de 600.000 enfants âgés de 3 à 11 ans en milieu scolaire a montré que ceux portant des masques n'avaient pas plus ou moins d'infection à Sars-cov-2 que ceux sans masque. Elle concluait que l'obligation des masques en milieu scolaire était sans effet sur la transmission ou l'incidence du Covid.

Une autre méta-analyse de 2017 regroupant 11 revues et 28 essais randomisés pour un total d'environ 26.000 patients conclut que le masque chirurgical FFP2 ou artisanal n'a pas d'effet significatif sur la transmission des infections respiratoires virales en population générale. L'utilisation des masques dans le contexte familial avec un contact malade n'a pas été associée à une réduction significative du risque d'infection dans aucune analyse, que les masques aient été utilisés par la personne malade, les membres de la famille en bonne santé ou les deux.

Dans un contexte de forte pression politique et économique sur les choix éditoriaux des revues scientifiques, certaines méta-analyses de revues de la littérature ont même conclu à l'envers de leurs résultats. Ainsi l'étude de Saunders tend à montrer que l'hygiène des mains a eu un effet protecteur important sur la transmission virale, mais que l'utilisation du masque n'a pas eu d'effet protecteur



significatif. Cependant, il conclut derechef qu'il faut poursuivre les mesures pour une future pandémie, mêlant dans le même sac deux résultats divergents.

Reste le contexte particulier du soin où des preuves plus solides de l'impact du port du masque chirurgical sur la contagion des maladies respiratoires virales sont nécessaires. La nuance à cet endroit doit être gardée. Le masque, chez les porteurs symptomatiques d'une infection respiratoire (toux ou éternuements), en vue de diminuer la transmission, pourrait être une indication résiduelle.

Si aucun bénéfice n'est clairement établi sur le port du masque en population générale, de nombreuses études pointent du doigt les dommages potentiels liés au port du masque. Nous excluons les risques psychologiques, sociaux, économiques, sociétaux et éducationnels. C'est une évidence déjà maintes fois démontrée que le port du masque dans les lieux d'enseignement a été à l'origine (au cours de ces trois dernières années) de dommages considérables. La synthèse du collectif de Santé pédiatrique et des Mamans louves regroupe de nombreux arguments et constats qui doivent être connus des citoyens et des décideurs.

D'un point de vue strictement physiologique, la fonction respiratoire peut être trivialement résumée à deux objectifs : échanger les gaz respiratoires, O_2 et CO_2 , entre dehors et dedans. Le CO_2 doit être évacué de l'organisme, où il est produit par le métabolisme cellulaire, pour permettre le maintien d'un pH adéquat. S'il s'accumule, le corps s'acidifie et une cascade d'effets péjoratifs se produit. L' O_2 , lui, doit être amené jusqu'au sang pour permettre le métabolisme cellulaire en aérobose. Son manque répété et prolongé est à l'origine d'une souffrance hypoxique des tissus.

Sans surprise, le masque facial impacte la fonction ventilatoire et le transport des gaz respiratoires. Dans l'étude de Law et alii, les mesures de CO_2 dans l'air expiré montrent que le port du masque induit une augmentation moyenne de l'ETCO₂ de 7,4%. Dans l'étude de Walach, le port des masques chirurgicaux ou FFP2 augmente le CO_2 dans l'air inhalé à un niveau très élevé chez des enfants en bonne santé, induisant un danger pour leur santé. L'expérimentation montre que le CO_2 inspiré augmente en moyenne de 13.000 ppm, que les enfants portent un masque chirurgical ou un masque FFP2. Ce chiffre est bien supérieur au niveau de 2.000 ppm considéré

comme la limite d'acceptabilité et à celui de 1.000 ppm qui est normal pour l'air dans une pièce close. Martellucci et alii, ont mesuré le CO_2 inhalé chez 146 volontaires sains, portant des masques chirurgicaux ou FFP2. Les résultats étaient significativement très supérieurs aux normes édictées par le droit du travail et les mesures de protection des travailleurs chez les adultes, les enfants et les personnes âgées.

Kisielinski et alii, dans une revue de la littérature scientifique sur les effets secondaires du port du masque, montrent que son port prolongé entraîne des conséquences significatives comme le syndrome d'épuisement induit par le masque associant détérioration psychologique et physique (chutes, fatigue, maux de tête, hypertension artérielle, troubles respiratoires et échauffement, troubles cognitifs, etc...). Driver et alii ont ainsi montré dans un essai randomisé chez des volontaires en parfaite santé que le port du masque impactait péjorativement les performances à un test d'effort.

Une revue de littérature sur les effets de déplétion à répétition en oxygène ou d'épisodes de surcharge en CO_2 répétés, met en évidence la toxicité sévère sur les femmes enceintes et sur le devenir néonatal (et notamment le risque de malformations), les dommages neuronaux irréversibles et les troubles des fonctions cognitives (anxiété, troubles de la mémoire et des apprentissages, diminution des performances cognitives), ainsi que les atteintes des cellules reproductrices potentielles.

La toxicité des masques ne se cantonne pas aux seules conséquences immédiates des variations de conditions physiologiques, mais doit aussi être reliée à l'inhalation de particules toxiques ou infectieuses.

Les masques chirurgicaux ou les masques respiratoires de type FFP2 ou N95 sont composés de molécules potentiellement toxiques (polypropylène, polyéthylène, etc.). De plus, d'autres produits toxiques peuvent également être utilisés lors du processus de fabrication comme le DMF et le diméthylacetamide connus pour être cancérigène, toxique pour le foie et perturbateur endocrinien.

En avril 2021, les autorités canadiennes ont retiré du marché des masques FFP2 contenant du graphène commercialisés par

la société Shandong Shengquan. Ces masques aussi acquis en 2020 par les autorités françaises ont été distribués entre autres aux professionnels de santé. Le graphène était allégué comme biocide. La DGCCRF (Direction de la répression des fraudes) en France a ensuite retiré différents types de masques du marché suite à la présence de graphène (tissu, FFP2 en France, chirurgicaux). L'ANSES recommande l'utilisation de masques sans graphène étant donné qu'il n'a pas pu être prouvé l'innocuité des masques avec graphène qui cause des atteintes pulmonaires chez les animaux. Après une seule instillation intratrachéale chez la souris, il persistait du graphène dans le sang, le foie et la rate pendant plus de 28 jours.

L'étude de Ryu et alii a démontré que les masques KF94, équivalents coréens des FFP2, libéraient des concentrations suffisamment élevées de COVT (composés volatils organiques totaux) pour être préoccupantes, selon l'Agence fédérale allemande de l'environnement. Les masques dégagent des composés tels que le 1-méthoxy-2-propanol, N,N-diméthylacetamide, n-hexane, and 2-butanone, connus pour être des toxiques humains. À partir de leurs résultats, il serait nécessaire d'ouvrir l'emballage du masque et de laisser le masque à l'air libre pendant au moins 30 minutes avant usage pour réduire la concentration de COV à des niveaux compatibles avec la santé humaine.

Une étude interpellante, réalisée par le médecin allemand Fögen, conclut que le port du masque obligatoire augmenterait le taux de décès par Covid de 50%. Cette étude émet l'hypothèse que la ré-inhalation permanente des agents infectieux chez les malades à cause du masque, dénommé à cette occasion « Fögen effect », engendre une maladie plus grave avec un passage facilité du virus dans la circulation systémique.

Un autre risque est le développement des microbes dans le masque justifiant normalement la mise au rebut des masques usagés dans des systèmes de traitement des déchets spécifiques incluant l'incinération (DASRI). Les masques sont souvent portés plus de 4 heures d'affilée, rangés négligemment dans une poche de pantalon, remis plus tard. Ces pratiques ne respectent aucun des standards du soin : ne pas remettre son masque, l'enlever en le touchant le moins possible et le jeter dans une poubelle DASRI toutes les 4 heures. Ces règles ne peuvent en aucun cas être respectées en population générale. Le risque de s'auto-contaminer ou de contaminer son entourage par un masque impropre existe donc. Delanghe et alii ont mis en évidence pas moins de 1.46×10^5 colonies bactériennes par masque en coton et 1.32×10^4 colonies de bactéries pour les masques chirurgicaux quand ils ne sont portés que 4 heures 24. Et ce sur les deux faces du masque Les bactéries étaient des *E. coli*, *Pseudomonas*, *Klebsiella*, *Enterobacter*, *Streptococcus*, *Staphylococcus*, les deux dernières espèces étant parmi les pathogènes les plus fréquents. Pas moins de 43% de ces germes présentaient des résistances à des antibiotiques usuels.

De plus, 48% des masques seraient contaminés par des champignons microscopiques viables tels que *Aspergillus*, *Mucorales*, *Cladosporium* connus pour causer des infections et/ou des phénomènes allergiques parfois dramatiques.

Conclusion : balance bénéfico-risque défavorable.

La production scientifique sur la question des masques est arrivée à un retournement accusatoire complet, sommant les contradicteurs de devoir prouver l'inefficacité et la toxicité des mesures. En médecine, il revient à la thérapeutique de démontrer son efficacité par des expérimentations strictement encadrées. On n'applique sûrement pas en population générale une mesure hasardeuse à l'efficacité non éprouvée. Cela reviendrait à tester à grande échelle une modalité thérapeutique expérimentale sur une population saine, non consentante et sous contrainte. Aucun contexte d'urgence ne justifie cela. C'est manifestement contraire au code de Nuremberg sur la protection des personnes dans la recherche biomédicale.

La balance des bénéfices et des risques du port du masque en population générale pour la prévention de la contagion des infections respiratoires virales, en particulier en milieu scolaire, en particulier chez l'enfant est négative au regard des données de la science actuellement disponible. Le bénéfice, s'il existe, est au mieux douteux. Les risques sanitaires, psychologiques, sociaux sont, eux, en revanche avérés. Il faut avec force refuser l'obligation au masquage généralisé. Le masque est la négation du visage. Et le visage de l'autre est le fondement impératif de notre humanité dans la philosophie d'Emmanuel Levinas. Ne l'oublions pas.

Dr Carole Cassagne, PharmD, PhD & Dr Louis Fouché, MD,

**Contributeurs au Conseil scientifique indépendant (CSI).
Aucun conflit d'intérêt avec l'industrie pharmaceutique, assurantielle, biomédicale ou vaccinale à déclarer.**

Theodore Kaczynski, alias Unabomber, le prophète armé de la révolution anti-technologie

UNABOMBER, L'ENNEMI PUBLIC NUMÉRO UN

Le 10 juin 2023, Theodore « Ted » Kaczynski a été retrouvé mort dans la cellule de la prison où il purgeait sa peine à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle. Âgé de 81 ans, souffrant d'un cancer en phase terminale, il a apparemment mis fin à ses jours. L'annonce du décès de celui qui était mieux connu en tant qu'Unabomber, le surnom dont l'avait affublé le FBI, a rencontré peu d'écho dans les médias. Cette indifférence relative de la grande presse contraste avec le battage médiatique qui avait accompagné la chasse à l'homme menée contre l'ennemi public numéro 1 aux États-Unis, dont la tête avait été mise à prix pour un million de dollars. Le FBI avait encouragé cette publicité en vue de susciter des témoignages qui lui permettraient d'identifier cet homme invisible, qui n'avait laissé derrière lui aucun indice exploitable depuis le premier attentat au colis piégé qu'il avait commis en 1978. Ses motivations étant peu claires, voire incompréhensibles, il était présenté comme un fou et un tueur en série. Si son surnom avait été forgé en accolant deux de ses cibles de prédilection, à savoir l'UNiversité et l'Aéronautique, quel lien établir entre ces deux domaines ? Ce coup de projecteur médiatique voulu par le FBI porta ses fruits : en effet, le mystérieux criminel se mit à écrire aux journaux pour clarifier ses positions et revendiquer ses actions au nom d'un prétendu groupe anarchiste, « FC »¹, lequel n'était en réalité composé que de lui-même. En l'espace de 17 ans, ses 16 bombes tueront 3 personnes et en blesseront 23 autres.



Illustration : Mickomix

L'AVENIR DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE : UNE PUBLICATION-CHOC

L'apogée et le point final de sa longue campagne d'attentats est atteint en juin 1995, lorsque « FC » s'engage à y mettre fin à condition que des organes de grande diffusion publient *in extenso* son manifeste politique, lequel expliquera les tenants et les aboutissants de son combat. Avec l'accord du FBI et du ministère de la Justice, le *Washington Post* publie *L'Avenir de la société industrielle* comme supplément à son édition du 19 septembre 1995. Les 850.000 exemplaires s'écoulent en quelques heures. D'autres organes de presse le publient à leur tour et il est bientôt traduit et diffusé dans plusieurs autres pays². Cette publicité inédite s'avère un succès tant pour Kaczynski, qui fait enfin connaître ses idées radicales à un large public, qu'au FBI, dont la stratégie s'avère payante puisqu'elle va enfin lui mettre la main au collet : c'est en effet son propre frère qui reconnaît dans le texte du manifeste les idées et le style de Ted Kaczynski, telles qu'il les avait déjà exposées dans un premier manifeste rédigé en 1971. Face à l'incompréhension et à l'indifférence que son travail avait rencontrées – aucun éditeur n'avait accepté de le publier –, et pour vivre en accord avec ses idées, c'est-à-dire libre et proche de la nature, ce mathématicien brillant avait alors abandonné une carrière universitaire prometteuse pour vivre en ermite dans une cabane minuscule construite de ses propres mains, sans eau ni électricité, au cœur d'une forêt reculée de l'État du Montana. En avril 1996, la capture de ce reclus hirsute fait exulter les médias américains.

DÉMENT OU RESPONSABLE ?

Si la personnalité du criminel fascine, tout est fait pour discréditer ses idées en le présentant comme un fou dangereux. Alors que ses avocats entendent plaider la folie pour lui éviter la peine de mort, il tente de les récuser car, insiste-t-il, c'est précisément parce qu'il est lucide, et afin d'alerter le monde sur la course folle dans laquelle il est lancé depuis la Révolution industrielle qu'il a dû commettre ses

attentats. Devant le refus du juge de l'autoriser à se défendre seul, sans avocats, Kaczynski tente de se suicider. Par après, pour éviter une annulation de la peine pour des raisons d'irresponsabilité pénale en raison de sa démente supposée, ce dont ni les procureurs ni l'accusé ne veulent, il accepte de plaider coupable en échange d'une condamnation à la prison à vie. Sans véritable procès, l'attention des médias se détourne. Pour beaucoup, c'est la fin de l'histoire d'Unabomber, lequel a été mis hors d'état de nuire et croupit depuis lors dans une prison fédérale.

LE MESSAGE DE TED KACZYNSKI : UNE QUESTION DE VIE ET DE MORT

En réalité, si la carrière du criminel s'achève, celle du penseur et prophète de la révolution contre la technologie ne fait que commencer. Du fond de sa prison, tel l'universitaire rigoureux et pointilleux qu'il avait été, Kaczynski entame et entretient au fil des ans une correspondance fournie avec de nombreux intellectuels et militants anarchistes et écologistes afin de répondre aux questions posées par son manifeste et de préciser les contours de sa pensée ainsi que ses positions anthropologiques, philosophiques et politiques. Alors que la traque policière a été relatée maintes fois et que moult analyses psychologisantes³ ont été proposées par ailleurs⁴, il nous semble plus intéressant aujourd'hui d'offrir au lecteur un bref aperçu de la vision du monde de Kaczynski et de l'inviter à se plonger dans ses textes, pour qu'il juge par lui-même de leur degré de pertinence plus de vingt ans après leur première exposition fracassante. Ses idées lui étaient à ce point importantes qu'il leur a consacré sa vie et n'a pas hésité à sacrifier celle d'autres personnes qui lui étaient parfaitement inconnues. Ainsi qu'il le déclare de manière glaçante dans son manifeste de 1995, « *les médias d'information sont généralement entre les mains d'importants consortiums qui sont partie intégrante du système [...]. Si nous n'avions jamais commis d'actes de violence, et que nous ayons soumis le présent texte à un éditeur, celui-ci l'aurait probablement refusé [...]. Afin de présenter notre message avec quelque chance de produire une impression durable sur le public, nous avons dû tuer des gens* »⁵.

LE MANIFESTE DE 1971 – TECHNOLOGIE ET LIBERTÉ

Contrairement à ce qu'ont tenté de faire croire les médias de masse et la police, Ted Kaczynski est porteur d'une vision terriblement logique et cohérente. Certes dérangement, elle n'en a pas moins produit un impact durable, pas seulement pour les mauvaises raisons avancées par son auteur, mais aussi et surtout pour sa puissance intrinsèque. Kaczynski s'est forgé jeune une vision du monde aussi pessimiste que radicale. Il a été profondément inspiré par la lecture de *La Technique ou l'enjeu du siècle*⁶, un ouvrage-clé de Jacques Ellul qui a nourri et irrigué l'ensemble de sa réflexion sur le monde contemporain. Ceci apparaît nettement dans *Technologie et liberté*, le premier manifeste qu'il avait vainement tenté de faire publier en 1971. Constatant l'accroissement rapide des moyens que se donne la société de contrôler l'individu, l'auteur y estimait qu'un tel contrôle était rendu nécessaire à la bonne coordination des différentes parties d'un système techno-industriel toujours plus complexe. De ce fait, les progrès scientifiques et techniques devraient inévitablement provoquer la fin de la liberté individuelle. Selon lui, « *dans une société fondée sur l'ingénierie, où l'esprit humain sera de plus en plus considéré comme un artefact de la technologie* », la société dominante imposera partout ses propres valeurs, les puissants le deviendront davantage, l'utilisation des améliorations techniques présentées à l'origine comme optionnelles deviendra obligatoire⁷, et il sera impossible à l'homme de vivre comme un être autonome et indépendant. Face à une telle perspective, estimant que l'adoption d'une législation visant à empêcher les empiètements de la technologie sur les droits et les libertés serait vaine tant le rapport de force entre pouvoir technologique et liberté est inégal, une seule solution pratique s'impose : arrêter le développement scientifique en supprimant toute subvention à la recherche. On le voit, Kaczynski plaide alors pour une approche radicale certes, mais réformiste et pacifique.

DÉTRUIRE TOUTE TECHNOLOGIE, SEUL MOYEN DE SAUVER L'HOMME ET LA BIOSPHERE

L'échec total de sa proposition le conduit à s'écarter d'une société dans laquelle il lui semble impossible de vivre libre et à prôner dès lors une approche révolutionnaire visant à la renverser. D'où les bombes, d'où aussi l'évolution de sa pensée, qui se rapproche désormais de l'anarcho-primitivisme. Ainsi qu'il l'exposera dans son manifeste de 1995, « nous ne sommes pas les premiers à remarquer que le monde d'aujourd'hui semble devenu fou. Cet état des choses n'est pas la condition normale des sociétés humaines. Nous avons de bonnes raisons de croire que l'homme primitif avait moins à souffrir du stress et de la frustration, et qu'il était plus satisfait de sa condition que l'homme moderne »⁸. Selon lui, ceci est dû au fait que la société technologique réduit l'homme à un instrument qu'il s'agit de soumettre au fonctionnement du système global. Elle lui interdit ainsi d'exercer son « processus de pouvoir », terme qu'il forge pour évoquer la détermination autonome, par l'individu, d'un objectif authentique, et non d'un simple loisir ou d'une activité de substitution qu'il s'agit de réaliser au moyen d'un effort soutenu. Un tel processus de pouvoir répond à un besoin vital pour chaque être humain. L'en priver, notamment en l'assignant à des tâches insignifiantes qui n'exigent de sa part que conformisme et soumission⁹, revient à l'amputer d'une part essentielle de sa liberté et de son humanité. D'où le sentiment d'absurdité et de vide existentiel qui envahit l'homme moderne et souvent l'engloutit.

« RÉDUIRE À NÉANT LES RESTES DE LA TECHNIQUE »

Selon Kaczynski, la dynamique propre au système technologique l'entraîne toujours dans la même direction : « Le système n'existe pas et ne peut pas exister pour satisfaire les besoins des hommes. C'est plutôt la conduite humaine qui doit être modifiée¹⁰ ». À cet égard, les outils de surveillance, les anti-dépresseurs et autres drogues, les méthodes de propagande « dont les médias se font les véhicules efficaces », l'industrie du spectacle « utilisée par le système comme un véritable instrument psychologique en offrant une échappatoire à l'anxiété et à la frustration », ou encore l'éducation des enfants, tout consiste à obtenir une soumission complète de l'individu. « Les hommes pourraient, à la suite de dérives, se retrouver dans une telle dépendance à l'égard des machines qu'ils n'auront d'autre choix que d'entériner les décisions de ces dernières »¹¹. Une telle soumission est l'une des conditions de survie du système. Ainsi, « étant donné l'accélération du développement technologique, il est possible que d'ici quelques années, la police et les forces militaires soient majoritairement composées de robots »¹². Pour Kaczynski, une course contre la montre est donc engagée entre le système technologique et « ceux qui haïssent la servitude à laquelle il réduit les hommes » : il s'agit pour ces derniers d'élever le niveau de stress à l'intérieur du système pour augmenter les chances de le voir exploser. Il importe aussi de propager une idéologie s'opposant à la technologie et à la société industrielle afin que, lorsque celle-ci s'effondrera, on puisse « réduire à néant les restes de la technique, pour que le système ne puisse jamais se remettre en route. Les usines devront être détruites, les livres techniques brûlés, etc. »¹³.

Kaczynski conclut son manifeste par une violente diatribe contre les gauchistes, ces rebelles hypersocialisés¹⁴ qui, par leurs nombreux chevaux de bataille, que ce soit contre le racisme, pour la justice sociale¹⁵, la condition féminine, l'environnement, etc., détournent l'attention et les énergies du « conflit essentiel, lequel se joue entre l'élite au pouvoir et les gens ordinaires, entre la technologie et la nature¹⁶ ».

DE PAR SON EFFICACITÉ, LE SYSTÈME AUTO-PROPAGATEUR RENDRA LES HUMAINS SUPERFLUS

On le voit, la vision globale et le rejet total de la société technologique amène Kaczynski à adopter une position inflexible, hostile à tout compromis et en réalité sectaire¹⁷. Il aura l'occasion de préciser sa posture de prophète révolutionnaire dans ses écrits de prison, dont les textes principaux ont été publiés¹⁸. Il y développe notamment sa théorie des systèmes auto-propagateurs qui, par un processus de sélection naturelle et un effet boule de neige, ne cessent de croître et de se propager, du seul fait de leur dynamique interne mue par leur plus grande efficacité à court terme sans souci des conséquences de long terme. C'est pourquoi, « celui qui pense que le système-monde technologique s'arrêtera un jour de consumer des énergies fossiles (tant qu'il en reste) rêve éveillé »¹⁹. À un correspondant qui lui demande pourquoi, en ce cas, s'acharner à le renverser, Kaczynski rétorquera que, « si le système technologique était éliminé aujourd'hui, de nombreuses choses pourraient encore être sauvées. Plus le développement du système se prolonge, pire sera l'issue pour la biosphère et l'espèce humaine, et plus grand le risque d'aboutir à une planète morte²⁰ ». Dans le même ordre d'idées apocalyptiques, Kaczynski estime que, dans la mesure où les humains sont bien plus coûteux à entretenir que les machines, lorsque leur intelligence sera dépassée par celle des machines, « les humains deviendront superflus et la sélection naturelle favorisera les systèmes qui les éliminent, si ce n'est violemment, du moins par une série d'étapes minimisant les risques de rébellion »²¹.

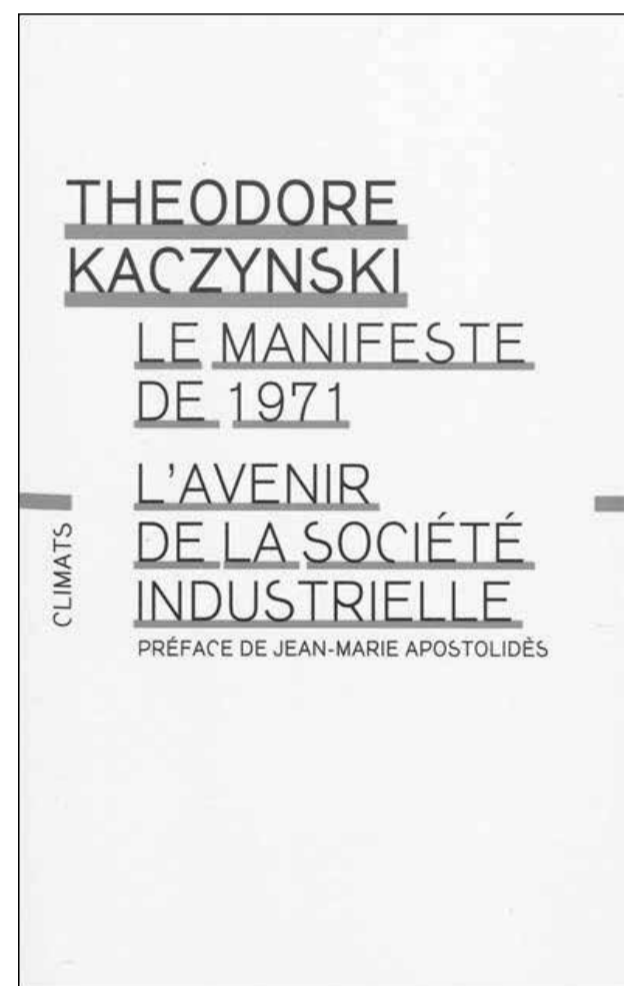
LA POSTÉRITÉ DE THEODORE KACZYNSKI : « IL N'AVAIT PEUT-ÊTRE PAS TORT »

Avec le recul, la vision alarmiste du monde moderne que Ted Kaczynski a filée et creusée inlassablement durant plus de cinquante ans impressionne par sa vigueur et sa cohérence globale. Surtout, elle apparaît prémonitrice voire prophétique à bien des égards. Au fur et à mesure de l'accélération de la dévastation de la planète par le techno-extractivisme, de la chute de la biodiversité, du développement des outils de surveillance de masse, de l'intelligence artificielle et des projets d'ingénierie transhumaniste, il semble que le pessimisme de Kaczynski et son constat de l'impossibilité d'une réforme graduelle et pacifique du système-monde ait gagné du terrain. À titre d'illustration, outre le succès de l'ouvrage sobrement intitulé *Comment saboter un pipe-line ?*²², citons les propos récents d'Aurélien Barrau, autre brillant scientifique et logicien imparable : « Que faire quand on fait face à deux violences qui sont antagonistes ? L'état actuel du monde est un état ultra-violent. Nous sommes en train non

seulement d'éradiquer la vie sur terre, mais aussi de laisser un enfant mourir de faim toutes les cinq secondes et de faire mourir 1,5 million de personnes en Europe et sur le pourtour méditerranéen à cause de la pollution. Le monde que l'Occident contemporain façonne est ultra-violent. Si contrer cette violence demande une certaine brutalité, qu'il en soit ainsi ! »²³.

Citons pour conclure un message publié par Elon Musk sur son réseau Twitter à l'annonce de la mort de l'auteur de *L'Avenir de la société industrielle*. Après en avoir rappelé la première phrase — « La Révolution industrielle et ses conséquences ont été un désastre pour le genre humain » —, Musk l'a assorti d'un commentaire laconique : « il n'avait peut-être pas tort »²⁴. Gageons que, venant de la part de l'une des figures emblématiques du désastre technolâtre, Ted Kaczynski, qui était un adepte de l'humour noir²⁵, aurait sans doute apprécié à sa juste mesure cet hommage paradoxal.

S. Kimo.



1 Ces deux initiales donnèrent lieu aux supputations les plus fantasques ; après son arrestation, Kaczynski expliqua qu'elles signifiaient Club de la Liberté (« Freedom Club »).

2. Nous nous sommes appuyés sur la première traduction en français de Jean-Marie Apostolides ; celle-ci a été rééditée en même temps que le premier manifeste : Theodore Kaczynski, *Le manifeste de 1971 - L'Avenir de la société industrielle*, Climats, 2009 ; la traduction proposée par l'Encyclopédie des nuisances sous le titre *La Société industrielle et son avenir* est aussi librement disponible sur la Toile : <https://dissibooks.files.wordpress.com/2013/09/avenirsocieteindustrielle.pdf>.

3. A propos de psychologie, mentionnons un seul élément troublant, que Ted Kaczynski a passé sous silence puis dont il a minimisé l'importance afin de ne pas accréditer la thèse des troubles mentaux : durant trois ans, lors de ses années d'études à Harvard, il avait accepté, en compagnie d'autres étudiants, de se livrer à une expérience menée par le professeur Henry Murray ; en réalité, cette expérience s'inscrivait dans le cadre du programme secret MK Ultra de la CIA ; elle visait à détruire et manipuler la personnalité d'individus considérés ultra-agressifs, dans le cadre d'interrogatoires ; les techniques mises au point lors de cette expérience servirent plus tard à Guantánamo, en Irak et sur d'autres théâtres de guerre.

4. Notamment dans la série documentaire de 2020 « Unabomber : sa vérité » diffusée sur la plateforme Netflix ; citons encore « L'Affaire Unabomber » de Jean-Marie Apostolides ; publié à chaud dès 1996, ce livre contient de nombreux éléments intéressants.

5. *L'Avenir de la société industrielle*, § 96

6. Editions Economica, 1960, réédité en 2008.

7. Reprenant les thèses de Lewis Mumford, il songe ainsi à l'automobile qui, en quelques décennies, a totalement bouleversé et refaçonné la géographie humaine et l'espace urbain des États-Unis ; on ne peut s'empêcher aujourd'hui de penser au téléphone portable et à l'empreinte toujours plus insupportable des « QR codes »

8. *L'Avenir de la société industrielle*, § 45 ; notons toutefois que Kaczynski n'idéalise aucunement le mode de vie des communautés dites primitives de cueilleurs-chasseurs ; du fond de sa cellule, il étudia longuement la littérature anthropologique qui lui est disponible — tant par la bibliothèque de la prison que par des ouvrages que ses correspondants lui envoient — pour démolir le mythe de l'« abondance primitive » développé par Marshall Sahlins dans son classique *Âge de pierre, âge d'abondance*. Kaczynski souligne au contraire la dureté des conditions de vie de communautés qui triment parfois quinze heures par jour pour assurer leur survie de manière souvent misérable ; mais n'exercent-elles pas ainsi le processus de pouvoir qui donne son sens à la vie individuelle et collective ? Cf. dans *L'Esclavage technologique*, l'essai intitulé *La vérité au sujet de la vie primitive : une critique de l'anarcho-primitivisme*.

9. On pense ici aux « boulots à la con » théorisés plus tard par l'anthropologue anarchiste David Graeber ; Cf. *Bullshit jobs*, Les Liens qui Libèrent, 2019.

10. § 119.

11. § 173.

12. « Révolution anti-tech : pourquoi et comment ? », p. 217.

13. § 166.

14. C'est-à-dire parfaitement intégrés au système technique abhorré, et qui se sert de leur rébellion comme soupape régulatrice.

15. « Le désir de justice sociale les forcera à conserver la majeure partie du système technologique », § 201

16. § 191.

17. Pour mener à bien son objectif de destruction de l'ordre industriel à l'échelle mondiale, il prône la constitution d'une organisation révolutionnaire anti-technologie inspirée par le modèle historique des bolcheviks russes et des indépendantistes irlandais, dont il analyse longuement les avantages et les inconvénients respectifs dans sa « révolution anti-tech »

18. Et traduits en français, aux Éditions Libres : « Révolution anti-tech : pourquoi et comment ? », 2021 ; « L'Esclavage technologique », 2023.

19. « Révolution anti-tech », chapitre 2 : « pourquoi le système technologique s'autodétruit », p. 86.

20. Idem, p. 93

21. Idem, pp. 96-97.

22. Ouvrage d'Andreas Malm, publié aux éditions La Fabrique ; il a été adapté au cinéma en 2023 par Daniel Goldhaber.

23. <https://youtu.be/U7eEfaKA1bk>, France Inter, 17 mai 2022.

24. <https://fortune.com/2023/06/12/elon-musk-ted-kaczynski-unabomber-technology-destroy-humanity/amp/>.

25. Ainsi du mot qui accompagne le paquet qu'il envoie à un professeur de psychologie : « j'aimerais que vous lisiez ce livre. Toute personne dans votre position devrait le lire ». Nicklaus Suino, l'assistant du professeur destinataire, sera blessé au bras et à l'abdomen en ouvrant ce livre piégé.

Le retour du Droit ?

ENTREVUE AVEC LE JURISTE THIERRY VANDERLINDEN*

Kairos : Il semble que le droit ait repris ses prérogatives depuis quelque temps, après avoir été escamoté par l'exécutif pendant deux années de pandémie, non ?

Thierry Vanderlinden : Je ne serais pas aussi optimiste ! Car il faut quand même constater que la Cour constitutionnelle a entièrement débouté les requérants concernant le recours introduit contre la « loi pandémie » : celle-ci est considérée comme constitutionnelle et applicable dans son intégralité. Toutes les mesures prévues par cette loi ont été avalisées par la Cour constitutionnelle, qui a fait une pirouette juridique en renvoyant la responsabilité de leur application concrète aux bourgmestres et gouverneurs de province. Autrement dit, lorsque ces derniers prendront effectivement des mesures concrètes (confinement, port du masque, interdiction de rassemblement, etc.) lors d'une nouvelle pandémie, les citoyens devront alors introduire des recours devant les Tribunaux ordinaires et/ou le Conseil d'État : on ne peut que constater que la Cour s'est débarrassée de cette question en renvoyant à d'autres ! La conséquence est qu'il appartiendra à chaque citoyen d'agir individuellement dès le moment où il estimera que les mesures décrétées violent les droits fondamentaux, ce qui risque d'entraîner une dispersion des énergies et une augmentation des coûts... De manière générale, on peut dire que le Conseil d'État et la Cour constitutionnelle ont bien rempli leur rôle de service après-vente du gouvernement : ces juridictions ont accepté la réclamation, mais ont indiqué : « *Désolé, mais en vertu de tel et tel article et de tel et tel principe, on ne peut donner suite à votre recours.* » Le Conseil d'État, en 2020-21, a signé tous les arrêtés du gouvernement, quels qu'ils soient, a donné des avis positifs, à tel point que de mauvaises langues disent que le Conseil d'État s'est transformé en Conseil de l'État, ce qui n'est pas exagéré. Ils ont presque dit au gouvernement comment il fallait procéder pour que les arrêtés soient acceptables. Concernant les législations « pandémie », des recours contre le Décret wallon et contre l'Ordonnance bruxelloise ont également été introduits. Le Décret wallon, en particulier, est tout à fait ahurissant puisqu'il autorise les inspecteurs de l'Agence pour une vie de qualité (AViQ), qui ne sont même pas des médecins, à obliger quelqu'un à rester chez lui ou suivre un traitement médical, mais sans préciser de quel traitement il s'agit : on peut penser évidemment à la vaccination ! Ils peuvent aussi saisir les animaux domestiques et les exterminer s'ils l'estiment nécessaire. La cerise sur le gâteau est la troisième option en cas de désaccord avec ces mesures-là : vous devez rejoindre un « lieu destiné à cet effet » (sic !) sans autre précision : on peut penser aux camps d'internement comme il y en a eu, semble-t-il, au Canada et en Australie.

Concrètement, ça veut dire que si demain le gouvernement wallon décrète qu'on entre dans une pandémie, les mesures inscrites dans le Décret peuvent être appliquées ?

Attendons l'arrêt de la Cour, prévu au mois de septembre. Je ne peux pas le prévoir, mais tout porte à croire que ce sera négatif, car il y a une tendance générale dans les instances supérieures – Cour de cassation, Conseil d'État, Cour constitutionnelle – à entériner l'ensemble des législations et des arrêtés pris par le gouvernement depuis le début de la crise sanitaire. Prenons un exemple. Le Tribunal correctionnel de Courtrai, statuant en degré d'appel d'un Tribunal de police, avait considéré que les mesures relatives au port du masque étaient illégales, ou en tout cas contraire aux principes fondamentaux tels qu'édictés dans la Constitution et dans la Convention européenne des droits de l'homme. Malheureusement, le Parquet général est allé en cassation et a gagné... Il reste un recours possible devant la Cour européenne des Droits de l'homme à Strasbourg, mais dans ce cas-ci le délai est évidemment expiré. Pour l'avenir, on pourrait l'envisager, par exemple pour le Décret wallon, mais ça nécessite un important travail de réflexion juridique (et donc un coût !), et il n'est pas certain qu'on obtienne gain de cause.

Peut-on passer aux bonnes nouvelles ? D'abord l'arrêt de la Cour d'appel de Liège concernant la prolongation du Covid Safe Ticket.

Oui, une victoire ! C'est un arrêt de la Cour d'Appel de Liège qui a été rendu au printemps dernier. Le Tribunal de première instance de Namur avait déjà donné raison aux requérants qui estimaient que la décision de prolonger le CST par la Région wallonne n'était pas suffisamment fondée. Celle-ci, après quelques hésitations, est finalement allée en appel, et mal lui en a pris puisque la décision du Tribunal de Namur a été confirmée par la Cour d'Appel de Liège dans un arrêt assez long et bien motivé. Il faut préciser que ces

juridictions statuaient en référé, ce qui signifie qu'elles rendent des décisions provisoires et se contentent de dire qu'à première vue, il semble que les arguments présentés sont pertinents. Il faut donc recommencer le débat devant un autre tribunal qui va vraiment creuser la question et dire si les arguments sont fondés ou non. Cette instance-là est en cours et on n'aura sans doute pas de décision avant un « certain » temps.

Une demi-victoire, alors ?

Oui et non, c'est quand même une victoire de principe. Voilà deux instances judiciaires qui confirment la position de l'asbl Notre bon droit et qui donnent tort à la Région wallonne. La confirmation en appel est importante car elle montre que le discours des autorités officielles n'est pas infaillible et surtout n'est pas irréfutable, c'est-à-dire qu'on peut en apporter la preuve contraire. C'est une défaite pour la doxa, qui se veut être la seule vérité acceptable. Cela montre aussi que les pouvoirs publics sont tenus de prendre des décisions justifiées et fondées, c'est donc une consécration de l'Etat de droit : on n'est plus sous l'Ancien régime ! C'est le rôle du pouvoir judiciaire – le troisième pouvoir – de contrôler les actes du pouvoir législatif et exécutif, de vérifier la conformité de leurs décisions avec les lois et la Constitution. Ici, il faut bien se rendre à l'évidence que ça n'avait pas été le cas. La presse dominante a d'ailleurs relayé l'information, *Le Soir* l'a même mis à sa Une du 19 avril 2023. Cela devrait encourager les citoyens et les associations à ne jamais courber l'échine. Même si la chronologie exacte de cette affaire-ci n'était pas idéale – puisque la mesure avait été levée entretemps – au niveau des principes fondamentaux, ça reste une belle victoire.

La Région wallonne peut-elle aller en cassation ?

Oui, mais elle a intérêt à bien réfléchir, car elle s'est déjà plantée deux fois, sa crédibilité est en jeu. Un pourvoi en cassation prend du temps, coûte cher, nécessite un travail d'analyse juridique assez approfondi et il n'est pas recommandé de le déposer à tort et à travers. À ma connaissance, il semble que la Région wallonne n'ait pas introduit de pourvoi, ce qui laisse supposer qu'il n'y avait pas suffisamment d'arguments juridiques pour le faire. Dans ce cas, on aboutirait à un jugement définitif « coulé en force de chose jugée », c'est-à-dire qu'il n'est plus susceptible d'être frappé d'un recours et qu'il est opposable à tout un chacun : il devient « parole d'évangile », en quelque sorte.

Y a-t-il une deuxième bonne nouvelle ?

Oui, un autre arrêt de la Cour d'appel, de Bruxelles cette fois, toujours dans le contexte sanitaire. Le collectif Zone libre avait édité des *flyers* qui reprenaient le visuel des *flyers* de l'AViQ qui faisaient la promotion de la bonne santé des Wallons grâce à la vaccination. Sur leurs visuels figuraient des citoyens lambda souriants et enchantés de se faire vacciner. À Bruxelles, il y avait la même campagne « Je me vaccine.be ». Zone Libre l'a retraduite en « *Est-ce que je me vaccine ?* », expliquant sur son site que se faire vacciner n'était peut-être pas aussi évident, présentait des dangers, des risques d'effets secondaires, et que surtout il y avait des alternatives à la vaccination – étayées scientifiquement –, ce dont aucun pouvoir public n'a jamais parlé. Ceci est une violation de la loi de 2002 sur le Droit des patients qui dit clairement que le médecin a l'obligation d'informer le patient de toutes les solutions médicales possibles pour que celui-ci puisse donner son consentement libre et éclairé sur le traitement qu'on va lui proposer. Dans la crise sanitaire, le discours officiel répétait qu'il n'y avait qu'une seule solution, la vaccination, alors que celle-ci n'est qu'une possibilité. Il y en a d'autres, non seulement plus efficaces, mais surtout beaucoup moins invasives, comme le disait Zone libre en reprenant à peu près le même visuel que celui de l'AViQ. Celle-ci s'est opposée et a assigné l'éditeur responsable des *flyers* devant le Tribunal de première instance pour non-respect des droits d'auteur ! Celui-ci a donné raison à l'AViQ, mais heureusement Zone libre a interjeté appel, et bien lui en a pris parce que la Cour lui a donné raison à 100% : il n'y a pas lieu d'évoquer la notion de droits d'auteur parce que les *flyers* de l'AViQ n'ont rien de particulier et que le visuel a été récupéré à partir d'Internet. Deuxièmement, a dit la Cour, le *flyer* de Zone libre exprime une opinion différente, mais sur le ton de l'humour et de la dérision, ce qui fait partie de la liberté d'expression. La Cour ajoute : « *Est ce que je me vaccine ? Oui, c'est une question qu'on peut se poser.* » Le citoyen a des raisons de se poser des questions et donc « *est ce que je me vaccine ?* » correspond à l'état d'esprit d'une partie de la population. Cet arrêt, qui statue sur le fond, montre deux choses importantes : d'abord,

le discours officiel n'est pas invincible, ensuite l'humour est une arme extrêmement efficace.

Est-il envisageable de porter plainte par exemple contre la RTBF, qui a participé activement, avec d'autres, à la désinformation ou la mésinformation, alors qu'elle relève du domaine public ?

Il y aurait un travail important à faire, d'abord recenser toutes les affirmations fantaisistes : là, *Kairos* est bien placé ! Ensuite, il faudrait confronter celles-ci à la réalité et aux thèses scientifiques qui viennent contredire ces affirmations fantaisistes. Il y a sans doute plusieurs avocats qui seraient ravis de pouvoir entamer des actions dans le domaine de la propagande...

Ce qui est intéressant aussi, c'est que les médias ne reviennent pas sur ce qu'ils ont dit...

En effet, ils sont enfermés dans leur propre logique, et c'est quelque part une arme pour nous. Jusqu'au dernier moment, ils affirmeront qu'on est tous des complotistes, que leur discours est le seul valable. Il n'est pas pensable pour le pouvoir politique ni pour les médias, jusqu'à preuve du contraire en tout cas, de changer de point de vue. Ça devrait jouer en notre faveur parce qu'il y a quelques magistrats qui seraient certainement sensibles à cet argumentaire-là. Mais ça nécessite une étude plus approfondie, il faudrait réfléchir à ça posément.

Terminons en « apothéose » avec EVRAS !

C'est l'acronyme de Éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle, un programme qui a démarré au début des années 2000 de manière discrète au niveau de l'OMS, et en Belgique à partir de 2011-12. Comme un banc d'essai, quelques animations ont été faites dans les écoles, sporadiquement. Ça ne faisait pas l'objet d'un programme obligatoire en Fédération Wallonie-Bruxelles. Puis les années ont passé, les mentalités ont prétendument évolué. Le mouvement LGTBQIA+ – vis-à-vis duquel je n'ai pas d'opinion particulière – a pris de l'ampleur dans les discours officiels, officieux, associatifs et autres. Des subsides semblent avoir été alloués à gauche et à droite, et les ministres wallons de la Santé et de l'Enseignement ont cru bon de mandater le monde associatif pour rédiger un guide, sorti il y a déjà deux ans, une brique de 200 pages dont les éditeurs responsables sont l'Asbl O' Yes et la Fédération des centres de plannings familiaux. L'objectif est de sensibiliser les élèves à partir de cinq ans aux concepts de la vie relationnelle, affective et sexuelle. Il est certainement opportun de sensibiliser les jeunes aux relations affectives, à la tolérance vis-à-vis de différents types de relations, comme l'homosexualité, qui sont parfois en dehors des normes traditionnelles telles qu'elles sont notamment transmises par le milieu familial. Personnellement, je pense que c'est une bonne chose : dans le domaine affectif et relationnel, c'est la tolérance et l'ouverture d'esprit qui doivent prévaloir. Une tout autre affaire est la sexualité, bien présente dans le guide, jusqu'à parler en toutes lettres de la masturbation, de l'orgasme, de la taille des seins, de l'utérus, des sextos, de la pornographie, dont on liste les avantages et les inconvénients ! Alors quel est le problème qui se pose ? J'entends les professionnels de la santé des enfants, pédopsychiatres et psychologues, nous dire que proposer un discours relatif à la sexualité à partir de cinq ans relève d'une effraction du psychisme¹. Les sites Sauvons Nos Enfants et Innocence En Danger donnent des informations à ce sujet. L'effraction est une notion de pédopsychiatrie qui, apparemment, a été totalement absente des considérations des rédacteurs du guide, ce qui est très préoccupant. Parmi ceux-ci, aucun représentant des milieux scientifiques, pas de pédopsychiatres ni de psychologues spécialisés dans la matière. C'est quand même assez singulier et interpellant. Donc, on peut se demander si le choix des pouvoirs publics n'a pas été d'ordre idéologique en donnant une place aussi importante à des associations qui défendent certains points de vue dans le domaine de la sexualité. Mais que dit la loi ? Le législateur ne s'y est pas trompé, ce côté « effractant » est repris textuellement dans le code pénal. Il s'agit de l'article 417 qui, par bonheur, a été entièrement revu il y a un an et demi à peine par le ministre de la Justice, que l'on peut saluer ici au passage, qui a jugé opportun de remanier complètement le concept, notamment par rapport à la vague inquiétante des sextos et « *nudes* », qui consistent en la représentation de l'intimité de partenaires ou d'anciens partenaires et qui sont évidemment contraires à la notion générale de bonnes mœurs. Cette matière a été rigoureusement réglementée et deux principes ressortent de l'article 417. Le tout premier et le

LE RETOUR DU DROIT ?

Propos recueillis en direct par Bernard Legros et Alexandre Penasse

plus important est qu'il n'y a pas de majorité pénale en dessous de l'âge de 16 ans, ce qui veut dire que tout enfant jusqu'à l'âge de 16 ans est légalement incapable de donner son consentement dans les matières relatives à la sexualité. Or imposer un enseignement standardisé dans le domaine sexuel est en contradiction avec ce principe ! Les pédopsychiatres diront que c'est un abus au niveau du psychisme : un mineur est psychologiquement incapable de donner un consentement valable, et c'est confirmé par le code pénal qui prononce des peines aggravées dès le moment où ces animations sont données en classe par des animateurs qui sont dans un rapport d'autorité avec les enfants. Je signale au passage que, jusqu'à présent, toutes les animations se sont faites en dehors de la présence du professeur ou de l'instituteur en charge des enfants, sous prétexte qu'il ne faut pas que les enfants soient influencés par leur enseignant ; il s'agit là d'une atteinte à l'intégrité sexuelle, second principe de l'article 417. On veut que les enfants soient isolés de tout contexte adulte et qu'ils puissent s'exprimer valablement (?) sur des sujets qui les dépassent². Il y a déjà de nombreux témoignages rapportant que les enfants sont passablement traumatisés, perturbés. Des campagnes de plainte sont envisagées, notamment par une lettre-type³ que les parents peuvent adresser à la Direction de l'école de leurs enfants pour demander que ceux-ci soient dispensés de ces animations. Apparemment, à en croire le discours officiel de la ministre, EVRAS sera obligatoire à partir de la rentrée 2023, avec la priorité mise sur les classes de sixième primaire et

quatrième secondaire. Les documents officiels sont en train d'être votés au Parlement wallon. Ils ont fait l'objet d'un premier vote en commission restreinte par les partis membres de la majorité qui, en vertu de la discipline de parti, n'ont pu faire qu'une seule chose, voter en faveur de cette disposition. Mais théoriquement, tant que le Parlement ne l'a pas voté, le Décret n'est pas d'application.

Et ce débat sera public ?

Le débat devant le Parlement est public, par définition (c'est à huis clos seulement s'il y a des personnes en cause). Tout citoyen peut le suivre ou simplement être présent à l'entrée du Parlement pour sensibiliser les parlementaires à la problématique de ce projet de décret. Tant que le décret n'est pas voté, il est impossible, politiquement parlant, aux ministres, d'imposer le guide EVRAS en milieu scolaire. Pour conclure, plus que jamais il est important de déposer des recours, des plaintes, de ne pas se laisser faire. Une plainte déposée au commissariat de police locale peut aboutir à la police judiciaire qui sera certainement sensible à cette situation et la transmettra au Parquet. Et on peut espérer qu'au sein du Parquet, il y ait des magistrats qui réagissent.

Propos recueillis en direct par Bernard Legros et Alexandre Penasse, août 2023.

*Thierry Vanderlinden est juriste et a été avocat au Barreau de Bruxelles pendant 10 ans ; il a ensuite coordonné l'Opération de rénovation urbaine du Quartier Botanique à Bruxelles, et a dirigé pendant près de 15 ans l'équipe de l'Aide locative de Mons au sein du Fonds du logement wallon. Il pratique aussi professionnellement la ferronnerie d'art depuis 35 ans.

1. Il est erroné d'affirmer que les enfants ont une sexualité dès la naissance, sous prétexte qu'ils sont sexués, alors que la sexualité ne se développe qu'avec la montée des hormones à la puberté. Cela reviendrait à dire que parce que les enfants naissent avec des jambes, ils savent marcher !
2. À ce sujet, il est vain de parler de « droits sexuels des enfants », notion inexistante en droit belge et international.
3. Cette lettre-type est disponible sur la page d'accueil du site : <https://sauvonsnosenfants.weebly.com/>

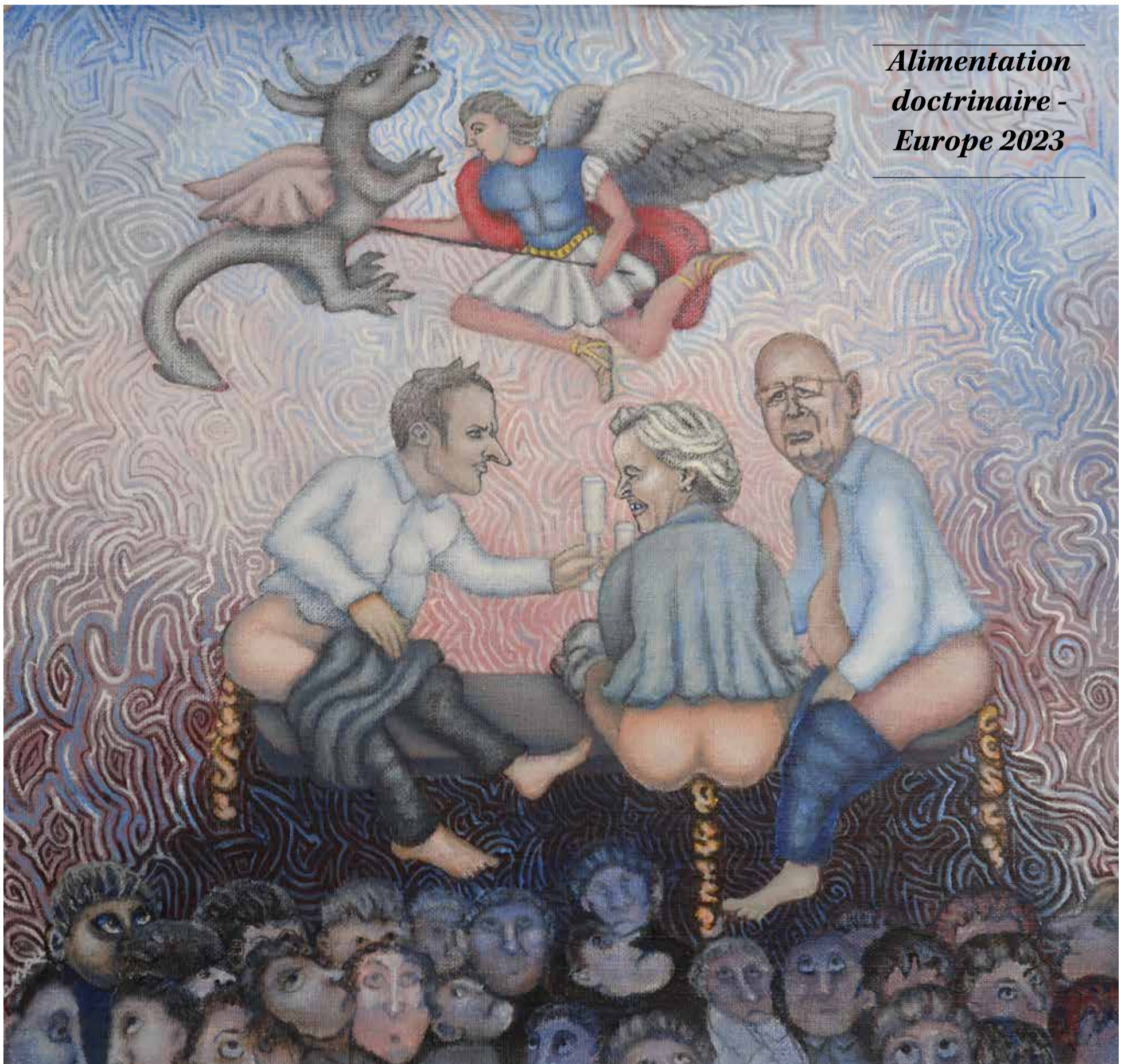


Illustration : Cassou

Êtes-vous influençables ?

Une manière de diffuser de la publicité qui prend de plus en plus place est celle portée par les influenceurs. Ceux-ci sont des personnes qui, par leur statut, leur position dans la société ou leur exposition médiatique, sont des relais d'opinion susceptibles de propager des idées dans le monde du numérique. Les publicitaires ont vite flairé le bon filon et les influenceurs les plus consultés sont devenus des écrans-sandwichs pour les marques. C'est au nombre de *followers* (suiveurs réguliers) et de *likers* (qui aiment) que les influenceurs sont repérés et rétribués. La majorité des porteurs de publicité sont ceux qui conseillent sur les habitudes de consommation. Il est alors aisé de faire accroire que pour être un bon consommateur, il faut se procurer le produit X ou Y. Les secteurs de la mode/beauté et du *lifestyle* dominant, suivis par le tourisme, la *high-tech*, le sport, l'alimentation et les animaux.

Les supports de cette activité peuvent être des blogs (156 millions de blogs et près d'un million de nouveaux articles sur blogs sont publiés chaque jour), mais la majorité des producteurs de messages utilise les réseaux sociaux. On les trouve donc sur Instagram, Facebook ou TikTok, voire sur leur chaîne YouTube. À partir du moment où ils et elles atteignent un certain nombre de surfeurs, les influenceurs et surtout influenceuses sont grassement payés pour faire de la publicité pour tel ou tel produit ou service. La rémunération de ces publicitaires nouveau style est naturellement fonction du nombre de surfeurs touchés par les messages de l'influenceur.

Comme le secteur n'est pas régulé, il est dépeint comme une jungle où prospèrent des arnaqueurs, personnes peu recommandables qui produisent de la tromperie et des contenus frauduleux. Selon la plateforme de marketing Hyper Auditor, 40% des influenceurs belges sur Instagram seraient impliqués dans des fraudes. Le rappeur Booba a utilisé le terme d'« *influvoleurs* » pour dénoncer ceux et celles qui utilisent leur notoriété pour faire vendre des contrefaçons ou de faux « bons plans » financiers. Des observateurs de la toile estiment qu'en Belgique le secteur devrait être encadré comme c'est le cas en France. Hélas, on se heurte à un désintérêt et à une méconnaissance du monde du *marketing* d'influence de la part des autorités.

À partir du moment où la publicité payante est entrée dans ce secteur numérique particulier, on devait se douter que certains allaient se livrer à des pratiques condamnables. Il faut dire que les montants circulant dans ce domaine particulier du web sont, rien qu'en Belgique, seraient d'environ 50 millions d'euros par an. De quoi attirer les requins.

Ce type de publicité a l'avantage, par rapport aux supports traditionnels, de pouvoir cibler son audience. La communauté que visera à toucher un influenceur sera définie selon l'aire géographique, l'âge ou autres critères. Cela permet aux agences de publicité de savoir si les consommateurs touchés correspondent aux produits qu'elles doivent faire connaître. Cela permet même à celles-ci d'évaluer le retour sur investissement que peut leur apporter un influenceur donné.

Les auteurs de ces conseils en ligne souvent ne disent pas qu'ils ont pour but de propager de la publicité. Des conseils de maquillage sont ainsi nombreux et donnent des recettes pour être belle. Mais au détour d'une promotion de maquillage, on trouve, et pas par hasard, le nom d'une crème ou autre produit miracle qui permet d'« empêcher le vieillissement » des peaux « matures ».

Le manque de transparence de cette activité numérique permet de masquer la publicité qui est le but réel d'un producteur de messages. On atteint un sommet de la manipulation quand on suggère des opérations de chirurgie esthétique. De même, cliniques et médecins, pourtant interdits de publicité par la loi et la déontologie, profitent de ce support non contrôlé pour se vendre sur la toile. Un encadrement des pratiques de mise en ligne de publicités devrait donc être mis en place par les législateurs pour empêcher de telles pratiques délictueuses.

Se faire payer est rarement un moyen d'être rémunéré suffisamment pour considérer le travail d'influence comme un « métier ». Toutefois, un contributeur ne se voit parfois considéré comme « influenceur » qu'à partir d'une certaine diffusion. Sur Snapchat ou Instagram, c'est à partir de 1.000 abonnés qu'on est sponsorisé, mais il faut, au moins, 20.000 abonnés pour commencer à obtenir un peu de revenus et 50.000 pour réellement commencer à toucher des

émoluments significatifs. Parfois, quand on contacte des centaines de milliers de personnes, les sommes perçues peuvent devenir une activité à plein temps. Avec un million d'abonnés, une unique publication Instagram peut se monnayer 12.000€. Un tel niveau de bénéfices et de diffusion mériterait un encadrement sévère et un code de déontologie comme l'ont les journalistes actifs sur les médias traditionnels. Avec l'essor des smartphones, les réseaux sociaux deviennent encore plus omniprésents, un support idéal pour les marchands de rêve numérique.

Ainsi donc, les influenceurs prennent de plus en plus la place des médias traditionnels auprès d'une grande partie du public. Suivis parfois par des milliers, voire des dizaines de milliers de fidèles, ils sont devenus une source de divertissement et d'information auprès de larges communautés spécifiques. La personnalisation de la publicité, leur mise en scène personnelle a un impact très important. Ceci confère aux influenceurs des devoirs et responsabilités, auxquelles ils ont rarement été préparés et qu'ils négligent allégrement.

Certains imaginent maintenant utiliser l'intelligence artificielle comme alternative non-humaine aux influenceurs. Selon des chercheurs, de telles entités virtuelles, encore émergentes, peuvent concurrencer les influenceurs humains en termes de capacité de fascination et de nombre de *followers*.

Encore balbutiante il y a une dizaine d'années, « l'industrie » de l'influence a grandi trop vite et de façon chaotique : tricherie, achats massifs d'abonnés, fausses promesses, cibles mal définies. Les influenceurs profitent de certaines marques souvent anciennes et qui, essayant de paraître modernes, se lancent dans ce créneau qui est pourtant un véritable Far West.

On estime que, bientôt, l'ensemble du secteur pourrait brasser des milliards de dollars. Cela mérite certainement que les autorités se penchent et répriment les pratiques douteuses de trop d'influenceurs.

Alain Adriaens

Manuela Cadelli
La légitimité des élus
&
l'honneur des juges

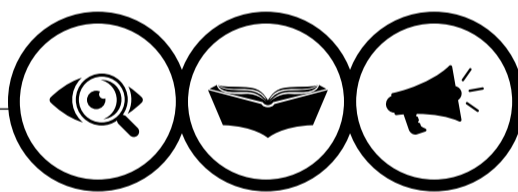


L'arrêt de la Cour d'appel de Liège condamnant la Région wallonne pour l'illégalité de la prolongation du Covid Safe Ticket (cf. *Le Soir*, 19 avril 2023) vient à posteriori corroborer ce qu'écrivait le juge Manuela Cadelli un an plus tôt. Son essai milite pour l'État de droit et contre le discours de droite qui délégitime le pouvoir des magistrats face à l'esprit du temps et/ou à la volonté générale s'exprimant par le vote, ce qui se concrétisa jadis dans le totalitarisme nazi, et encore de

nos jours dans des régimes illibéraux (Russie, Pologne, Hongrie). L'auteure revisite l'histoire, de la Révolution française à la Seconde Guerre mondiale en particulier, pour montrer que le droit, quand il est inféodé au politique, n'est plus en mesure de garantir les libertés et la morale. Or, « *Le Droit est par nature étranger à la décision politique* », « *n'est pas là pour rendre des services aux puissants, à l'État ou à la conjoncture* », « [...] *la mission des juges consiste à rappeler les limites du Droit aux gouvernants élus qui les franchiraient pour séduire leur électoral* » et « *les actes cruels et barbares posés par les autorités d'un État [sont] illégaux même si la loi nationale les autoris[e]* ». Le droit a une fonction dogmatique, anthropologique et morale valable en toutes circonstances, destinée à conjurer la banalité du mal, en partant du « *Plus jamais ça !* » clamé à la Libération, suite à l'Holocauste et au procès de Nuremberg. De plus, l'auteure a eu la bonne idée de faire le lien avec la gestion du covid, scandaleuse également d'un point de vue juridique. Pour les besoins de sa démonstration, elle convoque Sartre, Jankélévitch, Arendt, Merleau-Ponty et surtout Kant et son impératif catégorique. Nous retiendrons que le régime néolibéral (globalisation, empire du management, normalisation technique) est incompatible avec l'État de droit qui doit assurer la protection de tous, y compris les migrants et les pauvres. En ces temps de brouillage dans la séparation des pouvoirs, voici un appel bienvenu, que certains jugeront peut-être trop occidentalocentré.

Manuela Cadelli, *La légitimité des élus et l'honneur des juges*, Samsa, 2022, 334 pages.

B. L.



Une fois n'est pas coutume. Laissez-vous embarquer dans une BD qui, finalement, n'en est pas une ! Ce sont 87 pages de questionnement sur la décroissance, le climat, le covidisme, la politique, et sur notre société de consommation. Des pages émaillées de dessins amusants et percutants, de mots incisés glissés çà et là au gré des phylactères qui légendent les planches. Vito pose aussi les vraies questions. Son ouvrage regroupe une partie des articles parus dans *La Décroissance* et des dessins publiés dans la presse indépendante au cours des trois dernières années. L'auteur veut surtout montrer qu'il existe des alternatives au « toujours plus vite », « toujours plus loin », « toujours plus cher ». Il aborde des notions telles que le low-tech, la « vélorution », le solaire thermique, les éco-lieux... avec une plume ou un crayon qui frappe là où ça fait du bien... ou du mal ! C'est coloré, intéressant, divertissant, ne serait-ce que par son « jeu de l'oie » en page 26 : petit bijou d'humour satirique.

Vito, *La raison du plus simple*, auto-édition, 2022, 87 pages.

Marie-Ange Herman



En 1955, Claude Lévi-Strauss dénonce avec *Tristes tropiques* les ravages de la civilisation mécanique sur les cultures dites « primitives » des peuples amérindiens du Brésil. L'ouvrage remporte un succès immédiat et s'impose d'emblée comme un classique. En 1973, *Tristes campagnes* de Bernard Charbonneau démontre que point n'est besoin de se rendre au bout du monde pour constater le caractère destructeur du pseudo-progrès techno-in-

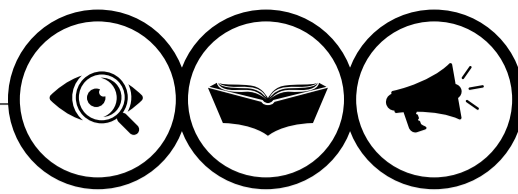
dustriel sur les pays, les paysages et l'art de vivre de nos propres sociétés. Cet amoureux du Béarn et des Pyrénées décrit, avec la minutie d'un géographe et la poésie d'un humaniste profondément imprégné du sens de la nature et des hommes qui l'ont patiemment constitué au cours des siècles, la destruction de son monde. Constitué pour l'essentiel de paysans pratiquant la polyculture forts d'une connaissance intime de leur environnement nourricier, le Béarn avait été relativement épargné par la révolution industrielle. Or, à une vitesse stupéfiante, en moins de trente ans, sous le regard consterné de Charbonneau, ce monde va s'écrouler sous les coups de boutoir d'une modernisation triomphante, dont l'exploitation du gaz de Lacq, l'imposition de la monoculture du maïs hybride, la bagnole et le tourisme de masse constituent les vecteurs principaux. « *À l'origine de cette mue qui a bouleversé un pays plus qu'il ne l'a été depuis le néolithique, il n'y a pas eu de conscience, l'instinct du pouvoir et des affaires a tout mené* ». À sa sortie, *Tristes campagnes* n'a pas rencontré le succès de l'ouvrage de Lévi-Strauss, ce qu'il eût pourtant mérité tout autant : « *On pleure les Indiens des autres, mais on tue les siens* » ! Cinquante ans après sa première parution, la réédition de ce classique méconnu est plus que bienvenue. Il est frappant de constater à quel point, servies par une écriture magnifique, les analyses de Charbonneau n'ont pas pris une ride. À l'heure du techno-contrôle, leur caractère visionnaire acquiert une dimension prophétique : « *Cette société est en chute accélérée vers un avenir dont nous ne savons rien, sinon qu'il dépassera nos rêves les plus délirants : qu'il s'agisse d'un chaos final, ou au contraire d'une organisation – d'une caserne – mondiale où toute liberté, toute différence sinon toute hiérarchie serait abolie* ».

Bernard Charbonneau, *Tristes campagnes*, L'Échappée, 2023, 228 pages.

F. M.



Une approche intéressante, mais en partie contestable et incomplète. Le phénomène pointé : la reprise d'une part du projet écologiste par des milieux nationalistes et réactionnaires. Reprise, comme le montre Madelin, en partie opportuniste (concernant les politiciens), mais aussi réelle, dans divers mouvements. Il convenait de le mettre en évidence, car une partie de ces mouvements critique la modernité au point de remettre en cause des valeurs humanistes et démocratiques essentielles. Madelin amène aussi des nuances de



VU, LU, ENTENDU

qualité, par exemple en récusant les simplismes et amalgames d'un Luc Ferry (qui s'évertue à relier toute écologie radicale à l'extrême droite), ou en rappelant que le fondateur de l'écologie profonde, Arne Næss, était le contraire d'un nazi, car c'est du côté de la Résistance qu'il s'est battu. Autre intérêt : montrer que les discours écologistes des régimes hitlérien, mussolinien et pétainiste n'étaient précisément que des discours, leurs politiques concrètes ayant été un développement industriel et technologique sans frein. Il est cependant contestable de placer dans la catégorie de fasciste l'ensemble des mouvements abordés par le livre. Madelin le reconnaît en partie, mais par le titre qu'il a choisi, il contribue à des simplifications qu'il essaie pourtant d'éviter. Autre critique : Le silence sur l'idéologie et les agissements des « élites » du genre du Forum de Davos (mentionné une seule fois et très brièvement). En effet, ces milieux font des enjeux écologiques un prétexte à leurs visées de gestion autoritariste au niveau mondial (fantasme de rationalisation généralisée par la technologie — en particulier numérique — et par le « haut »). On pourrait donc parler d'une forme d'écofascisme bien plus puissante et donc dangereuse, à l'heure actuelle en tout cas, que celles abordées dans l'ouvrage. Certes, en parler expose facilement à l'anathème de complotisme...

Pierre Madelin, *La tentation écofasciste, Écosociété, 2023, 266 pages.*

D. Z



Rédigé par un petit nombre d'universitaires, cet ouvrage ne restera pas dans les annales. Tout d'abord, il est très compliqué d'adhérer au style académique et opératoire que nous proposent les auteurs au travers des 195 pages du livre. Il est tout aussi ardu de consentir sans broncher au contenu qui laisse supposer que nos systèmes politiques parlementaires basés sur les élections sont démocratiques. Aucune référence par exemple n'est faite aux écrits (voir l'ouvrage de l'historien québécois Francis Dupuis-Déri *Démocratie : histoire politique d'un mot* ou encore celui du politologue français Bernard Manin *Principes du gouvernement représentatif*) qui démontrent, à l'aide de documents de l'époque, à quel point les fondateurs de la « démocratie représentative » (tels qu'Emmanuel Sieyès, pourtant cité dans l'ouvrage) étaient des bourgeois farouchement opposés à la démocratie. Si certains textes s'attardent longuement sur la Constitution, nous ne retrouvons aucune mention quant au fait que ce sont ceux qui écrivent celle-ci (les politiques) qui devraient le plus la craindre (les politiques). De plus, le manuscrit est gangrené par la Novlangue. C'est ainsi par exemple que le lecteur rencontrera sur sa route le terme étrange de « *démocratie capitaliste* » (comme si le modèle capitaliste ne s'appuyait pas sur la classe bourgeoise qui occupe les étages les plus importants du pouvoir grâce aux élections pour faire fructifier ses avoirs). Signe d'une civilisation qui a laissé l'Oncle Sam envahir son espace littéraire, certaines citations sont de surcroît proposées en anglais sans aucune traduction. Bref, voici une œuvre qui démontre bien malgré elle que ce n'est pas forcément à l'Université que l'on apprend le mieux à faire un bon usage de la critique-critique (mention spéciale néanmoins au professeur de droit Philippe Coppens et à son chapitre « *Le droit est-il compatible avec la justice ?* », plus digeste que les autres).

Philippe Coppens, Matthieu de Nanteuil, Isabelle Ferreras & Marc Verdussen (dir.), *La démocratie à l'épreuve, entre transition constitutionnelle et défi écologique, Le Bord de l'eau, 2023, 195 pages.*

K. C.



Les lecteurs de notre confrère *La décroissance* connaissent Léandre, présent par ses dessins et caricatures en couleur à la ligne claire et épaisse. Son premier recueil est une excellente façon de le découvrir ou de s'offrir une nouvelle bonne tranche de rire, parfois amère, tant les sujets abordés sont préoccupants, voire calamiteux : urbanité déshumanisante, abêtissement généralisé, relations sociales, amoureuses, amicales et familiales détériorées par la folie numérique et l'hystérie sanitaire, bouleversées par le spectre de la guerre et le wokisme. « *T'as vu le procès Johnny Depp/Amber Head ? Ça m'a passionné, je l'ai suivi de bout en bout !* » — « *Bof, je m'intéresse plus à l'affaire Assange* » — « *C'est qui ?* », échangent deux personnages. Dans ses *Écrits corsaires*, Pier Paolo Pasolini relevait ceci : « *Ils croient que préférer le sérieux au rire est un moyen viril d'affronter la vie* ». L'ironie parfois féroce dans la dénonciation de nos aliénations fait office à la fois de soupape de sécurité psychologique et de questionnement sur nos modes de vie insoutenables et déraisonnables. Léandre s'inscrit dans la grande tradition des dessinateurs de presse, citant Watterson, Binet, Pétillon ou encore Edika, parmi ses favoris. Vivement l'album suivant !

Léandre, *Le positif est de retour !, CoolLibri, 2023, 124 p.*

B. L.



Nombre d'entre nous ont lu *1984*, mais combien l'ont bien lu ? Le sous-titre est ici plus important que le titre. Mêlant des éléments biographiques à des commentaires analytiques et critiques, ce livre se présente comme une généalogie de l'œuvre la plus connue de George Orwell, entrée dans la culture populaire depuis longtemps. S. Encel souligne ce que son auteur doit à Evgueni Zamiatine, Jonathan Swift, H.G. Wells, Jack London, Arthur Koestler, James Burnham, sans oublier Aldous Huxley. Il examine la psychologie de ses personnages — l'anti-héros Winston Smith, sa maîtresse et complice Julia, le démoniaque O'Brien, les pleutres Parsons et Syme —, avant d'expliquer les concepts centraux : Big Brother, la/le novlangue, les deux minutes de haine, le livre de Goldstein, la doublepensée, l'arrêt-durcime, le télécran, le bureau 101, la vaporisation et l'annulation. Orwell fut accusé, souvent injustement, d'anti-socialisme, de sexisme, de faiblesse littéraire et d'erreurs de prédiction. Les différentes traductions ont donné lieu à moult discussions, de celle de Josée Kamoun jusqu'à la dernière en date de Célia Izoard (Agone, 2021). Reste la question de la postérité du roman. Elle s'est éclose dans les bandes dessinées, le cinéma, le théâtre et la littérature. Est-il judicieux de réactualiser *1984* ? Orwell fut-il un prophète ? Thème de discorde, mais questions auxquelles beaucoup (dont nous à *Kairos*) répondront positivement, comme les pré- et postfaciers de la dernière édition Thierry Discepolo et C. Izoard pour qui notre monde n'a jamais été aussi orwellien : avènement de la « post-vérité », technologies de surveillance toute puissantes, dégradation de la langue. La Chine aurait aujourd'hui atteint, si pas même dépassé la dystopie de *1984*. Et après ce détour asiatique inattendu qu'Orwell n'aurait pas imaginé, l'Occident est en voie de rattrapage...

Stéphane Encel, *Le monde selon Orwell. Avez-vous bien lu 1984 ?*, Le Cerf, 2023, 183 pages.

B. L.



Pour dire le contraire de ce que racontent les spécialistes qui brandissent toujours toutes sortes de documents, Michael Löwy et Olivier Besancenot ont écrit une version romancée du putsch du 11 septembre 1973 au Chili, basée sur les notes d'un diplomate américain et sur le témoignage d'une militante exilée en France, Maria Pina Valenzuela. Un petit essai bien calibré qui propose un nouveau narratif. Il est temps qu'on cesse de voir dans les dirigeants américains de vulgaires spectateurs du coup d'État d'Augusto Pinochet. Et qu'on voie en lui et ses collaborateurs d'authentiques fascistes. En quelques chapitres agréables à lire, *Septembre rouge* évoque les préparatifs internationaux du putsch et les liens entre les fascistes et les diplomates américains. Dès l'élection d'Allende en 1970, les Américains décident de l'éliminer et d'imposer aux Chiliens un programme économique ultralibéral, diamétralement opposé à celui que tente de réaliser leur président en stimulant l'autogestion et en nationalisant la production minière et pétrolière. Il décrit ensuite l'assaut décisif, l'attaque du palais de la Moneda, l'écrasement du petit groupe de combattants qui tente de protéger le président Salvador Allende, et la mort de ce dernier dans la Moneda que bombardent les putschistes. Il décrit avec beaucoup d'efficacité la débâcle — face à une armée omniprésente, à des chars et à des hélicoptères — des révolutionnaires que Pinochet a décidé d'exterminer, et des ouvriers organisés des quartiers populaires, débâcle que ne semble pas avoir prévue Allende, trop confiant dans la fidélité des forces armées, dont les chefs les plus intègres se sont fait éliminer depuis longtemps. Il évoque enfin succinctement les conséquences du coup d'État : l'élimination des dirigeants révolutionnaires et le massacre des militants qui ont tenté de mettre sur pied un État socialiste en Amérique du sud, et l'impunité totale des putschistes, même après le faux départ de Pinochet, suite à des élections qui ont lieu à la fin des années 1980.

Olivier Besancenot & Michael Löwy, *Septembre rouge. Le coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili*, Textuel, 2023, 160 pages.

Paul Willems



C'est à une vaste enquête dans les arcanes (géo)politiques du covid-19 que nous convie le professeur émérite néerlandais Kees Van Der Pijl, spécialiste des relations internationales. Un ouvrage de plus à ajouter à la liste déjà longue ? Oui, mais un ouvrage solidement documenté qui évite l'abondance des références sur Internet, trop vite associées à des « preuves ». Sa thèse est celle que nous avons défendue : ce qui est arrivé ne relève pas d'un simple problème de santé publique mais d'une stratégie biopolitique globale, d'une « *internationalisation de l'État* » qui a installé un état d'urgence permanent basé sur la peur des populations orchestrée par une opération psychologique d'envergure. « *La crise du Covid a été mise à profit, si elle n'a pas été réellement déclenchée, pour rétablir la discipline au sein de la population par le biais d'une campagne de guerre de l'information fondée sur la peur* ». C'est donc une immense fraude qu'il ne faut cesser de mettre à jour et de dénoncer. Pour l'establishment mondialiste, le contrat social issu de la Seconde Guerre mondiale est à enterrer définitivement. Doit le remplacer une société de contrôle à prétexte sanitaire et un nouveau « *collectivisme oligarchique* » (Orwell). Dans l'histoire récente, ce

projet a pour origine les attentats du 11 septembre 2001 et le krach financier de 2008, moments critiques auxquels il faut ajouter la révolution informatique et numérique, ces phénomènes prenant tous leur source aux États-Unis, avec la DARPA, la CIA, la NSA, l'OTAN, les GAFAM, et d'autres agences et lobbies moins connus. L'auteur souligne la collaboration entre les services de renseignement, les géants du web et les médias. Il est aussi un des seuls analystes à nommer le covid comme un avatar de la guerre bactériologique (virale dans ce cas-ci) préparée depuis longtemps dans les laboratoires de Fort Detrick, ainsi que dans 25 autres pays, sous la direction du Pentagone. Si la Chine y a pris aussi sa part, ses rapports avec les États-Unis sont ambigus, entre rivalité et coopération. L'implication du Forum économique mondial, des fondations Rockefeller et Gates, de l'OMS et de l'ONU est aussi décortiquée. Un long chapitre est consacré à la vaccination. C'est dans sa conclusion que je cesse de suivre K. Van Der Pijl. S'il plaide pour une démocratie radicale — là, d'accord —, il envisage aussi une « *planification numérique* », laissant entendre que le système technicien est neutre, ce qui est évidemment faux.

Kees Van Der Pijl, *Pandémie de la peur. Projet totalitaire ou révolution ?*, Perspectives libres, 2022, 376 pages.

B. L.



Depuis deux ans et demi, il y a eu peu d'ouvrages s'adressant aux jeunes qui puissent leur permettre de comprendre la portée de ce que nous avons traversé, cela dans un langage approprié. C'est ce que l'auteur japonais Aihara Akito (scenario et dessin) propose ici dans un premier manga s'inscrivant dans la catégorie *Shonen* (manga pour adolescent) au registre *Seinen* (jeune adulte). Dès le premier tome, le décor est rapidement et solidement planté : comment vivre au quotidien

quand on est un ado né dans un contexte post-pandémique dévastateur ? Les mesures de distanciation sociale sont bien entendues strictes, sous le contrôle du corps enseignant et de troupes de prévention des contaminations (sic) lourdement équipées et armées. Hata est un garçon plutôt réservé dans son lycée. Natsuki est une adolescente sportive qui est fascinée par la société d'avant qu'elle découvre en cachette par de vieux films de la collection de son père. En effet, aucun des ados de l'histoire n'a vu un visage entier depuis sa naissance. À table, en famille, on porte un voile devant la bouche ; à l'école, les lycéens déjeunent seuls dans des cabines fermées... Ainsi, c'est poussée par la curiosité et l'envie d'expérimenter ce qu'elle voit dans les films que Natsuki va entraîner Hata dans l'expérience transgressive de la découverte... de leurs visages, de leurs bouches, du plaisir partagé de se promener ensemble à visage découvert dans la nature (interdite). Que l'on soit adepte du manga japonais ou novice, adolescent ou adulte, chacun pourra mesurer l'importance des gestes simples dont il a été privé il n'y a pas si longtemps que cela. Par la ligne de dessins simples et rafraichissants, c'est l'importance du lien social qui est soulignée en gras. C'est aussi, au travers de la naïveté hésitante de ces jeunes lycéens que se construit l'apprentissage de cette humaine sensualité si nécessaire à la vie et pourtant si brutalement confisquée. Déjà deux volumes sont disponibles. Vivement la suite !

Aihara Akito, *New Normal, vol. 1 et 2*, Kana (Dargaud-Lombard), 2023, 193 pages.

Bruno Lionnet



Voici un essai caustique et radical comme il en existe peu. L'ouvrage (rédigé notamment par un informaticien « *en rupture de ban* » et dont il s'agit ici de la deuxième édition) dévoile avec adresse l'hypocrisie qui se cache derrière le discours de l'alternumerisme. Ce dernier voudrait en effet faire avaler des couleuvres aux usagers lorsqu'il prétend que la technologie est neutre et que tout dépend de la manière dont on s'en sert. Selon les chantes de ce courant, il y aurait tout

intérêt à user d'Internet autrement, c'est-à-dire d'une manière responsable (comme si cela était faisable), afin d'effacer les maux que cet outil induit. Pourtant, comme le démontrent avec clarté les auteurs, ce discours n'est que chimère, de la poudre aux yeux destinée une fois de plus à concéder aux utilisateurs le masque de la (fausse) bonne conscience. L'ouvrage illustre par ailleurs l'incompatibilité fondamentale entre décroissance et société numérique en s'appuyant sur des penseurs riches et variés, tels que Hannah Arendt, Jacques Ellul, Ivan Illich ou encore Cornelius Castoriadis pour développer son argumentaire. Il s'emploie en outre à dévoiler les discours paradoxaux qui s'agitent tant et plus au sein de la société numérique et de ses élans prétendument écologistes, comme s'il était non seulement possible, mais aussi souhaitable, de faire copuler dans une parfaite étreinte technicisme et respect de l'écosystème (et de l'homme). Même la fable du petit colibri (oiseau rendu célèbre par le philosophe Pierre Rabhi) qui invite chacun à « *faire sa part* » et que l'on n'ose jamais critiquer dans les milieux de la gauche bien-pensante en prend, à notre plus grande joie, pour sa pomme.

Julia Lainaë & Nicolas Alep, *Contre l'alternumerisme. Pourquoi nous ne vous proposerons pas d'écogestes numériques ni de solutions pour une « démocratie numérique »* (nouvelle édition), La Lenteur, 2023, 141 pages.

K. C.

Autonomie ou dépendance ? L'exemple maltais

Illustration : Chanic

L'économie ne veut voir en l'humain qu'un consommateur individuel, le plus dépendant possible, un salarié s'enfermant dans le travail, prêt à tout pour bénéficier d'une « évasion » annuelle. Or, cette vision s'oppose à notre nature profonde, autonome, spirituelle et collective. La décroissance soutenable propose de sortir de cette dépendance, notamment en renonçant au tourisme de masse. Malte est un exemple de destination touristique qui illustre la dichotomie entre toute-puissance économique et impuissance écologique.

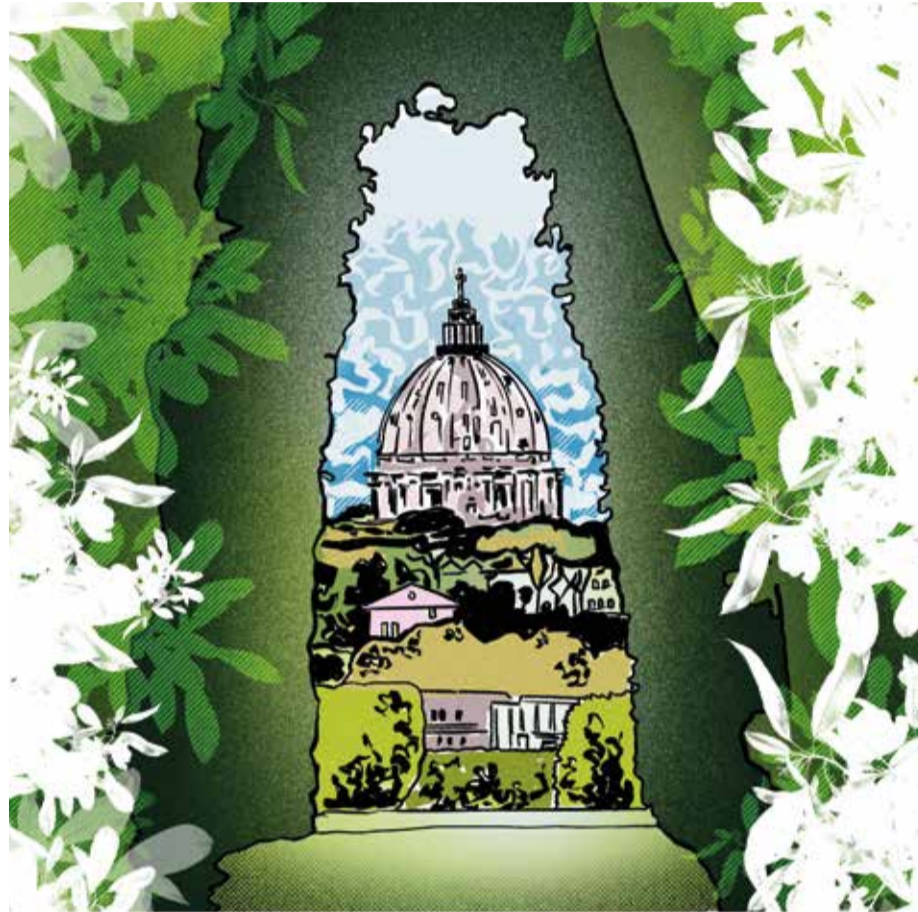
DÉPENDANCE OU DÉCROISSANCE ?

Il y a une vingtaine d'années, lorsque j'ai rejoint le mouvement antipub et les objecteurs de croissance, j'avais le sentiment d'avoir trouvé ma famille de pensée, de sortir de l'isolement et d'entrer en résistance collective. J'avais également l'impression d'être devenu vertueux (observance des 10 préceptes ; empreinte écologique égale à 1,5 ; test de Nicolas Hulot, avec le score -11) et de me retrouver face à des scélérats¹, des « je-m'en-foutistes », dans un monde pervers, nous soumettant volontairement à la tentation. Comment supporter l'inconscience de mes congénères qui continuaient à « vivre comme des porcs² » ? Comment ne pas tomber dans le mépris, le rejet, la provocation, et l'appel à la violence ? Depuis, j'ai rejoint la psychothérapie, et mon point de vue militant a évolué vers celui d'un médecin. Je rencontre une grande diversité d'individus, qui tentent de rester sains d'esprit dans des familles déstructurées et dans une société qui laisse peu de possibilités pour échapper à sa tyrannie toxique. J'accueille les blessés de la guerre économique, ceux qui ne trouvent pas leur place face aux mensonges et à l'immoralité des entreprises, ceux qui sont trop vulnérables pour la compétition et le profit, ceux qui sont en recherche de leur essence, là où la société de consommation et le travail de masse ne proposent que la performance. Ces personnes, entre normalité et handicap, souffrent de « troubles de la personnalité » et autres acronymes associés : TPB, TDA, HPI, TSA, SAP... La question commune est celle de la dépendance et du développement de l'autonomie.

Là où je voyais autrefois les tyrans responsables de tant de souffrances, ceux à l'origine de tous nos problèmes, je vois aujourd'hui une humanité pleine et entière habitant la même planète, dont il faut maintenant prendre soin. Une humanité en voie de réconciliation avec le vivant, capable d'habiter la Terre non plus en destructrice, comme le définissent le *marketing* et la publicité, mais en poète, comme nous y invite Hölderlin. Toutefois, il faut bien le constater, 2000 ans de chrétienté n'ont pas réussi à répondre à la question existentielle, la peur de la mort, question qui avait pourtant été résolue bien avant par les Celtes. Nos existences sont soumises à la jouissance de chaque instant, de la naissance à la mort, en maximisant notre espérance de vie. Nous sommes conditionnés à consommer toujours et partout, et à ne jamais nous questionner sur l'absence de sens. Face à l'angoisse existentielle, au lieu de nourrir une spiritualité originale et authentique, nous fuyons dans les addictions et les activités obsessionnelles, l'une d'elles étant le travail salarié, lieu de collusion avec le pouvoir industriel et économique, lieu de perte des âmes, jusqu'à la perte de sens et l'épuisement.

L'INDUSTRIE TOURISTIQUE

Que propose l'économie totalitaire ? Une « évasion » dans un lieu paradisiaque facilement accessible par avion. L'évasion touristique de l'été désigne bien le reste de l'année : une prison, le système carcéral de l'entreprise. Et que propose l'industrie touristique ? À peu près la même chose que l'élevage intensif et l'abattage industriel. Certes, là où les animaux sont exécutés de façon automatisée, accrochés à une chaîne motorisée, et dépecés progressivement pour être conditionnés sous barquettes plastifiées, les touristes



MALTE, UN PAYS SOUS DÉPENDANCE

Parmi les destinations de l'été, on trouve la côte espagnole, Ibiza³, la Sardaigne, la Sicile, la Turquie... et Malte, un archipel discret au centre de la Méditerranée, entre la Sicile et la Lybie, non loin de la tristement célèbre Lampedusa. Malte est emblématique de la question de la dépendance économique, et ses paysages arides et dénudés préfigurent sans doute nos paysages de demain, au moins pour le sud de l'Europe. Malte est membre de l'Union européenne depuis 2004. Le pays a obtenu son indépendance en 1964 mais fait toujours partie du Commonwealth. Il reste très dépendant du commerce international et du tourisme. C'est le plus petit État en superficie (un centième de la Belgique) et en population, avec pourtant la plus forte densité d'Europe, une population amenée à croître encore dans les prochaines décennies (sources de l'ONU). Les conditions économiques, proches d'un paradis fiscal, et un taux de croissance élevé favorisent l'emploi, intensifient l'immigration et permettent de compenser les importations massives. En effet, l'île est fortement dépendante dans les besoins de base : eau, alimentation, énergie. La ressource en eau⁴ est particulièrement menacée par le dérèglement climatique, pour une population de 500.000 Maltais (dont 100.000 expatriés) et plus de 2 millions de touristes par an. C'est un

paradoxe pour cette terre d'agriculture fragile, aux ressources naturelles limitées, et un exemple de la schizophrénie occidentale, entre toute-puissance économique et impuissance écologique. Malte est un archipel qui regroupe trois îles principales : Malta (« le refuge », en phénicien), Gozo (prononcer Godzo, « la joie ») et Comino (« le cumin », rare plante qui y pousse). L'île principale accueille l'aéroport, la capitale (La Valette) et sa banlieue interminable. Gozo, préservée du tourisme intensif, garde son côté agricole et authentique. Comino, bout de roche désertique et inhabité, attire les touristes aisés pratiquant la plongée sous-marine et concentre toute l'horreur du tourisme de masse avec sa baignade surveillée du « Blue lagoon ». En regard du passé très riche et généreux de Malte, cette exploitation outrancière semble une anomalie de l'histoire. L'île a déjà connu des périodes d'assèchement du climat, un effondrement et une émigration de sa population, obligeant ses habitants à développer des trésors d'ingéniosité : citernes, irrigation, choix des cultures... Depuis le néolithique, Malte est une terre d'asile et de brassage des populations : Grecs, Phéniciens, Étrusques, Hittites, Romains, Arabes, Français, Italiens, Anglais... La langue maltaise témoigne de ce métissage entre arabe, sicilien, italien, et plus récemment français et anglais. Tous les Maltais sont anglophones et pratiquent souvent plusieurs langues. La noblesse française y a laissé l'état d'esprit charitable et la frugalité, aux fondements de la décroissance soutenable, et les Italiens y ont apporté le sens du commerce et de la manufacture. L'état d'esprit maltais est pacifique, tolérant et raffiné, plutôt joyeux et résilient. C'est aussi une terre d'expatriés, offrant un ancrage aux apatrides. La foi chrétienne y est très présente, tout autant que les nombreuses églises et chapelles.

Et c'est dans ces qualités profondes que je souhaite au peuple maltais de trouver les forces nécessaires pour surmonter les difficultés à venir, pour préserver ce « refuge de la joie ».

Dis-moi comment tu voyages et je te dirai qui tu es. Il est bien loin le temps de l'Antiquité où les Européens voyageaient beaucoup, à pied ou en bateau à voile. Pas d'aéroports, pas de passeports, et certainement un véritable sens de l'accueil, celui qu'on trouve encore au Maroc. Nombreux partent aujourd'hui à moins de 100 kilomètres de chez eux et y trouvent le dépaysement recherché. Si vous habitez à proximité, vous pouvez passer une semaine à Vernoux-en-Vivaraire, pour une Université d'été avec les Amis de *La décroissance*, dans ce pays reculé du parc régional d'Ardèche, les Boutières, terre historique du refuge protestant. Mais pour la plupart, qu'importe le dérèglement climatique, la crise du carburant ou du pouvoir d'achat... ils continuent de revendiquer leur liberté de déplacement, ils réclament leur « droit à jouer » pour un voyage qui fait rêver et de beaux paysages qui dépayser. Ils travaillent dur toute l'année et souhaitent se changer les idées en juillet-août pour un budget raisonnable ; grâce à un « saut de puce » en avion, pour 50€ aller-retour ; se faire porter dans un hôtel proche de la mer, avec piscine, buffet et boissons à volonté, et une plage de sable fin en option. Mais, tout comme le bonheur par la consommation et la croissance, le tourisme de masse est une promesse non tenue. Les photos alléchantes exposées sur internet sont prises hors saison, au printemps ou en automne, sans aucun touriste, et sous le meilleur angle, de façon à masquer toute laideur. Dans la réalité, en juillet-août, la densité réelle est incomparable, et les sites recommandés sont saturés d'individus, tous affairés à consommer : s'enivrer sans compter au bord d'une piscine, acheter des souvenirs *made in China* ou au mieux « consommer intelligent » avec une excursion culturelle organisée.

Et c'est dans ces qualités profondes que je souhaite au peuple maltais de trouver les forces nécessaires pour surmonter les difficultés à venir, pour préserver ce « refuge de la joie ».

Et c'est dans ces qualités profondes que je souhaite au peuple maltais de trouver les forces nécessaires pour surmonter les difficultés à venir, pour préserver ce « refuge de la joie ».

Olivier Rouzet,
auteur de *Panne d'ascenseur dans le social, Libre et Solidaire*, 2019.

1. « Nous sommes dirigés par des pervers », in *Kairos*, mars 2021.

2. Gilles Châtelet, *Vivre et penser comme des porcs*, Gallimard, 1998.

3. « Ibiza : faste et démesure hors-sol », in *Kairos*, septembre 2019.

4. « L'eau, un défi pour Malte (comme pour Madère) », *anabf.org*, juillet 2021..